

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13328 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 5 DÉCEMBRE 1987

Deux sommets décisifs, à Copenhague et à Washington

Une concertation forcée

Les États-Unis ayant fini par donner une preuve de bonne volonté en promettant de réduire leur déficit budgétaire, la RFA se devait de faire un geste. Elle a diminué son taux d'escompte, imité par ses partenaires européens. La crainte d'une récession mondiale et le souci de freiner une baisse du dollar très préjudiciable aux exportations ouest-allemandes ont fini par emporter les réserves du gouvernement de Bonn. La Bundesbank, hantée par la possibilité d'une reprise de l'inflation, et, à ce titre, très réservée à l'égard d'une nouvelle diminution des taux d'intérêt outre-Rhin, s'est inclinée.

C'est donc, en apparence, une victoire de la concertation des pays occidentaux dans un climat assombri par la crise financière. Il était grand temps, après les cafouillages et autres déclarations menaçantes de l'été. C'est aussi, plus réellement, une victoire des États-Unis, qui appellent leurs partenaires commerciaux à prendre le relais et à jouer les « locomotives » pour tirer la croissance dans le monde, ce discours s'adressant évidemment surtout au Japon et à la RFA.

Sur cette victoire américaine, véritable récompense donnée au lent assombrissement d'une démo-cratie livrée à la démagogie électorale, on pourra s'interroger et à nouveau dénoncer violemment l'égoïsme américain devant les lenteurs mises pour réduire le déficit budgétaire.

Mais la RFA n'est pas sans reproche. Littéralement obsédée par la croissance trop rapide de sa masse monétaire, qui pourrait, selon elle, relancer l'inflation, n'avait-elle pas entrepris, dès la fin de l'été dernier, de relever ses taux d'intérêt. Pour forcer aussi les Américains à relever les leurs, ce qui déclenche la fureur du secrétaire au Trésor des États-Unis, James Baker, qui fit clairement comprendre à Bonn qu'il entendait décider lui-même de la politique américaine. Et de laisser glisser un peu plus le dollar. L'ampleur de la réaction a été telle et les conséquences si graves, que les autorités allemandes, gouvernement et banque centrale, ont dû faire amende honorable.

A la partie de bras de fer engagée cet été succède donc une période de concertation. Il faut certes s'en féliciter. Mais aussi convenir que rien n'est vraiment réglé, notamment en ce qui concerne l'énorme déficit commercial des États-Unis, devenu maintenant le souci lancinant des milieux financiers internationaux et la principale raison de la faiblesse du dollar. Le risque est évidemment que la concertation ne soit pour les Américains qu'une façon de gagner du temps, en attendant la prochaine élection présidentielle. Les accords du Louvre, sur lesquels avaient été fondés tant d'espoirs, ont montré à quel point les engagements étaient fragiles dès lors que les intérêts des États étaient en cause. On ne sait toujours pas si les Américains sont vraiment décidés à mettre un terme à la baisse du dollar ou s'ils se laisseront glisser davantage encore sur la pente dangereuse dans laquelle ils se sont engagés.

(Lire nos informations page 30.)

M 0147 - 1205 0 - 4,50 F



3790147004500 12050

La Communauté européenne joue sa crédibilité

Le conseil européen de Copenhague - où la France est représentée par MM. Mitterrand et Chirac - s'est ouvert le vendredi 4 décembre sous la présidence de M. Poul Schlüter, premier ministre danois. Les travaux du conseil seront décisifs pour l'avenir budgétaire et agricole de la CEE et pour la crédibilité de l'Europe alors que continue à sévir la crise boursière et que MM. Reagan et Gorbatchev s'apprentent à signer le traité sur l'élimination des missiles intermédiaires (FNT).



Lire page 4 l'entretien avec le secrétaire au Foreign Office.

L'Irak dans l'attente d'une nouvelle offensive

Bassorah sous les canons iraniens

L'Irak poursuit son effort de mobilisation contre l'Irak. La radio de Téhéran a annoncé le départ pour le front, jeudi 3 décembre, de milliers de jeunes volontaires. Elle a, d'autre part, mis en garde le Koweït contre les risques qu'il court en favorisant la présence militaire américaine dans le Golfe.

BASSORAH de notre envoyée spéciale

Bassorah, 18 heures. Si la deuxième ville d'Irak brûle toujours de ses feux malgré la proximité du front, les rues du centre sont quasiment désertes, et les rares voitures qui circulent ne s'attardent pas.

A quoi bon d'ailleurs flâner, dans ces magasins fermés, murés derrière leurs remparts de sacs de sable ? Seuls, dans les souks, quelques échoppes et cafés sont encore ouverts. Les travailleurs égyptiens y tiennent leur embauche en buvant le traditionnel thé noir très sucré, offert sur le trottoir, ou en

jouant d'interminables parties de dominos.

Bassorah survit, mais incontestablement la grande offensive irakienne du début 1987 a marqué un tournant et a vidé la ville de la quasi-totalité de ses habitants. Ceux-ci se sont repliés dans les faubourgs, dans la région ou tout simplement à Bagdad où chacun a plus ou moins de la famille.

Sur la corniche du Chott-al-Arab, tous les grands hôtels sont fermés et, le long de la promenade, ce ne sont que des bunkers de sacs de sable hérissés de mitrailleuses.

Certes, Bassorah n'est pas un champ de ruines, loin s'en faut, mais tous les immeubles portent plus ou moins les stigmates de la guerre. Les larges avenues ombragées, bordées d'élégantes villas désertes, sont vides, comme le cabaret Les Palmes, hier lieu de détente recherché, dans un jardin public aménagé.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

M. Reagan espère faire « un pas de géant » avec M. Gorbatchev

Quatre jours avant l'arrivée de M. Gorbatchev à Washington, M. Reagan a déclaré, le jeudi 3 décembre, à la télévision, qu'il espérait « faire un nouveau pas de géant » avec le numéro un soviétique « vers l'élimination des armes nucléaires ». Il a ajouté que si les négociations sur le désarmement avaient progressé avec Moscou, ce n'est pas parce qu'il avait changé sa perception du système soviétique, mais parce que M. Gorbatchev appliquait une politique différente de celle de ses prédécesseurs.

WASHINGTON de notre correspondant

Le sommet approche - en fait, il a déjà commencé par télévision interposée. Trois jours après la longue prestation de M. Gorbatchev, le président Reagan s'est employé, le jeudi 3 décembre, à relever le défi médiatique lancé par son hôte, et il a répondu pendant une demi-heure aux questions des présentateurs-vedettes des quatre principales chaînes.

Il ne s'agissait pas seulement d'empêcher M. Gorbatchev de monopoliser les feux de la rampe, alors que le dirigeant soviétique bénéficie de l'avantage de la nouveauté et de l'exotisme pour le public américain. M. Reagan

devait aussi montrer qu'il reste fermement sur ses gardes, alors que bon nombre de ses propres partisans acceptent difficilement qu'on puisse signer un traité avec l'URSS, et s'inquiètent des concessions qu'il pourrait être tenté de faire sous la pression de son redoutable interlocuteur. Mais il lui fallait en même temps éviter de compromettre par une rhétorique trop agressive la réussite des entretiens. M. Reagan a résolu la difficulté en redisant tout le mal qu'il pense du système soviétique, mais en épargnant soigneusement M. Gorbatchev lui-même.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

POINT DE VUE

L'option dissuasion

par Lionel Jospin
premier secrétaire du PS

Depuis des mois, ça bouge, entre les États-Unis et l'URSS, dans le domaine des armes. Le sommet Reagan-Gorbatchev sera une étape. Le paysage stratégique mondial se modifiera encore. Reagan a changé, parce qu'il a été dur et qu'il peut maintenant négocier. Gorbatchev agit, parce que les Pershing sont là, que l'IDS menace et qu'il faut bien traiter.

Ces glissements dans le paysage désorientent certains « experts » français. Le même alarmisme prévaut au RPR et à l'UDF, même si l'attitude des autres Européens et les contraintes de la « cohabitation » (le président a adopté une attitude positive) les obligent à la prudence.

Que faut-il penser du processus en cours ? Doit-on le craindre ou s'en réjouir ? Quel est l'intérêt de la France ?

D'abord ne laissons pas les fameux experts nous faire peur.

Ils nous affirment que le retrait des SS-20 et des Pershing-2 va nous découpler des États-Unis, alors qu'il n'y avait pas de Pershing-2 avant 1983 !

Ils nous parlent de dénucléarisation de l'Europe pour un retrait limité d'ogives ! Ils s'inquiètent de ce que M. Gorbatchev va retirer, au terme des deux « options zéro », beaucoup plus de missiles que les États-Unis ! Ils confondent dissuasion et bataille, couplage et localisation en Europe, information et intoxication ! Ils ne font jamais de propositions pour un désarmement raisonnable.

La position des dirigeants conservateurs français n'est pas plus claire. Ils ont approuvé la double décision de l'OTAN en 1979 et le président Reagan, quand celui-ci a proposé l'« option zéro » en 1981. Et tout d'un coup, lorsque M. Gorbatchev accepte cette « option zéro » en 1987, ils la présentent comme une manœuvre et une menace !

(Lire la suite page 2.)

Nouvelle baisse à la Bourse de Paris

Moins 4 % vendredi en fin de matinée.

PAGE 36

La recherche d'un règlement au Cambodge

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen se rencontreront à nouveau en France en janvier.

PAGE 36

Des micros au Palais ?

Des vérifications techniques avaient été opérées au cabinet du juge Michau.

PAGE 14

Vote de confiance

Aucune voix de la majorité n'a manqué à M. Chirac.

PAGES 9 à 11

26^e congrès du PCF

Une seule fausse note dans le débat.

PAGE 12

Le Monde

■ La Ruhr entre au musée.
■ Les paillotes du mont Goda. ■ Gastronomie.
■ Jeux.

Pages 15 à 19

Le sommaire complet se trouve page 36

Les spécialistes s'inquiètent d'un engouement coûteux

La vogue de l'échographie

Déficit de la Sécurité sociale, limitation des dépenses de santé, rien n'y fait : les Françaises réclament de plus en plus d'échographies pendant leurs grossesses. Avec trois millions d'examen de ce type, chaque année, pour sept cent mille grossesses, la France est le champion du monde de la consommation d'échographies obstétricales. A tel point que le coût de cette pratique est nettement supérieur à celui de toutes les autres thérapeutiques ou examens diagnostiques proposés aux femmes enceintes. Cet engouement est-il médicalement justifié ?

Afin de répondre à cette question, les gynécologues et obstétriciens français ont organisé, les 2 et 3 décembre, une conférence de consensus

saxon, sorte de passage au crible d'une technologie et d'une pratique médicales devant être scientifiquement évaluées. Le jugement des spécialistes est sans ambiguïté : « Pour une grossesse à priori normale, il est raisonnable et suffisant de conseiller deux échographies systématiques, respectivement vers quatre mois et vers sept mois. » Autrement dit, près d'une échographie sur deux actuellement pratiquées en France chez les femmes enceintes est - médicalement du moins - injustifiée. Ce « conseil » sera-t-il suivi d'effets ? La balte est dans le camp des pouvoirs publics, peu enclins jusqu'à présent à promouvoir efficacement la mise en place d'une structure d'évaluation médicale.

(Lire page 23 l'article de FRANCK NOUCHI.)

PRIX MÉDICIS DE L'ESSAI

GEORGES BORGEAUD



Le Soleil sur Aubiac

PRIX MEDICIS DE L'ESSAI

GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صحة من الامم

Débats

L'option dissuasion

(Suite de la première page.)
La seule logique sous-jacente à ces contradictions, c'est le refus de tout désarmement, c'est l'immobilisme de la pensée.

Il est piquant de voir M. Barre - qui ne s'inquiétait pas quand le déséquilibre se creusait à nos dépens, avec l'installation des SS-20 - manifester des craintes quand l'équilibre se rétablit à notre profit!

Quant à M. Chirac, il est à la fois pour et contre les « options zéro »! Mais sait-il lui-même ce qu'il pensera demain!

Tout autre a été et est l'attitude de François Mitterrand. Il s'est battu contre le déséquilibre vers le haut; il a contribué au rééquilibrage vers le bas; il a toujours été contre les SS-20.

Ce qui explique les errements des premiers, c'est que, ayant perdu de vue le raisonnement qui fonde la dissuasion, ils n'ont plus de point de repère dans leur réflexion stratégique. Face à une politique étrangère soviétique redevenue dynamique et aux mouvements des Etats-Unis, ils ont peur de toute initiative, sans d'ailleurs en prendre aucune eux-mêmes.

Du faible au fort

Dans l'affaire des deux « options zéro », ils réussissent le tour de force de présenter à l'opinion comme une menace un succès que nous devons à la ténacité des pays occidentaux (dont la France depuis six ans) face à dix ans de manœuvres soviétiques. Comment peut-on oublier que les SS-20 étaient - comme je l'avais dit à Brejnev en 1983 - l'arme anti-européenne par excellence (puisque ils ne peuvent pas franchir l'Atlantique) et que leur élimination sera un succès pour l'Europe?

Les socialistes approuvent la double « option zéro ». Les dirigeants conservateurs me paraissent peu armés pour affronter les défis intellectuels et politiques qui nous sont lancés du fait du réaménagement des relations Est-Ouest. Sur quelles bases reprendre aujourd'hui ces questions de sécurité?

Les dirigeants soviétiques les dirigeants et américains disent parfois qu'ils veulent un monde sans armes nucléaires. Mais

aucune stratégie, aucun des systèmes de défense évoqués pour remplacer la dissuasion nucléaire n'a pu faire la preuve de son sérieux et de sa crédibilité. Peut-être nos successeurs vivront-ils un jour dans un monde totalement dénucléarisé, c'est-à-dire la dénucléarisation complète, c'est-à-dire le recours au seul conventionnel, serait plus déstabilisant pour la planète, plus aléatoire et coûteux pour la France que le système actuel.

Le président de la République a eu raison, depuis le début de son mandat, d'assurer la crédibilité de notre force de dissuasion.

Faire cela, ce n'est pas vouloir la course aux armements. Rester attachés, dans cette phase historique, à la dissuasion nucléaire, ce n'est pas se résigner à l'accumulation effrénée d'armes de plus en plus perfectionnées, à laquelle se livrent les deux premières puissances depuis quarante ans. L'idée d'établir l'équilibre de la dissuasion à des niveaux plus bas n'est pas une idée en l'air. Les Etats-Unis disposent de trente mille têtes nucléaires et l'URSS de onze mille. Mais ils envisagent de réduire leur arsenal stratégique de 50 %. C'est la bonne direction.

La France, avec ses trois cents têtes nucléaires, applique le concept de dissuasion minimale. Pourquoi ne pas imaginer qu'un jour, si l'URSS et les Etats-Unis réduisent chacun leur arsenal à mille têtes, la France puisse réduire par exemple à deux cents? Nous devons être favorables à des progrès dans le désarmement stratégique, s'il est équilibré et s'il ne met pas en cause notre seul de crédibilité.

Encore faut-il que notre conception stratégique soit claire. Dissuader consiste à prévenir la guerre et non à la gagner, car la guerre nucléaire n'est pas gagnable. Malheureusement, depuis que les Etats-Unis sont devenus vulnérables à des représailles soviétiques et n'ont plus cet maintien pour leurs alliés la garantie intégrale de leur dissuasion stratégique, on s'est éloigné de ce concept au profit de celui d'une riposte graduée.

Officiellement, la doctrine de la France n'est pas celle-ci; mais que notre pays, membre fidèle de l'alliance, n'est plus dans le commandement intégré de l'OTAN. Notre doctrine est celle de la dissuasion du faible au fort.

Pourtant, des cercles politiques et militaires importants ont implicitement en tête le schéma de l'OTAN. Ils ont accepté la dégradation du concept de dissuasion

en riposte graduée, puis en bataille nucléaire limitée, puis en bataille nucléaire limitée et prolongée. Etranges théories! Si l'on joue à simuler des batailles nucléaires sur des territoires étroits et peuplés, comment s'étonner que l'angoisse saisisse les populations occidentales censées être protégées par une stratégie qui postule au préalable son propre échec et implique la vitiification des amis et des alliés pour arrêter sur leur sol l'agresseur éventuel?

Pour moi, ce grave contresens doit être corrigé. Comme vient de le rappeler avec éclat en Allemagne le président de la République, la stratégie de la France est de dissuader l'agresseur sans menacer l'allié.

Les socialistes sont favorables à la double « option zéro ». Qu'en serait-il d'une troisième « option zéro », du moins d'une réduction des armes nucléaires à très courte portée? Si les Etats-Unis et l'URSS s'y engageaient, pourquoi y serions-nous nécessairement opposés? Nous avons des armes de portée comparable: les Pluton, demain les Hadès. Mais leur nature est en principe différente. Un débat a eu lieu entre le président, François Mitterrand, et le premier ministre, Jacques Chirac, sur l'appellation de ces armes. Sont-elles préstratégiques ou tactiques? L'ultime arbitrage est de champ de bataille? Le président a justement tranché pour le préstratégique. Il a aussi clarifié le concept d'ultime avertissement, qui doit pour lui faire corps avec la dissuasion. Mais si l'on refuse d'ouvrir la porte au concept de riposte graduée, force sera pour nous d'aller plus loin dans la définition du statut et du concept d'emploi des armes préstratégiques.

La limitation des armes conventionnelles

La redéfinition d'un concept cohérent de dissuasion ne nous dispense pas d'un effort d'imagination sur les forces conventionnelles en Europe. Toutes les guerres, depuis 1946, ont été conduites avec des armes conventionnelles. Or un déséquilibre existe en Europe en faveur du pacte de Varsovie.

Si le désarmement nucléaire progresse, la question du déséquilibre conventionnel sera posée avec plus d'acuité. Faudra-t-il renforcer le conventionnel pour rééquilibrer vers le haut? Mais quelle voie lourde financièrement et économiquement, et folle humainement! Ne vaut-il pas

mieux rechercher l'équilibre vers le bas par les négociations avec le pacte de Varsovie? C'est notre intérêt. Nous devons dire aux dirigeants soviétiques que c'est sur ce terrain qu'ils seront jugés par les opinions européennes. Il nous faut définir, en commençant par les armes les plus offensives (chars, avions, missiles, artillerie, la quantité, la nature, la disposition des armements conventionnels nécessaires à l'établissement en Europe d'un équilibre stable à un bas niveau vérifiable et excluant toute attaque surprise.

Il faut être prêt à parler dans le cadre des négociations de Vienne comme dans celui de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Quant à l'arme chimique, nous ne devons avoir qu'un seul objectif: son élimination pure et simple. Si l'URSS renonce à la fabrication et au stockage, nous renoncerons nous-mêmes à ce qui est prévu dans la loi de programmation militaire.

D'autres pas en avant pourraient être faits, sans amoindrir notre sécurité, pour montrer que notre pays n'a pas une attitude négative. Pourquoi, moyennant un certain toilettage des textes, ne pas signer le traité de Moscou de 1963 sur l'interdiction des essais atmosphériques, voire celui de non-prolifération nucléaire?

Je termine par l'Europe. Vouloir une défense européenne, ce n'est pas pour moi réviser de remettre la France dans le giron de l'OTAN. C'est viser le couronnement militaire et politique de la construction d'une Europe indépendante. C'est dire qu'il faudra du temps. Le tabou nucléaire allemand, la question de savoir qui est dans l'OTAN et qui n'y est pas, le désir de ne pas sacrifier la Grande-Bretagne, l'Espagne ou l'Italie à un axe franco-allemand, tout cela ne peut être esquivé. C'est pourquoi je suis partisan d'une politique à petits pas, telle qu'elle est engagée actuellement, sans céder aux modes ou aux aventures.

Je souhaite que dans le concert des nations, sur ces questions de la paix et de la guerre, les socialistes et la France aient une position équilibrée. Il faut réduire la Grande-Bretagne de la faiblesse militaire mais que nous sommes pour la sécurité. Que nous ne sommes pas pacifistes, mais que nous sommes pour la paix. Car la détermination d'une opinion convaincue, parce que clairement informée, c'est aussi un élément de la sécurité de la France.

LIONEL JOSPIN.

L'Allemagne et la terre promise en 1992

par XAVIER DE VILLEPIN (*)

LES Allemands de l'Ouest sont-ils fascinés par la construction européenne et la réussite de l'Acte unique? On est, à Bonn, très conscient des difficultés qui existent sur la route de la terre promise de 1992. L'Europe n'y est pas, comme à Paris, un thème d'incantation politique, les options allemandes, plus larges que les nôtres, voulant ménager trois orientations économiques: les Etats-Unis, les Douze - et en tout premier lieu la France - et les marchés de l'Est. Cette stratégie n'est pas en soi nouvelle, mais elle interpelle la France dont les possibilités sont plus réduites.

Les embûches sur la route de 1992 apparaissent nombreuses aux yeux des Allemands. La politique agricole commune en est une non négligeable. Si l'analyse des difficultés faite à Paris et à Bonn est la même, les solutions, elles, diffèrent largement.

Pour les Allemands, il faut d'urgence réduire les productions dans beaucoup de secteurs (céréaliers, lait, viandes, porc), geler des terres et engager une politique sociale active de préretraites des agriculteurs.

Commerce extérieur et investissements

Les idées généreuses de notre ministre sur l'aide alimentaire au tiers-monde sont accueillies avec un léger sourire. Pour la RFA, il faut plutôt laisser aux pays en développement des espaces d'exportation pour leurs productions agricoles et engager une politique de concentration avec les Etats-Unis, afin d'éviter que l'Europe ne sombre dans un déficit budgétaire colossal.

Autre difficulté dont on ne parle en Allemagne qu'à voix basse: le commerce extérieur avec la France. La détérioration de notre solde a pour cause première non pas une insuffisante progression de nos ventes, mais une poussée régulière de nos achats de produits industriels et de biens de consommation.

Du côté des investissements, la situation n'est guère plus brillante. En 1976, il y avait égalité, mais, en 1986, les investis-

ssements allemands en France ont été le double des nôtres en RFA. Ces déséquilibres risquent donc de créer pour la France des conditions défavorables à la réalisation du grand marché.

Les Allemands semblent peu enclins à vouloir prendre en charge les déficits des uns ou des autres et à construire la seconde phase du système si des efforts sérieux et durables de convergence ne se manifestent pas.

Ecouter les autres

Bien entendu, en matière d'armement et de défense, les effervescences internationales sont suivies avec beaucoup d'attention. Si l'on avait raison d'être optimiste sur l'hélioptère franco-allemand, il faut en revanche se garder d'illusions pour l'avion de combat.

En matière stratégique, tout le monde paraît bien conscient de la nécessité d'organiser un pilier européen de défense, mais bien des esprits butent sur la difficulté de concevoir des rapprochements pratiques entre les pays intégrés de l'OTAN et ceux qui ne le sont pas.

Pour éviter les déceptions, un grand effort de communication devrait donc être fait dans la Communauté des Douze afin de mieux percevoir les positions de chacun des partenaires. L'Acte unique n'est pas une séquence qui va se dérouler avec des automatismes définis à l'avance. Réussir la construction du grand marché intérieur exige de nous tous une forte capacité d'écoute du point de vue des autres.

Sur cette longue route, faite d'échecs - Coppenhague le prochain week-end, présidence allemande en janvier 1988, vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée, - nous, Français, avons une grande espérance et beaucoup d'idées, mais il faut sûrement éviter de nous placer en position d'éternels demandeurs.

(*) Sénateur (Union centriste) représentant les Français de l'étranger, président de la commission 1992 de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Au Courrier du Monde

Presse et « affaires »

« Ah, ces sacrés journalistes ! A. Voilà une expression courante qui peut être interprétée de deux manières diamétralement opposées. L'affaire Luchaire agit actuellement la classe politique au point que certains de nos témoins et non des moindres ont cru bon de s'interroger publiquement, et pas toujours innocemment, sur le rôle de la presse.

C'est la presse qui a révélé l'affaire. Au départ, il s'est agi d'un travail d'investigation jusqu'au moment où la découverte de la fraude a fait apparaître les ingrédients d'un scandale politique. Faut-il, à quinze jours des élections législatives, publier le scoop à un risque de gêner le gouvernement et du même coup de paraître faire le jeu de l'opposition d'ailleurs? En retenant l'information, on s'exposait au reproche de prendre parti dans le débat électoral et au danger d'une publication de la même révélation dans un journal national. De plus, le respect de nos lecteurs nous impose naturellement de refuser le principe douteux selon lequel « toute vérité n'est pas bonne à dire ».

Au cours d'une conférence de presse tenue à Vesoul le 7 novembre, Laurent Fabius a tenu à établir une distinction entre la journaliste d'investigation de la Presse de la Manche et les « manipulations » de certains organes nationaux qui « hésitent pas à diffuser des informations inexactes ». L'ancien premier ministre visait l'utilisation de l'expressif C. 4 dans les attentats de septembre 1986.

Il n'est nullement dans mon propos de donner (de quel droit?) des leçons de journa-

lisme. En fait, c'est au lecteur de juger et de choisir. Un journal d'opinion et un journal d'information obéissent à deux logiques très différentes. Chacun, à sa manière, remplit son rôle. Les accusations surviennent lorsque la presse d'information manipule une nouvelle sans prévenir ses lecteurs du moment où le commentateur prend le pas sur la relation de l'événement. Les erreurs commencent lorsque le journaliste prend des distances avec la règle d'or selon laquelle rien ne peut être affirmé sans preuves irréfutables et vérifiées.

Nous sommes tous exposés au risque de l'intoxication, de la désinformation, raison de plus pour être méfiants et sceptiques par nature pour reprendre une expression célèbre. La règle de la presse, de toute la presse, dans l'affaire Luchaire, reste, malgré quelques dérapages, globalement positive. Tout comme ce n'est pas la presse qui a vendu des armes à l'Irak, ce n'est pas elle qui a « balancé » le rapport Barba. La tentation de condamner la presse de mauvaises nouvelles, on l'a vu dans ces colonnes à propos de l'affaire Chaumet, relève d'une conception féodale de l'information.

Malheureusement, ce mauvais réflexe a la vie dure dans tous les partis et chez la quasi-totalité des hommes politiques, y compris chez ceux qui, entre deux « affaires », n'hésitent pas à affirmer qu'une presse libre et indépendante représente une chance et une garantie pour la démocratie.

DANIEL JUBERT, directeur de la Presse de la Manche.

HOMMAGE

Une pionnière de la psychiatrie de secteur

Le Monde du 27 octobre a signalé le décès de M^{me} Marie-Rose Mamelet. Combien de travailleurs sociaux, de psychologues et de psychiatres savent encore aujourd'hui ce que doit la psychiatrie publique à Marie-Rose Mamelet? Pour les hommes de ma génération, elle est celle qui, en 1946, nous a fait connaître la loi de 13 mars 1960 créant la psychiatrie de secteur. Evoquer son nom fait surgir dans nos mémoires ces moments d'émotion et de force de la fin des années 50 et du tout début des années 60. Ce n'est que quinze ou vingt ans après que le secteur est devenu une réalité, mais il existait déjà dans ce que - sans la peur des mots - il faut bien appeler la révolution de la psychiatrie. Elle remonte à 1944, quand les psychiatres du service public tels que Le Guillant, Lucien Bonafant et Henri Ey parurent haut et fort des murs qui devaient tomber. On vit alors que le malade mental pouvait être soigné ailleurs sans risque majeur. C'était bien avant Basaglia et avec combien plus de prudence que grâce à Marie-Rose Mamelet les murs tombèrent vraiment. C'était à côté de l'introduction de psychotropes, une révolution, humaine celle-là.

Malheureusement, d'autres dirent les contradictions que le projet devait subir avec ce que je pense avoir été la disgrâce suprême du ministère de M^{me} Mamelet. Il faut attendre près de vingt ans pour voir s'étendre le projet dont elle avait su percevoir toute l'importance. Que les malades et les services sachent ce qu'ils devaient à cette « sous-directrice » - tel était son titre officiel - au ministère de la Santé.

L.-M. RAYMONDIS (professeur des universités, Nice).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-66-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Fontaine

Directeur de la publication: Jacques Faure

Directeurs adjoints: Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur

Administrateur général: Bernard Wouta

Rédacteur en chef: Daniel Vernet

Correspondant en chef: Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (LMD) 726-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

et le Speedprint, 45-45 38 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

L.C.I. and additional offices. N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o

Speedprint U.S.A., P.O. Box 45-45 38 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 471 F 554 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 761 F 1 089 F 1 398 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande

Changements d'adresse: définitifs ou

provisaires: nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez vous adresser à nos bureaux

pour tous les autres problèmes de

abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - TOUT LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN: 0395-2037

La normalisation en cours des relations franco-iraniennes

Les Iraniens saluent la fin de la crise dans leurs relations avec la France

Téhéran a salué, le jeudi 3 décembre, la fin de la « crise dans les relations politiques » entre la France et l'Iran, six jours après la libération de deux otages français, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Augue, deux jours après avoir récupéré M. Gordji, l'ex-interprète à l'ambassade d'Iran à Paris, et alors que devrait s'effectuer un nouveau remboursement partiel par Paris du prêt Eurodif.

Brochant cette étape dans la normalisation des relations franco-iraniennes, M. Hossein Cheikholslam, vice-ministre iranien des affaires étrangères, a précisé que ce résultat avait été obtenu grâce à des « négociations secrètes et directes ». Il a remercié à cette occasion trois pays : « la Syrie, l'Algérie et le Pakistan ». Ce dernier Etat représente les intérêts iraniens auprès de la France depuis la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran. Les Algériens, on le sait, jouent un rôle actif d'intermédiaire, depuis un certain temps, entre les deux capitales pour tenter de sortir de la crise.

Quant à la Syrie, il semble, au contraire, en dépit des remarques successives, françaises et iraniennes à Damas, qu'elle n'ait pas tenu le rôle qu'elle aurait désiré jouer dans la libération de MM. Normandin et Augue. Les Syriens n'ont d'ailleurs pas caché leur agacement d'être exclus des tractations et l'ont particulièrement manifesté, vendredi dernier à Beyrouth, pendant l'heure qui a séparé le moment où les deux

otages sont arrivés à l'Hôtel Sumnerland de celui où ils ont été remis à l'ambassadeur de France. Si les Français ne voyaient pas d'inconvénient à « faire une fleur » aux Syriens — dont les forces sont massivement présentes au Liban, — il apparaît que l'Iran y a été hostile, selon de bonnes sources.

Colère à Bagdad

Les ravisateurs volaient, dans un premier temps, relâcher MM. Normandin et Augue entre 2 heures et 3 heures du matin, devant la chancellerie française à Beyrouth-Ouest. Apprenant cela, les Syriens ont immédiatement corré les lieux, les rendant inaccessibles. Ce qui voyant, les iraniens ont exigé que la libération s'effectue au Sumnerland et non au Beau Rivage, QG des forces syriennes à Beyrouth, comme essayaient de l'obtenir les officiels syriens, faute d'avoir obtenu qu'elle se produise à Damas. Ce fut ensuite la longue discussion devant le Sumnerland entre Français et Syriens tandis que les otages « libérés » attendaient dans une camionnette. Le retour se fit sur Paris en fin de compte par Larnaca et non par la capitale syrienne.

Le processus en cours entre la France et l'Iran a, d'autre part, soulevé la colère de Bagdad. Le quotidien *Al Thawrah*, organe du parti Baas — au pouvoir en Irak, — a ainsi

dénoncé jeudi les « transactions avec les preneurs d'otages ». « Nous sommes incapables de comprendre comment ceux qui prétendent lutter contre le terrorisme et les terroristes concluent, tout secrètement que publiquement, des transactions avec des terroristes », écrit le journal, qui ne cite toutefois à aucun moment la France. « Tout cela, poursuit *Al Thawrah*, ne signifie-t-il pas que l'Iran utilise le terrorisme comme un moyen pour réaliser ses desseins et dicter ses conditions à tous, petits ou grands ? »

Parmi les conditions posées par Téhéran à la normalisation de ses relations avec Paris figure en première place l'arrêt du soutien français à Bagdad ou, à défaut, la livraison d'armes à l'Iran dans des proportions égales à ce que les Français livrent à l'armée irakienne.

Par ailleurs, répondant aux accusations portées par M. Augue à sa libération, selon lesquelles ses gardiens étaient en grande partie des Palestiniens, M. Yasser Arafat a nié jeudi toute implication palestinienne dans l'enlèvement et la détention des otages. « Le gouvernement français sait avec qui il a conclu un marché pour libérer les deux otages et qui les détenait », a déclaré M. Arafat à la radio phalangiste libanaise La Voix du Liban depuis un pays qui n'a pas été précisé. « Il y a eu un accord secret au terme de négociations que je suivais de loin », a-t-il dit, pour préciser que « l'affaire a été examinée directement avec l'Iran ».

Un entretien avec M. Muhammad Larjani

« Nous avons conclu avec Paris un bon accord »

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

« Il n'y a pas un seul pays au monde qui sacrifierait d'éventuelles bonnes relations avec l'Iran au profit d'un pays moins grand, moins riche et stratégiquement moins important. » Tassant le tabac dans sa pipe, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Muhammad Larjani, petit homme barbu aux allures d'instituteur de province, parle avec assurance de ce qu'il désigne lui-même comme « l'une des plus importantes affaires du moment », à savoir les relations franco-iraniennes.

« La France a tort de tant investir dans ses relations avec l'Irak, dit-il au lieu de faire fructifier le capital de sympathies qu'elle avait acquis des premiers instants de la révolution islamique, grâce à l'envoi d'air France qui a déposé l'ayatollah Khomeiny à Téhéran. » (Le 4 février 1979). Selon M. Larjani, « l'Irak est un pays divisé, doté d'un régime faible et d'un président en suris, alors que le régime iranien est stable ».

« Nous proposons à la France une collaboration étroite et mutuellement profitable, à condition que Paris s'éloigne progressivement de Bagdad et de Washington », souligne-t-il, admettant qu'un tel changement d'orientation n'est sans

doute pas aisé à accomplir. « Néanmoins, nous sommes prêts à travailler avec patience à l'approfondissement de nos relations, à discuter de tout, y compris du sort des trois otages français détenus encore à Beyrouth : la balle est dans le camp de la France. »

« De Gaulle n'aurait pas aimé »

Faisant, à plusieurs reprises, appel aux « sentiments d'indépendance du peuple français », M. Larjani estime qu'« il n'est pas dans l'intérêt de la France d'apparaître comme soutenant automatiquement la diplomatie américaine ». « Le général de Gaulle n'aurait sans doute pas aimé cela », ajoute-t-il, répétant que « le général avait, dès le début du conflit israélo-arabe, gelé les ventes d'armes au pays du champ de bataille ». « En quoi, s'interroge-t-il, les ventes d'armes à l'Irak sont-elles plus « morales » que d'éventuelles fournitures militaires à l'Iran ? »

Les différends entre Paris et Téhéran sont-ils en voie de règlement ? « Oui, assure-t-il, nous avons récemment conclu un bon accord. » Evitant soigneusement de confirmer les informations selon lesquelles Paris avait accepté de régler, la semaine dernière, une partie des sommes réclamées par Téhéran,

M. Larjani admet cependant qu'« il y a trois jours l'argent n'était pas encore arrivé ». « Si un accord financier a été conclu, celui-ci ne faisait pas partie de l'affaire des otages. »

Pour le vice-ministre des affaires étrangères, « la France a tout intérêt à rembourser les sommes dues à l'Iran, car Paris doit honorer sa propre signature ». « La France est non seulement suffisamment riche pour payer ses dettes, mais son Trésor « fait une affaire » en payant maintenant, alors que le dollar est si bas, dit-il avec un sourire en coin. De toute façon, le problème d'argent est pratiquement résolu, car, au lieu de 800 millions de dollars (il y a peu de temps encore, le désaccord ne concernait qu'une petite somme insignifiante). Le règlement de ce reliquat serait davantage un problème de politique intérieure que de diplomatie.

Que pense-t-on à Téhéran de la situation politique en France ? « C'est une arène ensanglantée », assure, sans hésiter, M. Larjani, dont les sympathies vont, pour le moment, manifestement vers Jacques Chirac : « Il ne faudrait pas lui reprocher d'avoir payé, car payer ses dettes n'est pas déshonorant. » En revanche, « l'Iran aurait des choses à reprocher à Claude Cheysson... ».

CHARLES LESCAUT.

Les initiatives des Nations unies et le conflit du Golfe

Téhéran rejette formellement le plan de M. de Cuellar

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Vu des Nations unies, l'effort diplomatique en faveur de la paix dans le golfe Persique est désormais suspendu à l'ultime recours : le sommet soviéto-américain de Washington. Venu à New-York à l'invitation du secrétaire général de l'ONU, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Muhammad Javad Larjani, a confirmé, jeudi 3 décembre, que l'Iran n'acceptera d'appliquer un cessez-le-feu qu'après qu'« un organe crédible » aura désigné, officiellement, l'Irak comme « l'agresseur ».

Etant donné que le plan d'application de la résolution 598, soumis aux belligérants par M. Perez de Cuellar (le Monde du 17 octobre 1987), prévoyait un cessez-le-feu concomitant avec la création d'un comité chargé de déterminer les origines du conflit, la réponse iranienne constitue un refus, enfin articulé, de l'ordre des priorités établi par le Conseil de sécurité et « aménagé » par le secrétaire général.

Une « aire de mouvement » pour la négociation

La résolution 598 exigeait, « comme premier pas », l'établissement d'un cessez-le-feu, surdonnant toute autre considération à l'application de ce premier pas. Devant le refus de Téhéran de collaborer avec le conseil, le secrétaire général a tenté une approche plus nuancée fut tentée, en proposant que deux paragraphes de la résolution soient liés en un seul : un cessez-le-feu interviendrait le jour J, celui de la création d'un comité chargé de déterminer les responsabilités dans le déclenchement de la guerre.

Bien qu'officiellement rejetée par l'Irak, cette proposition était considérée comme « acceptable, in fine », par Bagdad. Or Téhéran affirme désormais que seule la désignation de l'agresseur (l'Irak) permettra de déclencher l'application des dispositions du plan, en créant une « aire de mouvement » pour la négociation.

Selon des sources proches du gouvernement irakien, Bagdad refusait cette modification, de même qu'il rejette déjà la notion d'« aire de mouvement » : un cessez-le-feu doit constituer une décision définitive et inconditionnelle, écrivait le vice-premier ministre irakien dans sa réponse au plan de M. Perez de Cuellar. De surcroît, il semble tout à fait improbable que l'Irak puisse

accepter la paix avant le retrait des forces iraniennes des territoires qu'elles occupent dans le sud de l'Irak. Et M. Larjani est formel : « Il n'y aura pas de retrait tant que l'Irak n'aura pas commencé à régler les dommages de guerre. »

Certains diplomates affirment que le secrétaire général est « découragé » par les atermoiements iraniens et qu'il envisage de se dessaisir du problème. Celui-ci reviendrait donc automatiquement à son point d'origine, à savoir le Conseil de sécurité. Or les cinq membres permanents du conseil restent profondément divisés sur l'opportunité d'une escalade des pressions sur l'Iran. Selon M. Larjani, « de nouvelles pressions provoqueraient un raidissement du peuple iranien et creuseraient davantage le fossé entre Téhéran et les Nations unies ».

Ch. L.

L'Irak dans l'attente d'une nouvelle offensive

(Suite de la première page.)

La partie résidentielle de Bassorah a les aspects de ces villes d'aux assoupies à la mort-saison. Au marché, relativement bien fourni malgré le nombre important de magasins fermés, les militaires sont de loin les premiers clients.

La nuit, surtout, la canonnade est parfaitement audible et, tous les jours, Bassorah vit sous la menace des artilleurs iraniens. Selon le gouverneur de la ville, plus de 60 000 obus se sont abattus sur la cité les deux derniers mois, faisant survivre 250 morts civils et de nombreux blessés. La semaine dernière, des obus ont touché l'hôpital principal de la ville, qui fonctionne normalement, sans toutefois faire de victimes. Environ cent cinquante médecins irakiens y travaillent en permanence et, au dire du responsable de la santé dans le district, l'hôpital ne manque de rien et est équipé pour répondre à tous les besoins.

L'annonce de la mobilisation irakienne ne trouble pas l'apparente sérénité des responsables, qui se veulent tous confiants. « Depuis sept ans, nous avons l'habitude, déclare le gouverneur de Bassorah. Tout le

monde est prêt pour la défense de la ville. En attendant, nous continuons à entretenir la ville et les projets de construction de pavage des routes, d'adduction d'eau, sont en marche. » Quatre mille cinq cents travailleurs étrangers, essentiellement égyptiens et soudanais, vivent toujours à Bassorah. Sinde un peu à l'écart du centre de la ville, l'université, qui abrite douze mille étudiants, mobilise pour la défense civile en cas d'attaque, n'a pas fermé ses portes.

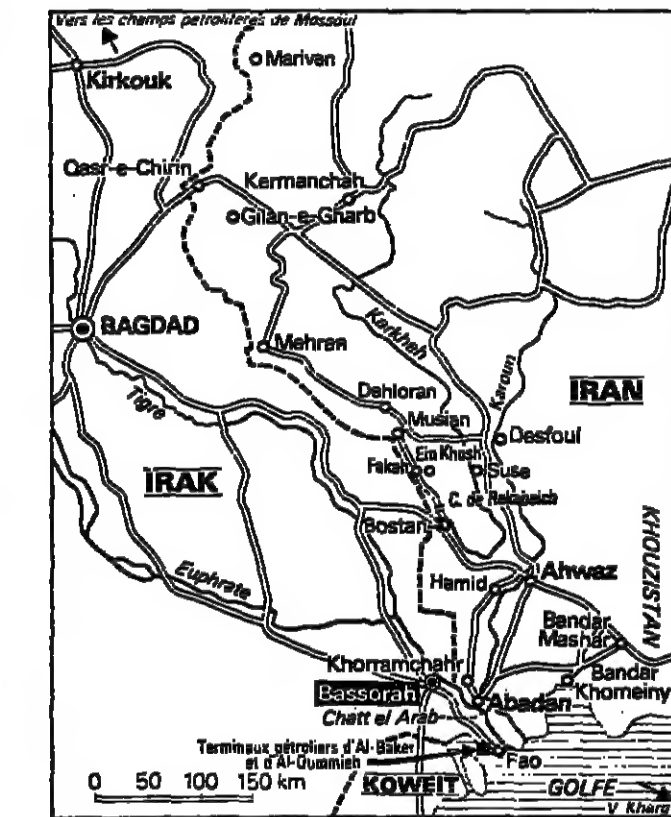
Le front, à vingt kilomètres seulement, est invisible, interdit aux journalistes. Mais quelques éléments troublants expliquent l'apparente inefficacité irakienne. Ainsi tous les ponts sur l'autoroute Bagdad-Bassorah, qui entre Amara et Bassorah, longe la frontière irakienne à des distances variant de 20 à 50 kilomètres, semblent intactes, comme le sont les immenses antennes de télécommunication que l'on voit un peu partout.

De l'autoroute, bordée de chaque côté par des camps militaires de toile, aucune défense n'est visible. L'armée irakienne s'est rapprochée de la frontière où, selon des témoignages, ont été construits trois murs de remparts de sable, solidement défendus, et édifiés dans le prolongement du lac aux poissons, un système de barges-fusées inondables à volonté.

C'est sur le front sud que l'armée irakienne attend la nouvelle offensive iranienne annoncée, et l'Irak a fait état, à la mi-novembre, de préparatifs « sans précédent » pour faire face à toute éventualité. Mais le fait d'avoir résisté, début 1987, à la grande attaque iranienne sur Bassorah a donné une nouvelle confiance aux Irakiens, appelés toutefois à rester sur leurs gardes en permanence.

La reprise de Fao ne semble pas à l'ordre du jour. Occupée par trente mille pasdaran, il faudrait engager, selon les experts, près de quatre-vingt-dix mille hommes pour tenter l'opération, avec une perte estimée à quinze mille hommes. Or, comme le dit M. Saeedoun Hammedi, membre du conseil de commandement de la révolution, président de l'Assemblée nationale, « cela ne mettrait pas fin à la guerre. Si nous étions sûrs que cette reprise signifiait la fin de la guerre, nous prendrions le risque. Mais maintenant, pour quoi faire ? » Certes, la reconquête de Fao serait une victoire psychologique importante. Mais a contrario une défaite militaire pèserait gravement sur un régime qui s'est installé dans la guerre et qui a renforcé son pouvoir grâce à elle.

Une guerre qui, selon tous les experts, est aujourd'hui incontestablement mieux maîtrisée, l'expérience aidant. L'aviation en particulier, arme choyée et fer de lance de l'Irak, se montre beaucoup plus efficace, et le récent raid sur la centrale irakienne de Bouchehr est considéré comme le dernier exemple de la maîtrise technique des pilotes, qui ont pu franchir toutes les batteries de radars et les défenses installées



autour de Bouchehr. Si l'on considère qu'il faut environ cinq à six ans pour former un pilote, il est normal que ceux-ci soient aujourd'hui plus opérationnels et utilisent mieux les avions, notamment les Mirage F-1, que l'armée irakienne possède en grand nombre, malgré la perte de trente de ces appareils depuis le début de la guerre.

Le ravitaillement en vol paraît aujourd'hui une opération de routine, de sorte qu'aucun point du territoire iranien ne semble hors de portée de l'armée de l'air irakienne. L'armée, en tout cas, donne l'impression de ne manquer de rien. Confiée au colonel Hussein Kamil, gendre du président, l'industrie d'armement irakienne a l'air d'être bien partie. Sans que l'on sache avec exactitude ce qu'elle produit véritablement tant le secret est, à encore, mieux protégé que la norme, déjà rigoureuse, on sait qu'elle a expérimenté un missile qui a fait une course de 615 kilomètres, mais nul ne peut dire s'il était totalement ou partiellement de fabrication irakienne.

Quoi qu'il en soit, l'industrie d'armement est un domaine prioritaire, soumis, selon de bonnes sources, à des cadences « infernales » et qui bénéficie de toute l'attention du régime. Non sans assurance, le ministre de l'Information et de la Culture, M. Latif Nassif Jasseem, affirme, pour sa part, « quand les Irakiens tirent un missile, nous pouvons répondre par cent. Si les Iraniens veulent se suicider, c'est leur affaire, mais je peux dire avec certitude qu'ils vont être battus ».

En attendant, chacun s'interroge ici sur l'absence d'action irakienne depuis l'appel lancé, le 17 novem-

bre, par Téhéran à la population irakienne pour qu'elle évacue les villes, signe généralement annonciateur d'un tir de missiles sur Bagdad. De la panne du lanceur à une nouvelle évaluation des risques faite par Téhéran, toutes les hypothèses sont avancées pour expliquer ce fait qui ne manque pas de surprendre.

Les missiles sur Bagdad, treize en 1985, six l'année suivante et dix-sept depuis le début de l'année, sont bien évidemment la terreur de la population, qui craint cette espèce d'épée de Damoclès. Mais la capitale irakienne n'en connaît pas moins une vie normale et animée. Comme le dit un diplomate, « on a ici statistiquement beaucoup plus de risques de mourir d'un accident de voiture que d'un tir de missiles ». La quarantaine de missiles tombés sur Bagdad ont fait quelque trois cent cinquante morts, alors que les accidents de la route tuent, chaque année en Irak, environ dix mille personnes.

Tout est fait, en tout cas, par le régime pour que la guerre, qui a touché ou touche quasiment chaque famille — trois cent mille victimes, un million d'hommes environ sous les drapeaux — soit le moins possible apparente. Des manifestations culturelles d'intérêts divers, mais qui déplacent à chaque fois plusieurs milliers d'invités venus de partout, se succèdent à Bagdad et, le soir les restaurants du bord du Tigre sont largement fréquentés. Pourtant, la guerre est présente dans tous les esprits d'une population lasse d'un conflit dont on ne voit pas la fin et qui sert d'argument idéal pour renforcer encore un encadrement déjà très pesant.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Revue d'études Palestiniennes

N° 25 Automne 1987

Un instrument de dialogue

Pour son vingt-cinquième numéro, la *Revue d'études palestiniennes*, qui fête cet automne ses six ans d'existence, publie un numéro double riche et symbolique de l'ouverture que pratique depuis sa fondation cette publication écrite en français. Cette revue s'est imposée comme cadre privilégié du débat sur la question palestinienne. Les auteurs, d'horizons différents, de nationalités diverses, s'y expriment périodiquement avec une liberté de ton et surtout un sérieux dans la recherche qui tranchent sur le dogmatisme prévalant trop souvent dans la présentation de ce problème. Instrument de dialogue, la revue publie depuis longtemps des auteurs israéliens et fait dans chaque numéro à côté de la revue de presse arabe et internationale une revue exhaustive de la presse israélienne. On lira avec beaucoup d'intérêt, dans le numéro qui vient de sortir, le témoignage d'un jeune romancier israélien, David Grossman, sur « la Cisjordanie vingt ans après l'occupation ». On trouvera aussi un très beau reportage photographique de Joss Dray effectué dans les territoires occupés.

Françoise Chipaux, *Le Monde*

Le N° 70 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 180 F
Étudiants (sur justificatif), 155 F
Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.437)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : les Éditions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

صكنا من الاصل

Diplomatie

Le conseil européen de Copenhague s'annonce particulièrement difficile

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de la CEE tiennent, vendredi 4 et samedi 5 décembre, à Copenhague, un conseil européen particulièrement difficile, destiné à modifier le financement de la Communauté dans la perspective du marché unique européen, qui doit être créé en 1992.

Dans leurs travaux préparatoires, les ministres des Douze ont laissé au conseil de Copenhague le soin de régler les désaccords qui subsistent sur les quatre grands dossiers : le contrôle des dépenses agricoles qui représentent les deux tiers du budget de la CEE, la fixation des ressources budgétaires, les crédits aux régions les plus défavorisées et le montant de la ristourne accordée à la

Grande-Bretagne sur sa contribution financière.

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, président en exercice de la Communauté, a lancé, jeudi, à Copenhague, un appel aux Douze pour qu'ils modifient leurs positions nationales afin d'arriver à un compromis raisonnable sur le financement de la Communauté. « Le problème est de dire quel rôle nous voulons faire jouer à l'Europe, à quelques jours du sommet américain », a-t-il déclaré notamment. Les derniers événements monétaires devraient en outre être discutés au cours de ce sommet

européen, qui s'ouvre au lendemain d'une baisse concertée des taux d'intérêt par les banques centrales britannique, française et ouest-allemande.

Les Douze devraient aussi faire le point sur les questions de sécurité européenne et aborder d'autres questions internationales, comme la situation en Afghanistan, au Proche-Orient et dans le Golfe.

L'incertitude demeure en effet sur les intentions de M^{me} Margaret Thatcher à la suite de la controverse avec la France sur les conditions dans lesquelles deux otages français au Liban viennent d'être libérés. Le premier ministre britannique pourrait profiter de la tribune de Copenhague pour rappeler à ses partenaires leur engagement de ne pas négocier avec les terroristes.

Un entretien avec le secrétaire au Foreign Office

« Il faut enrayer l'accroissement explosif des dépenses agricoles » nous déclare Sir Geoffrey Howe

Au cours d'un entretien avant le sommet de Copenhague, Sir Geoffrey Howe fait le point sur la politique de la Grande-Bretagne.

LONDRES
de notre envoyé spécial

« Croyez-vous que les Douze aient une chance d'aboutir au conseil européen de Copenhague, et quel est, d'après vous, le point qui pose le plus de problèmes ?

« Il existe une chance raisonnable de réussir, mais ce ne sera pas commode. La chose la plus difficile et aussi la plus importante : nous devons parvenir à un accord clair, pour mettre en place des stabilisateurs qui permettront de maîtriser avec efficacité les dépenses agri-

coles. A cet égard, j'ai été encouragé par les propos de M. Jacques Chirac, qui a dit récemment qu'il était en faveur d'un système de stabilisateurs, à condition qu'il couvre la totalité de la production, que tout le monde soit logé à la même enseigne.

« Vous croyez donc que les Français, comme vous, veulent parvenir à une réelle maîtrise des dépenses agricoles ?

« J'en suis convaincu. Au reste, les Douze ont une perception assez voisine de ce qu'il est nécessaire de faire. Le problème est de le concrétiser, comme nous l'avons fait naguère avec succès en contingentant la production laitière.

« Que signifie pour vous maîtriser les dépenses agricoles : les maintenir à leur niveau actuel ou bien les réduire ?

« L'objectif immédiat est d'enrayer l'accroissement explosif des dépenses et d'établir un véritable équilibre. Si on y parvient, ce sera déjà un succès considérable. A moyen terme, nous devons réduire la part de l'agriculture dans l'ensemble des dépenses de la Communauté. Aujourd'hui, la majeure partie des crédits disponibles sont affectés à l'Europe verte. En soi, ce n'est pas un péché, mais que les deux tiers des crédits ainsi mobilisés servent au stockage des excédents, c'est vraiment du gaspillage et c'est néfaste pour les agriculteurs eux-mêmes.

« Nous pensons, comme la Commission, que si l'on veut stabiliser la production et les dépenses, il faut absolument, en cas de dépassement des seuils de production, autoriser des baisses de prix substantielles. Voyez le cas du colza : la production cette année a augmenté de 70 % par rapport à 1986 ! Pour couper net à une telle évolution, la Commission a proposé une formule qui aboutit à baisser les prix, sans « butoir », aussi longtemps que la production continuera à augmenter. Nous appuyons la Commission. Elle a des idées que ce n'est pas la seule idée britannique excentrique, conçue en fonction des intérêts britanniques. Le colza, jadis, était une culture qu'on ne voyait jamais dans notre pays. Aujourd'hui, le Royaume-Uni, comme le reste de l'Europe du Nord, en est envahi.

Faire preuve d'imaginaire politique

« Mais de telles baisses de prix seraient-elles supportables pour les agriculteurs ?

« Oui, je le crois. Nous ne sommes pas les seuls à le penser. La Commission et la présidence danoise partagent notre point de vue. Evidemment, ce ne sera pas facile, mais, comme toujours avec les réformes, plus on les diffère, plus les décisions sont difficiles à prendre. Il faut essayer de convaincre les intéressés. La proposition de la Commission visant à accompagner les baisses de prix des céréales par des aides financières en faveur des agriculteurs qui mettront en jachère une partie de leurs exploitations a précisément pour objet d'atténuer le coût social de la réforme.

« Les Français suggèrent, en cas de dépassement des seuils, de limiter les baisses automatiques à 2 % ou 3 %, quitte à trouver d'autres moyens pour freiner la production. Est-ce là pour vous un compromis possible ?

« L'essentiel, c'est de parvenir à une maîtrise effective des dépenses agricoles. Il y a probablement plusieurs manières de le faire. Si on peut atteindre le même résultat par une autre méthode que celle proposée par la Commission, nous sommes



ELAK MANN

prêts à l'envisager et à faire preuve de souplesse.

« Il nous faut tous faire preuve d'une imagination politique considérable pour trouver les moyens de maintenir une communauté rurale dynamique, mais à moindres frais.

L'adhésion au SME

« A Bruxelles, on dit volontiers que, au Royaume-Uni, il n'y a plus que M^{me} Thatcher à être hostile à l'adhésion au SME. Quelle est votre opinion ?

« Nous avons dit que nous participerons aux mécanismes des changes du SME lorsque le moment sera venu. Lorsque nous le ferons, je suis convaincu que cela contribuera au renforcement de la coopération économique européenne.

« Partiriez-vous que cela se passera en 1993 ?

« Ce n'est pas un sujet sur lequel je parierais. Mais ce que je dirais, ce que j'ai déjà dit, c'est que nous ne pourrions pas indéfiniment répéter que nous allons participer lorsque le moment sera venu. Chaque fruit, un jour, doit parvenir à maturité.

« L'approche des élections en France, les difficultés de la CDU en Allemagne, l'instabilité politique en Italie, ne constituent-elles pas autant d'obstacles à la relance de la construction européenne ?

« Je pense que la Communauté a acquis la force suffisante pour continuer à vivre et à progresser malgré les élections ou les changements, qui sont la caractéristique d'une société démocratique. Si on admettait le principe que toute la Communauté doit d'arrêter quand l'un ou l'autre des Douze tient une élection, on ne ferait jamais de progrès. Je crois que nous devenons de plus en plus habiles pour nous accommoder de ce genre de péripéties. » C'est une espèce de cohabitation européenne », conclut (en français) Sir Geoffrey.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE.

Le sommet de Washington

M. Reagan espère faire « un pas de géant »

(Suite de la première page.)

Comme on lui demandait s'il ne craignait pas de se « laisser dévorer par ce jeune marxiste-léniniste énergique et intelligent », le « vieux » président a répondu : « Je n'ai pas changé depuis le temps où j'ai parlé de l'empire du mal », et il a révélé qu'au sommet de Reykjavik il n'avait pas cédé quand M. Gorbatchev avait voulu le faire renoncer à l'initiative de défense stratégique. Il a ajouté qu'il signe dans quelques jours le traité sur l'élimination des missiles intermédiaires en l'absence de « solides mesures de vérification ». M. Reagan s'est même donné le luxe de citer, sans s'écarter les mots, un dicton russe : « Doviaria no proverbia » (Fais confiance mais vérifie).

Mais il s'est aussi attaché à montrer que si lui n'avait pas changé, les Soviétiques étaient, en revanche, venus à composition et que M. Gorbatchev était différent de ses prédécesseurs. « Il est le premier dirigeant soviétique qui se soit jamais déclaré disposé à éliminer des armes que l'URSS possédait déjà », a-t-il remarqué.

M. Gorbatchev serait aussi le premier dirigeant soviétique à ne pas proclamer sa fidélité au « concept marxiste de l'expansionnisme ».

Enfin, M. Reagan a ménagé son interlocuteur sur une question très sensible, l'Afghanistan, en faisant remarquer que M. Gorbatchev a « hérité du problème ». Ce qui est exact, mais surtout confirme que la Maison Blanche espère quelque chose des entretiens à ce sujet. M. Reagan ne semble pas prêt pour autant à accepter la solution suggérée jusqu'à présent par les Soviétiques et leur protégé afghan, à savoir que les Etats-Unis s'engagent à ne plus armer les résistants afghans pendant un an, en échange du premier retrait des troupes soviétiques. « Vous ne pouvez pas tout d'un coup les priver de leurs armes et les laisser en proie à l'insécurité », a-t-il dit, ajoutant que M. Gorbatchev souhaiterait sans doute laisser à Kaboul « un gouvernement semblable à celui des autres nations du bloc de l'Est. Notre tâche consiste à lui montrer qu'il ne doit pas seulement retirer leurs troupes, mais que le peuple afghan, tout comme le peuple du Nicaragua, a le droit de déterminer le gouvernement qu'il veut avoir ».

Les déclarations très météoriques faites lundi par M. Gorbatchev sur les droits de l'homme ou les causes de l'intervention soviétique en Afghanistan ont été peu appréciées par la presse américaine, et l'un des journalistes présents a demandé à M. Reagan ce qu'il pensait dans ces conditions de la « sincérité » du numéro un soviétique. Là encore M. Reagan s'est voulu indulgent et a expliqué : « Je crois qu'il écrit lui-même la propagande dans laquelle il a été élevé et qu'il entend. »

Même optimisme à propos de la négociation sur les armes stratégiques.

« Je pense qu'il y a une chance raisonnable que nous fusions un nouveau pas de géant vers l'élimination des armes nucléaires », et sur la perspective d'un nouveau sommet, l'an prochain, à Moscou.

Plus chaleureux que M. Gorbatchev

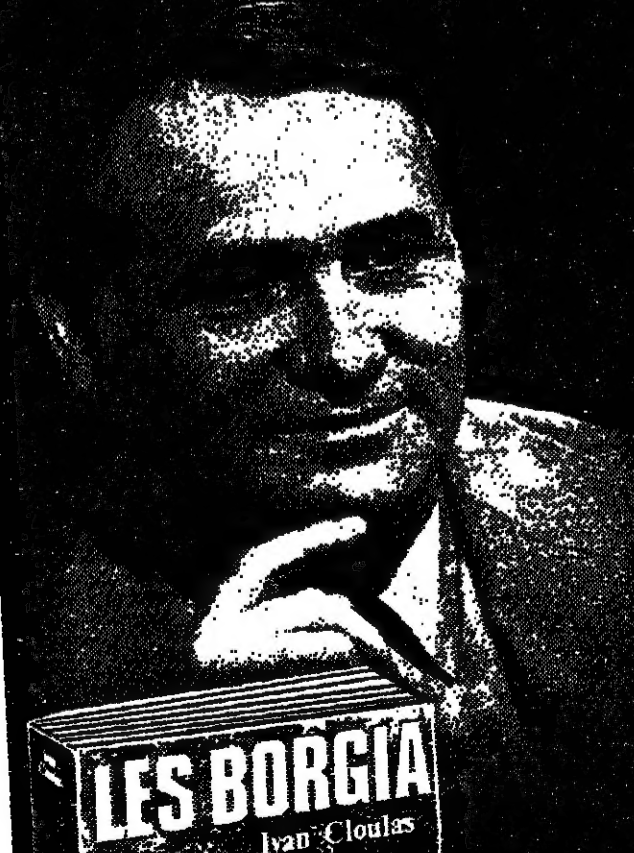
Le président américain a aussi plaidé avec chaleur la cause du désarmement négocié : « Je pense que ceux qui refusent même d'envisager qu'on puisse jamais arriver à un accord, ces gens-là, consciemment ou non, ont accepté en plus profond d'eux-mêmes l'idée que la guerre est inévitable. Moi, je pense que tant qu'il y a une chance de lutter pour la paix, il faut lutter pour. » Mais il a ajouté : « Il n'est pas question que nous capitulions. » Le président Reagan a aussi rappelé qu'il ne serait pas sage de diminuer les effectifs américains en Europe, et que les armes nucléaires tactiques de l'OTAN ne seront pas retirées du Vieux Continent tant qu'un équilibre des forces conventionnelles ne sera pas obtenu.

M. Reagan, qui a aussi tenté de répéter longuement et avec conviction qu'il avait été de bonne foi dans l'affaire de l'« Irangate », a-t-il réussi à rassurer les Américains sur ses capacités à faire face à l'épreuve du sommet ? Il a certes semblé plus fragile que le numéro un soviétique, un peu moins assuré. Mais aussi plus spontané, chaleureux, et plus direct. Comme toujours, M. Reagan bécote parfois sur les mots. On devine qu'il a le trac, qu'il a peur du trac. Mais il s'est plutôt bien tiré de l'épreuve. Il n'est pas au bout de ses peines, et M. Gorbatchev non plus. Le sommet à venir s'annonce comme une redoutable bataille d'images dans laquelle M. Gorbatchev part avec plusieurs longueurs d'avance, devant un public et surtout une presse fasciée par cet homme « de là-bas ». Mais M. Reagan, qui est d'un naturel modeste, ne semble pas en prendre ombrage, comme il l'a dit spontanément il y a quelques jours et répété hier soir : « Après tout, j'ai joué avec Errol Flynn... »

YAN KRAUZE.

« Un message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand. — Le numéro deux soviétique, M. Egor Ligatchev, a remis jeudi 3 décembre au président Mitterrand un message écrit de M. Mikhaïl Gorbatchev portant sur les questions du désarmement. En quittant l'Elysée au terme d'une heure d'entretien, M. Ligatchev — accompagné de M. Vadim Zagladine, chargé du secteur international au comité central du Parti communiste soviétique (PCUS) — a indiqué que dans ce message, M. Gorbatchev invitait le chef de l'Etat français à échanger des points de vue sur les problèmes de la sécurité internationale, au vu de la situation nouvelle créée en Europe et dans le monde par l'accord américano-soviétique sur l'élimination des FNI ».

L'HISTOIRE chez Fayard



LES BORGIA
Ivan Cloulas

Les Borgia princes du crime et des arts... Un livre passionnant sur la Renaissance.

Alberto Tenenti
Le Monde

526 pages
130F

Du même auteur chez Fayard : Catherine de Médicis, Laurent le Magnifique, Henri II.

Les yeux de Laure

LE CONCEPT D'OBJET DANS LA THEORIE DE L'ART

Laure est une jeune femme qui aime l'art. Elle a écrit un livre sur le concept d'objet dans la théorie de l'art. Elle a écrit un livre sur le concept d'objet dans la théorie de l'art.

Aubier

24HEURES Darl'mat

146, boulevard de Grenelle et 28, rue Frémicourt à Paris 15ème, du vendredi 11, 16 heures au samedi 12 décembre 1987 16 heures, Darl'mat fête l'ouverture de sa Peugeot Talbot Boutique (pièces de rechange, accessoires et gadgets).

24 heures de courses aux prix les plus bas. Exemple : 3 heures du matin, une Peugeot 405 à prix coûtant (prix d'achat effectif Darl'mat).

24 heures d'animation et jeux concours permanents avec Radio Tour Eiffel (95.2).

Toute la nuit, buffet non-stop aux stands de ravitaillement sur le circuit interne des 24 heures Darl'mat.

Darl'mat

Le concessionnaire dans la course

45 75 82 80

au SOR

EN DIR

JEAN-PI

CHAR

JEAN-PIERRE

7, 8,

12H30 - 13H

18H - 20H

DE GRA

Afrique

MAURITANIE : accusés de complot

Trois officiers toucouleurs condamnés à mort

La Cour de sûreté de l'Etat a prononcé, jeudi 3 décembre, la peine capitale contre trois des cinquante et une personnes, toutes de race noire, qu'elle jugeait depuis le 18 novembre pour un complot dirigé contre le régime du colonel Maouya Ould Sid'Ahmed Taya déjoué le 22 octobre. Il s'agit des lieutenants Ba Seydi, commandant la base navale de Nouakchott, Sarr Amadou et Sy Saïdon, officiers d'état-major. Ils n'ont pas la possibilité de faire appel, la Cour de sûreté de l'Etat étant une juridiction d'exception. Leur sort dépend maintenant du colonel Taya, qui peut exercer son droit de grâce, indique l'agence Reuter.

La Cour a également condamné aux travaux forcés à perpétuité dix-huit prévenus, parmi lesquels figurent le capitaine Sy Bocar, directeur

adjoint du cabinet militaire du président Taya, le lieutenant Ba Abdoul Khoudos, extradé d'Algérie la semaine dernière, le lieutenant Ali Moutar, commandant d'escadron de la garde présidentielle, Dia Abderrahmane, officier de permanence à l'état-major, Ba Alassane Amadou, contrôleur du Trésor, et l'ex-capitaine Diop Djibril, qui fut directeur de la sûreté nationale. Neuf prévenus ont été condamnés à vingt ans de travaux forcés et cinq autres à dix ans de la même peine.

Les juges ont acquitté le colonel Anne Amadou Babaly, ancien ministre de l'intérieur, contre lequel le procureur avait pourtant requis les travaux forcés à perpétuité. Seul officier supérieur impliqué, l'administrateur avait nié toute participation au complot mais il avait reconnu avoir été « consulté ».

● **CENTRAFRICAINE :** Remaniement ministériel. — Aux termes d'un décret présidentiel lu jeudi 3 décembre sur les ondes de la radio nationale, le gouvernement centrafricain a subi un léger remaniement. Les grands ministères — affaires étrangères, intérieur, économie et finances — n'ont pas changé de titulaires, mais les portefeuilles de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ont été regroupés en un seul ministère, confié à un ancien chargé de mission à l'éducation nationale, M. Pierre Sammy Mackitoy. Cette nomination intervient alors que les observateurs constatent une certaine agitation dans les lycées et universités de la capitale. A noter également le départ du ministre de la communication, M. Joachim De Silva-Nzengue, resté longtemps à ce poste, et remplacé par un ancien journaliste devenu ambassadeur, M. David Ngindo.

Bien que le décret ne le précise pas, il semble que le chef de l'Etat, le général André Kolingba, continue à assumer les fonctions de ministre de la défense nationale. — (AFP.)

Evoquant le complot, vendredi 27 novembre, dans un message à la nation à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance du pays, le colonel Taya avait affirmé que « l'objectif des conspirateurs était de renverser le pouvoir en place, de procéder aux liquidations de citoyens innocents et de répandre le désordre dans le pays ».

De sources autorisées à Nouakchott on indique que les conjurés, qui appartiennent tous à l'ethnie toucouleur projetaient de proclamer une « République du Walo », du nom de la vallée du fleuve Sénégal dont ils sont issus.

A Dakar, les « Forces de libération africaine de Mauritanie » (FLAM), un mouvement clandestin d'intellectuels noirs, ont condamné, dans un communiqué remis à l'AFP, l'extradition du lieutenant Khoudos par l'Algérie et affirmé que toute condamnation prononcée par les juges mauritaniens constituait « un crime contre la communauté noire ».

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : pour prévenir des infiltrations de l'ANC

Pretoria renforce les contrôles à la frontière du Botswana

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Depuis le mardi 1^{er} décembre, la police sud-africaine a imposé de sévères mesures de contrôle aux douze postes-frontières avec le Botswana. Il ne s'agit pas d'un blocus complet, mais ces tracasseries qui provoquent de longues files d'attente ne sont pas sans rappeler les événements du mois de janvier 1986 à la frontière du Lesotho. Pendant trois semaines, les autorités de Pretoria avaient bloqué le trafic avec le royaume enclavé, ce qui avait conduit au coup d'Etat du 20 janvier par lequel le général Justin Lekhe-nye avait pris le pouvoir.

Ces mesures ont été justifiées par le souci de « protéger la population sud-africaine » contre les risques d'infiltration de « terroristes » du Congrès national africain (ANC). « Selon des informations recueillies par les services de sécurité », indique la police, l'ANC va intensifier sa campagne de terreur au mois de décembre... Le Botswana est la principale route pour introduire des armes et des explosifs. »

Deux villes noires « rattachées » à des bantoustans

La semaine dernière, Pretoria avait adressé une note officielle aux autorités du Botswana leur enjoignant de refuser l'utilisation de leur territoire par les militants de l'ANC. Le ministre des affaires étrangères faisait état d'une rencontre entre les dirigeants du bras armé de l'organisation en exil, « Umkhonto We Sizwe » (la Lance de la nation) et de membres du gouvernement du Botswana pour l'obtention de facilités de transit à travers le pays. Des accusations que celui-ci a qualifiées de « calomnieuses ». L'ANC, depuis son siège de Lusaka (Zambie), a également démenti avoir projeté une campagne de terreur pour le mois de décembre.

Lié à Pretoria par une union douanière, le Botswana dépend à

81 % de son voisin pour ses importations. Le pays ne compte qu'une armée de 3 250 hommes, plus 1 000 policiers, pour contrôler un territoire grand comme la France.

En outre, deux townships noirs situés en territoire sud-africain ont été, d'un trait de plume, mercredi 2 décembre, incorporés à des « homelands » (bantoustans). Botshabelo, à 50 kilomètres à l'est de Bloemfontein (Etat libre d'Orange), considérée comme la deuxième cité noire du pays (environ 500 000 habitants), est rattachée au bantoustan autonome du Qwaqwa, situé à 330 kilomètres. Ekangala, autre township qui compte officiellement 5 000 habitants devient partie intégrante d'un autre homeland tout proche, celui du KwaNdebele.

Les populations, qui s'opposaient à ces mesures, dépendent désormais administrativement des autorités de ces « Etats » autonomes créés par Pretoria dans le but de regrouper les ethnies noires. Le ministre du développement constitutionnel et du Plan, M. Chris Heunis, a cependant expliqué que ce rattachement n'impliquait pas une perte de la citoyenneté sud-africaine pour ces populations, qui auront toujours le droit de travailler sur le territoire de la République. En revanche, si l'« indépendance » revendiquée par le KwaNdebele est un jour proclamée, les « rattachés » seront par décret considérés comme des étrangers en République sud-africaine...

MICHEL BOLE-RICHARD.

ÉTHIOPIE : les menaces de famine

Bob Geldof est de retour...

ADDIS-ABABA
de notre envoyé spécial

Bob Geldof est de retour sur la scène éthiopienne. Le fondateur de Band Aid est arrivé le mardi 1^{er} décembre à Addis-Abeba, voyage payé par Continental Television, une chaîne privée britannique. Son objectif : attirer l'attention du public sur les menaces d'une nouvelle famine. A son avis, « il n'est pas trop tard pour agir afin d'éviter que ne réapparaissent les images de la famine de 1984-1985, mais il reste très peu de temps et, dans le Tigré, c'est une question de deux semaines ».

Cheveux longs, jean gris et sac de voyage à l'épaule, Bob Geldof n'a pas l'allure d'un diplomate de carrière. Ce rocker irlandais, qui fit un tabac avec les concerts qu'il organisa en 1984-1985 pour venir en aide aux victimes de la famine, n'a pas l'intention de mâcher ses mots pour plaire à ses hôtes qui l'ont accueilli presque avec déférence, mais qui ont tout de même qualifié de « tendancieuses » ses premières déclarations.

Bob Geldof tient la politique agricole suivie par les dirigeants éthiopiens pour responsable en partie de cette situation : « Le

tendance au collectivisme agricole au regard de l'histoire du vingtième siècle est stupide », souligne-t-il sans ambages.

Autre erreur aux yeux du fondateur de Band Aid : le fait que les pays occidentaux lient leur aide à des changements politiques en Éthiopie. A son avis, il faut régler ces problèmes en dehors des idéologies, « car c'est à cause d'elles que les gens meurent ».

Pour sa part, Band Aid apporte son concours à des organisations humanitaires en participant au financement de certains de leurs projets. Elle a déjà dépensé 60 millions de dollars en Éthiopie et il lui en reste 15 millions en poche pour des actions d'urgence. Bob Geldof n'envisage d'organiser ni collecte de fonds ni concert pour soutenir cette cause. Il est simplement venu ici pour sonner l'alarme.

Accompagné d'une suite de journalistes, le rocker irlandais s'apprête à visiter, à pied si nécessaire, les zones affectées par la sécheresse. Il ira ensuite au Mozambique, un pays auquel, selon lui, « on ne prête pas suffisamment attention » et où famine et politique sont étroitement mêlées.

JACQUES DE BARRIN.

● **Un nouvel appel du CICR.** — L'appel lancé le 12 novembre par M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (le Monde du 14 novembre), pour faire face à la famine en Éthiopie est loin d'avoir eu des résultats spectaculaires, bien que des promesses aient été faites de divers côtés. Le 3 décembre, le CICR a lancé un nouvel appel, précisant qu'il avait besoin de 111 millions de francs suisses pour les secours indis-

pensables à la survie des populations du Tigré, de l'Erythrée, du Gondar et du Wollo.

Pour que la tragédie de 1984-1985 ne se renouvelle pas, il est indispensable que le CICR soit en mesure de faire parvenir chaque mois — en toute indépendance et sans discrimination — 62 000 tonnes de vivres et 3 000 tonnes de semences à quelque huit cent mille personnes. — (Corresp.)

FORMATION CONTINUE

PERFECTIONNEMENT A LA GESTION DE L'ENTREPRISE

Formule discontinue sur 2 ans — 560 heures

A partir du 2 mars 1988

Vous êtes cadre débutant ou non cadre. Vous avez un minimum de 3 ans d'expérience professionnelle et vous voulez accéder à des postes de plus grandes responsabilités

ECCIP

Ecole Commerciale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
3, rue Armand-Moisant, 75015 Paris - Tél. : 43-20-08-82, poste 451.
Métro Montparnasse

MEUBLES 40 % MOINS CHER

Nos arrivages de salons de cuir de 1^{re} qualité, nos copies d'ancien exclusives (en merisier massif) de bibliothèques, bureaux, tables, bahuts ainsi que toutes nos antiquités se vendent 40 % moins cher dans les 3 000 m² d'exposition du dépôt-vente de Paris, 81, rue de Lagny 20^e. Tél. : 43-72-13-91.
M^{re} Porte-de-Vincennes. Sélectionné par « PARIS PAS CHER ».

Si vous êtes le chauffeur d'un homme d'affaires, détruisez cette page.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

Europe 1 au sommet Reagan - Gorbatchev.

EN DIRECT DE WASHINGTON :
JEAN-PIERRE ELKABBACH
CHARLES VILLENEUVE
JEAN-PIERRE JOULIN ET JÉRÔME MARCHAND

7, 8, 9 ET 10 DECEMBRE :

• 8 H - 9 H

• 12 H 30 - 13 H 30 "EUROPE MIDI" : ANDRE ARNAUD

• 18 H - 20 H "DECOUVERTES" : BERNARD RAPP

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

هكذا من الامم

6 Le Monde • Samedi 5 décembre 1987 •

(Publicité)

LA FUMÉE GÊNE

CE SONT LES PROFESSIONNELS DU TABAC QUI LE RECONNAISSENT

LES CONSEILS DE COURTOISIE SONT UTILES VEILLONS A L'APPLICATION DE LA LOI

- à l'école
- sur les lieux de travail
- dans les transports en commun
- dans les hôpitaux, etc.

MAIS CHAQUE ANNÉE LE TABAC EST LA CAUSE DE 50 000 DÉCÈS, C'EST POURQUOI IL EXISTE UN PROGRAMME FONDÉ SUR UNE VOLONTÉ POLITIQUE

Le 30 octobre dernier, au siège du Comité National Contre le Tabagisme, M^{me} Michèle Barzach, Ministre délégué chargé de la santé et de la famille, a déclaré :

« Vous m'avez fait part de vos projets sur trois ans pour la prévention chez les jeunes, l'aide au sevrage et la gestion des conflits fumeurs/non-fumeurs. Ils s'intègrent parfaitement dans la politique que je mène et vous pouvez compter sur le Ministère de la Santé pour vous aider »

EN 1988, LE COMITÉ NATIONAL CONTRE LE TABAGISME LANCERA 2 GRANDS PROGRAMMES

- une campagne nationale pour la prévention du tabagisme passif : à partir de février 1988
- le développement de l'aide au sevrage tabagique avec le concours des médecins généralistes et des médecins du travail.

LA TOLÉRANCE C'EST BIEN, L'ABSENCE DE POLLUTION C'EST ENCORE MIEUX

COMITÉ NATIONAL CONTRE LE TABAGISME

Le CNCT recherche des partenaires pour accroître ses actions de prévention et développer les consultations de sevrage.

Entreprises, particuliers, avec vous la lutte contre le tabagisme peut faire un bond en avant.

DONS à adresser au COMITÉ NATIONAL CONTRE LE TABAGISME
126, rue d'Aubervilliers 75019 PARIS
CCP : 660-77 D PARIS

Le CNCT étant reconnu d'utilité publique, les dons sont déductibles du revenu imposable

Asie

La disparition du Boeing sud-coréen

L'origine de la catastrophe reste mystérieuse

TOKYO
de notre correspondant

Cinq jours après la disparition, le dimanche 29 novembre, à la hauteur de la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande, de l'avion de Korean Airlines transportant cent quinze passagers et vingt membres d'équipage, le mystère continue de planer sur cette affaire. D'une part, on a encore retrouvé aucune trace de l'appareil. Il a dû, en effet, s'écraser dans une région couverte de jungle à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire birman.

Cette région est d'autant plus difficile d'accès que, pour y parvenir, il faut traverser le territoire contrôlé par les Karens, séparatistes birmanais qui mènent une guérilla vieille de près de quarante ans contre les autorités de Rangoon. En outre, si l'avion a explosé en vol, comme c'est probable, les débris se sont éparpillés dans la jungle et les recherches sont difficiles.

L'origine de la catastrophe reste également mystérieuse. On n'a pas encore établi l'identité du couple qui a voyagé à bord de l'avion disparu entre Bagdad et Abu-Dhabi (c'est entre cette escale et celle de Bangkok qu'a eu lieu la catastrophe). L'homme, âgé de 40 ans, s'appelle H. S. S. et s'est donné la mort alors qu'il allait être interrogé en absorbant une capsule de cyanure contenue dans une cigarette ne serait pas Akira Miyamoto, comme la police japonaise l'avait pensé tout d'abord (le Monde du 3 décembre). La comparaison des photographies de Miyamoto et de l'homme qui s'est donné la mort à Manama indique qu'il s'agit de deux personnes différentes.

Miyamoto avait été mêlé en mars 1985 à une affaire d'espionnage par les Coréens du Nord. Il aurait aidé à la constitution d'un réseau et il a disparu lorsque celui-ci a été découvert par la police. Akira Miyamoto, d'origine coréenne (de son vrai nom Li Kyong U), est né en 1922 dans l'île de Cheju et fut membre du Parti du travail, organisation pro-communiste entre la libération de la Corée (1945) et 1949, année où il émigra au Japon. Le reste de sa famille s'est par la suite rendu au Nord.

An Japon, Li prit un nom japonais (Miyamoto) mais utilisa aussi de faux noms coréens. C'est lui qui a

emprunté au vrai Shinichi Hachiya les documents et son sésu (qui sert au Japon de signature) pour faire fabriquer un faux passeport dont était porteur l'homme qui s'est suicidé à Bahrein.

La police japonaise écarte aussi l'hypothèse que cet homme soit Kenzo Kozumi, le chef du réseau d'espionnage nord-coréen découvert en mars 1985 qui, lui aussi, a disparu depuis lors. Les espions nord-coréens semblent particulièrement actifs au Japon : depuis la fin de la guerre, une quarantaine d'affaires d'espionnage ont été découvertes par la police japonaise. Les autorités de Bahrein devaient fournir, vendredi 4 décembre, aux autorités japonaises les quelques mots de japonais mais parfaitement le coréen.

C'est son passeport qui a été à l'origine de son arrestation. Le consul japonais de Manama s'est en effet aperçu que le numéro qu'il portait correspondait au passeport d'un homme, et il en a conclu qu'il était faux. Le passeport dont la jeune femme était en possession est celui d'un employé de la compagnie de télécommunications NTT de la ville de Tokushima (île de Shikoku).

Celui-ci pourrait lui aussi être mêlé à l'affaire. Non seulement la jeune femme connaissait le métier du vrai détenteur de son passeport puisqu'elle a dit travailler elle-même pour NTT (ce qui est faux) ; en outre, l'employé en question, dont l'identité n'a pas été révélée, paraît très lié aux milieux coréens du Japon.

Il semble que la jeune femme soit une Coréenne du Sud, considérée à Séoul comme une activiste et placée sous surveillance depuis 1983 lorsqu'elle essaya d'introduire clandestinement des diamants en Corée.

PHILIPPE PONS.

VIETNAM

Peines de prison contre seize opposants au régime

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

La Cour suprême de l'ancienne Saïgon avait à juger, le jeudi 3 décembre, une bien étrange affaire, car il s'agit d'un procès qui, après la victoire communiste au Vietnam, des Vietnamiens tentent encore non pas de reprendre le pouvoir par la force, mais de l'organiser des maquis, notamment sur les hauts plateaux. C'était le cas d'un ancien contre-amiral de la flotte du Sud, Hoang Co Minh, dont l'expédition s'est achevée, en août dernier, en catastrophe dans le sud du Laos.

Hoang Co Minh, qui se cache la ville de la chute de Saïgon, en avril 1975, organise à l'étranger un front anticomuniste. Il collecte des fonds auprès de la diaspora vietnamienne, notamment celle de la côte ouest des Etats-Unis, et bénéficie de complaisances thaïlandaises, bien que Bangkok le dément. Il entraîne son monde et, l'été dernier, après avoir franchi le Mékong, tente de traverser

le sud du Laos en direction des hauts plateaux vietnamiens pour y organiser des maquis de résistance. Il le fait à la tête d'environ deux cents hommes.

La colonne sera repérée et, par la suite, démantelée, dans la région de Saravane, soit à bonne distance de la frontière vietnamienne. Selon les autorités d'ici, plus de cent hommes sont tués, dont Hoang Co Minh, et soixante-dix-sept capturés. C'était la leur troisième tentative en quatre mois pour pénétrer au Vietnam.

Aux termes, dit-on encore ici officiellement, d'une convention judiciaire lao-vietnamienne, les « criminels » devaient être traduits devant une cour vietnamienne. Dix-huit d'entre eux l'ont été mardi. Dans leur majorité, apparemment, il ne s'agissait que de comparses. Plusieurs étaient des réfugiés de la zone partis après 1980 et qui ont affirmé avoir été recrutés directement, parfois sous la menace, dans les camps thaïlandais où ils étaient confinés. Certains étaient bien trop jeunes pour avoir appartenu à l'ancienne armée de Saïgon, et cette expédition fut, sans doute, leur premier coup de fusil.

Le Vietnam ne reconnaissant l'acquisition d'une nationalité étrangère qu'en cas de renoncement à la nationalité vietnamienne, aucun de ces anciens réfugiés ne pouvait donc se prévaloir d'un passeport étranger, et tous, de toute façon, ont affirmé ne pas en avoir. Les audiences ont donc été une affaire vietnamo-vietnamienne, avec une succession de témoignages sur les « crimes » commis ou avoués. Le procureur a déposé les accusés en ne réclamant que des peines relativement légères compte tenu du forfait commis : une condamnation à perpétuité, une grâce et seize condamnations de trois à vingt ans.

Tout en retenant les accusations les plus graves — « banditisme » et surtout « trahison » —, la cour a suivi le procureur, mais en abaissant certaines peines de prison et en assignant, en plus d'une grâce, une amnistie de trois ans à résidence. Les deux accusés de la défense ne peuvent faire appel de la sentence.

Tout en accusant les « réactionnaires d'extrême droite parmi les autorités thaïlandaises » et des « forces bellicistes américaines » (non gouvernementales), les juges ont évité de soulever un problème diplomatique au moment où le Vietnam est engagé dans une négociation du conflit cambodgien.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

COURS DE LANGUES

PORTUGAIS -
BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS

TEL 45 41 39 40

21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

Amériques

HAÏTI

Le Conseil national de gouvernement est de plus en plus isolé

PORT-AU-PRINCE
correspondance

Selon un témoignage recueilli par un journaliste du *San Francisco Examiner*, quarante-six jeunes, membres des brigades de vigilance électorales, ont été massacrés par des soldats dans la prison militaire de Port-Dimanche à Port-au-Prince. Trois organisations haïtiennes de défense des droits de l'homme avaient lancé mercredi un appel à Amnesty International au sujet du sort des personnes arrêtées. Le capitaine Isidore Pogon, commandant Port-Dimanche, a démenti l'information du journal de San Francisco, la qualifiant d'« absurde ».

Le Conseil national de gouvernement (CNG), accusé par les principaux partis d'opposition et plusieurs personnalités religieuses d'être directement responsable des massacres, poursuit ses efforts pour organiser une nouvelle consultation. Mais les organismes de défense des droits de l'homme lui ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils ne désigneront pas de nouveaux représentants au Conseil électoral provisoire (CEP) dont le général Henri Namphy a annoncé la dissolution dimanche dernier. « La destitution des membres du CEP est une décision anti-constitutionnelle lourde de conséquences », a souligné le docteur Louis Roy considéré comme le « père » de la Constitution de 1987, pour la défense de laquelle il appelle « à la mobilisation générale ».

Malgré les efforts de regroupement, les susceptibilités et les ambitions personnelles continuent de diviser la classe politique haïtienne. « Tant qu'ils ne pourront pas compter sur un point d'appui solide dans la société civile, les secteurs progressistes, non militaires, de l'armée ne bougeront pas », souligne un observateur.

L'isolement international du CNG devait apparaître vendredi au cours de la réunion d'urgence du conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA), convoqué à Washington pour étudier la situation en Haïti.

Selon une source digne de foi, les Etats-Unis ont mis trois conditions à la reprise de leur aide à Haïti : la participation des principaux leaders démocratiques à de nouvelles élections, une action énergique contre les forces duvaléristes et un élargissement du CNG. L'interdiction de l'aide budgétaire américaine, 30 millions de dollars par an, devrait rapidement poser de graves problèmes de fin de mois au gouvernement haïtien. D'autant que Washington semble également décidé à bloquer un autre crédit de 30 millions de dollars que le FMI devait verser au Trésor haïtien avant la mi-décembre. « Sans l'aide budgétaire américaine, le CNG risque d'avoir du mal à payer les militaires et même l'essence pour les véhicules des forces armées », prévient un diplomate occidental.

JEAN-MICHEL CARROT.

ÉTATS-UNIS : la fin de la mutinerie des détenus d'Atlanta

« Viva Cuba libre ! »

ATLANTA
de notre envoyé spécial

Il s'agissait d'un « demain nous serons tous dehors », ils ont tenu parole. Après une nuit de fête autour de l'arbre de Noël qu'ils avaient planté sur le toit du pénitencier d'Atlanta, peu après 1 heure du matin (7 heures heures françaises), le vendredi 4 décembre, les mille cent cinquante détenus cubains encore à l'intérieur du bâtiment se sont rendus avec leurs quatre-vingt-neuf otages apparemment sains et saufs. Mettant ainsi, après onze jours de siège, un terme à la mutinerie la plus longue de l'histoire des Etats-Unis.

En fait, tout était déjà joué la veille, « Atlanta Libérée ! Viva Cuba libre ! ». Dans l'après-midi de jeudi, une centaine de prisonniers, massés comme à l'habitude sur le toit, annonçaient avec un porte-voix qu'ils viennent de voter, et qu'un accord sera signé plus tard dans la soirée.

Aussitôt la foule nombreuse de leurs familles et de leurs supporters donne libre cours à sa joie. « Quel que vous ayez fait voter, nous sommes fiers de vous », leur crie Hubert Mateo junior, le fils d'un ancien détenu politique cubain célèbre, venu de Miami apporter son soutien. De part et d'autre de la double enceinte et du barrage formé par les hélicoptères de l'armée et les voitures de la police, les gens se répondent en chœur : gospels, marches, chansons populaires et même l'hymne cubain chanté à pleins poumons, tandis que surgissent d'un ne sait où drapeaux et banderoles frappés aux couleurs nationales.

Vote à la chapelle

Après des discussions laborieuses qui précédaient ces derniers jours, la crise vient de se dénouer en deux heures. En début d'après-midi, alors que de nouveaux détenus venaient de se

rendre, les négociateurs du département de la justice émergent de la prison, munis d'un accord préalable signé par les six prisonniers délégués par les détenus cubains. Après quoi le vote commence. Il aura lieu à la chapelle du pénitencier, en présence des deux pères restés volontairement, depuis le début des événements, avec les détenus.

Venu lui aussi tout exprès de Miami, l'évêque auxiliaire d'origine cubaine, Mgr Agustín Roman, qui avait contribué à résoudre la mutinerie de la prison d'Oakdale, en Louisiane, arrive dans la soirée. Les détenus d'Atlanta avaient exigé sa présence pour signer le document final. Que contient-il ? Jusqu'à la dernière minute, le représentant du département de la justice ne refuse à en communiquer la teneur. Toutefois, d'après les conseillers juridiques qui aident les prisonniers dans leur négociation, cet accord, plus précis que celui d'Oakdale, offre de réelles garanties aux prisonniers qui refusent de revenir à Cuba selon les termes d'un accord américano-cubain sur l'émigration.

De plus, il semblerait que les détenus d'Atlanta aient obtenu un réexamen cas par cas de leur statut, qui pourrait s'appliquer à tous les Cubains détenus à l'heure actuelle aux Etats-Unis, ainsi que l'assurance qu'ils ne seront pas poursuivis pour les délits commis à l'intérieur du pénitencier et que ceux qui ont eu besoin bénéficieront d'une assistance psychiatrique.

Les mutins devaient être, dès demain, dispersés dans plusieurs centres pénitentiaires, mais le plus difficile resta à faire. Une énorme bataille juridique va s'engager qui, de l'avis des avocats qui ont déjà proposé leur concours, risque d'obliger les Etats-Unis à réexaminer bon nombre d'options de leur politique d'émigration.

M.-C. DECAMPS.

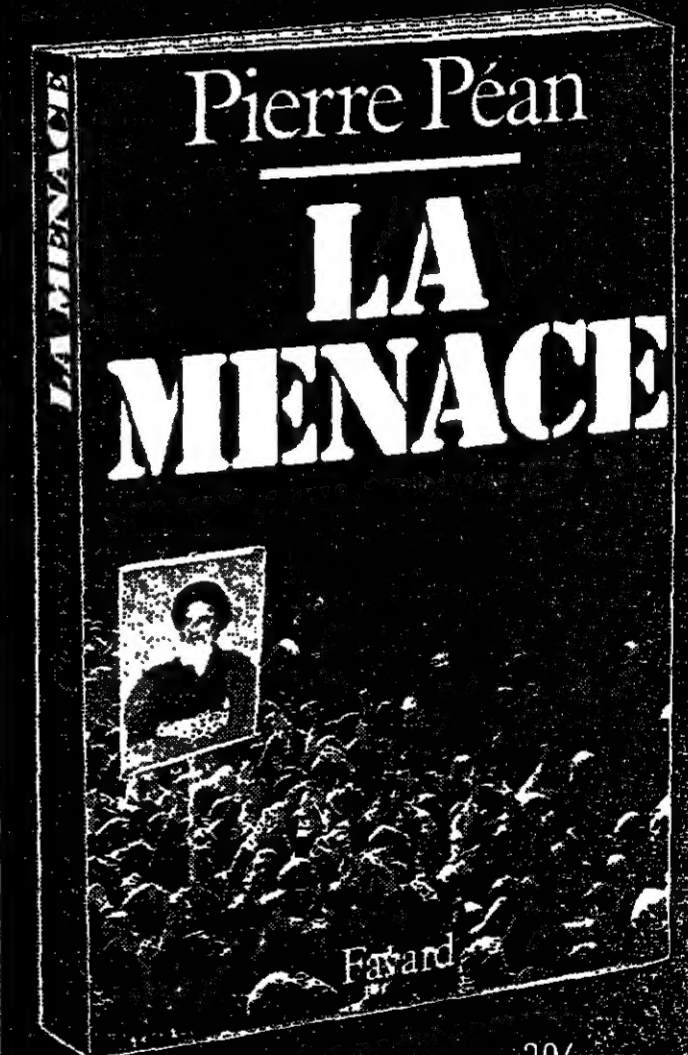
● ETATS-UNIS : nouveau maire noir à Chicago. — La troisième ville des Etats-Unis a désigné M. Eugene Sawyer comme maire par intérim pour remplacer M. Harold Washington, mort d'une crise cardiaque le 25 novembre dernier (le Monde du 27 novembre). Noir comme son prédécesseur, M. Sawyer, âgé de cinquante-quatre ans, était le plus ancien conseiller municipal de cette métropole de plus de 8 millions d'habitants. Il a été désigné par le conseil municipal par 29 voix contre 19 et 2 abstentions. Le mandat du nouveau maire, de sensibilité démocrate, expirera en avril 1989, date à laquelle la population devra désigner un nouvel élu. — (AFP.)

● PANAMA : fermeture des bureaux de l'AID. — Le département d'Etat américain a confirmé, le mercredi 2 décembre, que le gouvernement de Panama avait demandé à l'ambassade des Etats-Unis à Panama de fermer, dans les dix jours qui viennent, les bureaux de l'Agence internationale pour le développement (AID) situés dans la capitale panaméenne. Cette décision fait suite à la suspension par le Sénat américain de toute aide économique et militaire jusqu'à la mise en place de réformes démocratiques dans le pays. Quarante-huit employés américains de l'Agence et soixante-huit membres de leurs familles seront rapatriés aussi rapidement que possible, a indiqué le département d'Etat. — (AFP.)

FRANCE IRAN

prises d'otages
chantages
attentats terroristes
négociations secrètes
fournitures d'armes
"affaires"
trocs, rançons...

... "normalisation" ?



306 pages
95F

Le livre qui inspire
tous les commentaires

FAYARD

سكزا من الاول

Europe

ROUMANIE

Des sanctions sont annoncées à la suite des émeutes de Brasov

Vienne (AFP). — Dix-huit jours après la manifestation qui a réuni plusieurs milliers de personnes dans la deuxième ville de Roumanie, Brasov, la presse roumaine a évoqué pour la première fois, le jeudi 3 décembre, de façon voilée, les événements en rejetant la responsabilité sur les dirigeants de l'entreprise d'où est parti le mouvement.

Cette allusion prend la forme d'un compte rendu d'une assemblée extraordinaire des représentants des ouvriers de l'entreprise de camions Steagul Rosu (l'Etendard rouge) de Brasov. Y sont mentionnés des « dérangements » dans l'usine, qui « ont permis à certains éléments fascistes de faire partie du personnel, donc l'activité dans l'usine et le comportement dans la société ne justifient pas l'honneur de faire partie de ce puissant détachement ouvrier, d'avoir pris part à des manifestations étrangères à la société ».

Les principaux dirigeants de l'entreprise ont été destitués lors de cette réunion, rapportent les journaux. Ils sont accusés d'avoir « modifié rétroactivement les privations du plan pour réaliser de façon illégale et abusive le nivellement des salaires ».

La baisse des salaires des ouvriers de l'usine avait directement déclenché le mouvement de protestation. Elle se faisait en application de la loi connue sous le nom d'« accord global », qui lie directement la rémunération au respect des normes du plan, même si les ouvriers ne dispo-

sent pas des moyens matériels de remplir ces normes.

Les dirigeants de l'usine de Brasov sont en quelque sorte accusés d'avoir mal appliqué l'« accord global ». L'application de celui-ci a déjà suscité de nombreuses manifestations de mécontentement. Selon un voyageur de retour de Roumanie, des mouvements de protestation auraient eu lieu pour la même raison il y a deux semaines dans les villes de Cluj et Sibiu (ouest), Iasi (nord), et plus récemment à Braila (près du delta du Danube).

Par ailleurs, on cherche à minimiser, de source officielle, l'audience dont peut disposer M. Silviu Brucan, membre du parti et ancien ambassadeur aux Etats-Unis, qui avait déclaré à la presse occidentale la semaine dernière que « la coupe des privatisations avait débordé » (le Monde daté 29-30 novembre).

LONDRES
de notre correspondant

Les nombreux auditeurs qui s'apprêtaient à écouter, vendredi 4 décembre, la première d'une série de quatre émissions consacrées par la BBC aux services secrets de Sa Gracieuse Majesté seront déçus. Après avoir débité pendant une demi-heure, jeudi soir, la Haute Cour de justice a rendu une ordonnance interdisant cette diffusion. La radio britannique a immédiatement annoncé son intention de faire appel.

Le texte de l'ordonnance est inquiétant en raison de son caractère très général. Acquiesçant à la demande du gouvernement, la Haute Cour interdit en effet à la BBC « de diffuser quelque interview ou information que ce soit, obtenue auprès de membres actuels ou passés des services de renseignements du Royaume-Uni et ayant trait à quelque aspect que ce soit de

leur travail, y compris l'identité d'agents en activité ou à la retraite ».

Selon l'interprétation « large » de cette ordonnance, il serait donc formellement interdit aujourd'hui, de parler des services secrets britanniques. Downing Street a tenu à atténuer, jeudi soir, cette impression fâcheuse. Un porte-parole du gouvernement a déclaré : « Nous n'avons réclamé qu'une décision de justice pour empêcher la diffusion de cette série particulière d'émissions. Nous ne voulons pas interdire totalement aux agents du MI 5 ou du MI 6 de parler à la presse. » La série contient des interviews de huit anciens membres des services de renseignement et d'un agent actuellement en activité au centre d'écoutes électroniques de Cheltenham. Se livrent-ils dans ces entretiens à des révélations sensationnelles ? On peut en douter mais M^{rs} Thatcher estime que les ser-

vices secrets ne peuvent exister que s'ils restent secrets. L'obligation de réserve, pour ne pas dire de mutisme, est inscrite dans leur statut.

La plupart des quotidiens de ce vendredi estiment que cette « décision fait jurisprudence pour les autres médias ». Cela avait été déjà le cas dans l'affaire Spycatcher, ce livre de souvenirs écrit par un ancien agent du contre-espionnage britannique, qui est toujours interdit en Grande-Bretagne mais vendu à des millions d'exemplaires hors du Royaume-Uni. Le Sunday Times, le Guardian et l'Observer continuent de se battre sans succès pour obtenir le droit de publier des extraits de ce best-seller.

Initialement « My Country Right or Wrong » (« C'est mon pays, qu'il ait raison ou tort »), cette série est peut-être destinée à devenir aussi célèbre que Spycatcher grâce à la publicité gratuite et involontaire fournie par le gouvernement. « C'est une ordonnance draconienne. Elle interdit à la BBC de diffuser la moindre information sur les services de renseignements. Elle nous empêche en particulier de passer à l'antenne une série d'interviews qui constitue un examen responsable du rôle des services secrets dans une démocratie », a déclaré, jeudi soir, M. John Birt, directeur général adjoint de la BBC.

DOMINIQUE DHOMMES.

GRANDE-BRETAGNE : la BBC censurée

La Haute Cour de justice interdit une série d'émissions sur les services secrets

BELGIQUE

Curieuse campagne contre le ministre de la justice...

BRUXELLES
de notre correspondant

« Une soupe sans preuves », titre vendredi 4 décembre le Soir de Bruxelles, à la suite des « révélations » faites à deux reprises par M. Jean Butot, ancien directeur de prison de la capitale belge, réfugié au Paraguay mettant en cause le ministre belge de la justice, M. Jean Gol. Jean Butot, impliqué dans une affaire de racket, et de titres volés, avait déclaré à la Gazette van Antwerpen et au Het Volk, que le ministre francophone de la justice était mêlé à une série de scandales ayant dérangé la chronique ces dernières années, du procès de l'ancien premier ministre, M. Paul Vanden Boeynants, condamné pour fraude fiscale, au « scandale d'Anvers » — une escroquerie monstrueuse mettant en cause certains délégués — en passant par les tueries du Brabant wallon qui avaient fait vingt-huit morts.

Jean Butot avait lui-même été mis en cause dans cette dernière affaire (voir le Monde du 6 septembre 1987). Un témoin l'avait en effet reconnu parmi les auteurs de l'assassinat d'un cou-

plé venu faire le plein d'essence dans un supermarché. Entre 1982 et 1985, les tuteurs du Brabant wallon avaient senti le teneur dans différents magasins tout des dizaines de personnes pour des bureaux défectueux.

Jean Butot, trente-six ans, qui a longtemps évolué dans les milieux de l'extrême droite et les clubs de tir de Bruxelles, s'est enfui au Paraguay au lendemain même de l'arrestation d'un de ses amis, M. Jean Bouhouche, ancien gendarme, impliqué dans l'assassinat mystérieux, en janvier 1986, de Juan Manuel, ingénieur de la fabrique nationale d'armes. Retrouvé à Acapulco par René Haquin, journaliste du Soir, Jean Butot n'avait cessé depuis lors de se répandre en déclarations fantaisistes.

A Bruxelles, on s'étonne de la publicité donnée par les quotidiens flamands aux affirmations d'un personnage aussi trouble, qui n'évoque ses accusations d'aucun début de preuve. D'autant plus que les campagnes électorales en vue des élections générales du 13 décembre se déroulent dans la plus parfaite sérénité.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

Après sa libération au Brésil le colonel Carreno regagne Santiago

Le colonel chilien Carlos Carreno, qui avait été enlevé le 14 septembre dernier à Santiago par un commando du Front patriotique Manuel Rodríguez, a été libéré mercredi 2 décembre à Sao-Paulo au Brésil. Sa libération était attendue après un accord intervenu entre les revendeurs et sa famille. Il prévoyait le versement d'une aide humanitaire et alimentaire de 75 000 dollars aux habitants de trente quartiers pauvres de Santiago (le Monde du 27 novembre). Mais le lieu de sa libération a surpris nombre d'observateurs. Sao-Paulo est en effet distant de plus de 5 000 kilomètres de la capitale chilienne. Selon le colonel Carreno, qui a regagné son pays jeudi à bord d'un avion spécial du gouvernement chilien, le trajet aurait été accompli en voiture, en dépit des nombreux contrôles routiers qui jalonnent les routes.

Hongrie

Rien n'entravera le cours des réformes, affirme le premier ministre

Budapest (AFP). — Le premier ministre hongrois, M. Karoly Grosz, a confirmé jeudi 3 décembre, sa détermination à poursuivre « sans concessions » les profondes réformes économiques engagées par le

gouvernement de Hongrie. « La patrie, voire l'histoire, l'emporte parfois, mais, si nous cédonc à des mouvements de mauvaise humeur et faisons des concessions en 1988, cela peut conduire à l'effondrement économique du pays », a-t-il déclaré dans une interview publiée jeudi par le journal gouvernemental Magyar Hirlop. M. Grosz a rappelé que « l'objectif majeur » du gouvernement était de réduire de moitié le déficit budgétaire en 1988. Ce dernier s'élève à 800 millions de dollars, dont la moitié est due aux subventions d'Etat qui seront largement supprimées l'an prochain.

Le premier ministre a critiqué, d'autre part, « l'attitude petite-bourgeoise » qui prévaut en Hongrie face aux « remaniements de personnes » en cours. Ces remaniements touchent, selon les observateurs, aussi bien le gouvernement et le parti que les entreprises. Ils doivent être décidés par le plénum du comité central qui se réunira la semaine prochaine à Budapest.

M. Grosz s'était rendu mercredi, avec plusieurs membres du gouvernement, dans le nord du pays pour tenter de ressusciter les ouvriers de l'industrie sidérurgique hongroise, frappée de plein fouet par la crise économique.

COMMENT ROULER EN RENAULT 21 TL NEVADA* POUR 939 F PAR MOIS ?

MR. FINANCEMENT REPOND :
L.O.A. SUR 60 MOIS.



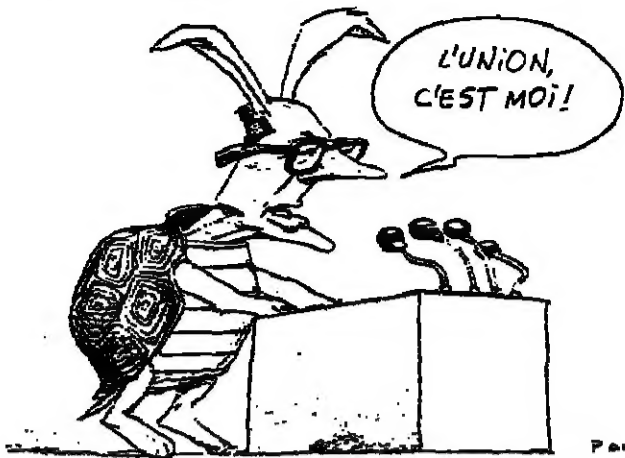
Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Politique

L'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement

La majorité de l'Assemblée nationale a, le vendredi 4 décembre à 1 h 35, accordé pour la troisième fois la confiance au gouvernement de M. Jacques Chirac. Les 577 députés composant l'Assemblée nationale ont voté : 295 pour la confiance, 262 contre. Aux voix de l'UDF et du RPR se sont jointes celles de cinq députés non-inscrits, MM. Daniel Bernardet (Indre), André Thien Ah Kou (la Réunion), Jean Royer (Indre-et-Loire), Yves Briant (Val-d'Oise) et Bruno Chauvière (Nord). Comme à l'accoutumée, M. Edmond Frédoir-Dupont, député du groupe FN-RN, a voté pour le gouvernement. M. Robert Borrel (non-inscrit), qui avait quitté le PS lors des législatives de 1986, a voté avec la gauche et le Front national contre la confiance.

Ces résultats sont les mêmes que ceux enregistrés en avril 1987 lors du second vote de confiance de la législature (seul M. Royer n'avait pas participé au vote). A quelques heures de son départ pour le sommet européen de Copenhague, le premier ministre a prononcé, durant une heure, un discours de campagne présidentielle. Il a mêlé des appels au rassemblement de la nation et un vibrant éloge du « travail » et de « l'épargne », cherchant ainsi à s'imposer comme le rassembleur de la majorité. Il a insisté sur le fait qu'il n'est pas là pour expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection présidentielle et il a annoncé un important train de



mesures sociales. Les députés UDF — notamment barristes — ont mesuré chichement leurs applaudissements. M. Valéry Giscard d'Estaing n'applaudira qu'à la fin de l'intervention du premier

ministre. Quant à M. Raymond Barre, son absence a été jugée symbolique par plus d'un député, même si elle s'explique par un voyage en Tunisie prévu de longue date.

Le député de Lyon, qui a déjeuné mercredi, avant son départ, avec les sénateurs UDF, a expliqué à ses interlocuteurs que « l'union, c'est travailler ensemble dans le cadre de la loyauté. Elle ne se réalise pas par des coups spectaculaires. » « L'union, ce n'est pas la voix de son maître », a-t-il encore ajouté.

Le groupe socialiste s'est pour sa part attaché à démontrer combien la confiance accordée est artificielle. Au nom de son groupe, M. Lionel Jospin a dénoncé « les faux-semblants » du gouvernement. Il s'est également indigné des conditions dans lesquelles un diplomate français avait pu être échangé contre une personne sur laquelle pèsent de lourds soupçons.

Dans la soirée, l'intervention de M. Jean-Pierre Stirbois (FN), qui a accusé le gouvernement de se comporter « en tricheur » vis-à-vis des Français, a donné lieu à une réplique très vive de M. Chirac. Le groupe communiste a pour sa part demandé en vain à plusieurs reprises au président de séance, M. Philippe Mestre (UDF), qu'une mesure de rappel à l'ordre soit prise contre M. Stirbois. Le député FN s'en était pris violemment aux immigrés.

Les barristes passifs, les socialistes combatifs, le Front national agressif

Premier député à intervenir dans le débat, M. Lionel Jospin n'a pas manqué d'ironiser sur le soudain besoin de M. Jacques Chirac de vérifier son crédit de confiance à l'Assemblée nationale. Le premier secrétaire du Parti socialiste y a vu, en fait, la traduction de toute l'étendue de la défiance qui sépare, selon lui, M. Chirac et M. Barre. Quant à la période actuelle, elle lui est apparue comme la réplique de celle de 1976-1981 quand le RPR menait, une opposition larvée, contre le premier ministre, M. Barre.

« Nous n'avons pas la confiance fondante », a affirmé pour l'UDF M. Jean-Claude Gaudin, soucieux apparemment de faire oublier les applaudissements plutôt mollassons de ses amis quand le premier ministre était à la tribune. « Vous avez notre confiance », a dit le député président du groupe UDF, tout en rappelant presque immédiatement à M. Chirac que la confiance était à double sens et qu'elle l'engageait autant qu'elle engageait l'UDF : « Rien ne saurait venir éroder la confiance qu'au sein de la majorité parlementaire le groupe UDF accorde au gouvernement [...] Ce vote solennel, nous savons qu'il nous engage, réciproquement, à la confiance de la majorité tout entière envers le gouvernement, mais aussi à la confiance du gouvernement envers tous sa majorité. C'est un placement pour l'avenir », a encore lancé M. Gaudin en songeant sans doute intérieurement au second tour de l'élection présidentielle : « Nous voterons la confiance, car nous savons qu'elle aura son juste retour. »

Auparavant, le député de Marseille, qui avait fait lire ses discours à M. Valéry Giscard d'Estaing avant de le prononcer, a insisté sur le fait que le gouvernement « procédait de la majorité parlementaire et d'elle seule. Le gouvernement conduit la politique sur laquelle la majorité parlementaire a été élue ». « Si l'on a des moments privilégiés pour exprimer la confiance, a-t-il poursuivi, il n'y a pas de moments où il serait déconseillé de la faire. Bien au contraire. Pour la confiance comme pour les vaccinations, il faut toujours penser aux plaques de rappel. La confiance, monsieur le premier ministre, nous nous l'avons accordée en avril 1986. Nous vous l'avons confirmée en avril 1987. Toujours entière et totale. La confiance, nous vous la confirmons encore aujourd'hui. Parfaitement constante à travers les mois qui passent. Profondément indifférente aux remue-ménages parlementaires. »

S'agissant du bilan du gouvernement, M. Gaudin a estimé qu'il était « déjà largement positif », notamment pour la réforme économique, la sécurité et l'aménagement du territoire : « Nous avons bousculé plus de quarante ans de tradition institutionnelle. Mais ce bilan, a-t-il insisté, c'est le bilan commun de la majorité tout entière et du gouvernement. Un bilan indivisible. Il s'est construit ici au Parlement, vote après vote, et au gouvernement, mesure après mesure. » L'UDF a pris toute sa part à cette action commune, même si, comme c'est légitime dans une démocratie représentative, des nuances ou des différences ont pu apparaître à l'occasion de tel ou tel problème.

« Mais de quelle maladie êtes-vous donc atteints pour avoir besoin d'une plaquette tous les six mois ? », a

ironisé dans la soirée M. Pierre Joxe en tendant le doigt vers les bancs de l'UDF. Qu'est-ce qui vous étend, vous donne des crampes et fait fuir vos dirigeants ? » Reprenant la métaphore boursière de M. Gaudin, le président du groupe socialiste a expliqué que le groupe UDF, en votant la confiance, faisait « un petit placement pour l'avenir ». « M. Gaudin, c'est un petit porteur, un petit épargnant. Il fait un prêt à court terme, une petite spéculation sur quelques mois. Mais, messieurs les petits porteurs de l'UDF, a-t-il ajouté, ne faites-vous des nouveaux durs du RPR ? »

M. Leroy : « La même politique de classe ! »

M. Roland Leroy (PC, Seine-Maritime) a reproché au gouvernement de vouloir faire approuver une politique « dont les résultats sont désastreux et qui suscite une réprobation de plus en plus grande dans le pays [...] ». Et vous voulez en ce moment, à la veille du sommet de Copenhague, obtenir un chèque en blanc pour les nouveaux jours de vie que vous préparez en vous appuyant sur les événements bourgeois. Vous voulez enfoncer la France dans la crise. Ne comptez pas sur les communistes pour permettre ce nouveau coup contre les travailleurs et l'intérêt national. Les députés communistes s'opposent résolument, totalement à votre politique brutale, profondément réactionnaire, dans la pire tradition versaillaise de la bourgeoisie française. Nous nous y opposons de toutes nos forces à l'Assemblée nationale et également dans la vie aux côtés de tous ceux qui souffrent de cette politique : au premier rang de la lutte pour la défense des travailleurs. »

Tout comme M. Jospin, M. Leroy s'est refusé à établir un « distinguo subtil » entre MM. Barre et Chirac : « C'est la même politique de classe. » Le député communiste a également dénoncé « l'attaque frontale contre les libertés », même, selon lui, par le gouvernement. Il a estimé, en outre, qu'il bavardeait sur les droits de l'homme mais qu'il avait « du sang sur les mains ». En rappelant le « triste anniversaire de la mort de Malik Oussekine » et la mort de Lucien Barriot « battu à mort pour avoir simplement usé du droit de manifester ».

M. Le Pen : « des idées molles »

« Les anciens de la IV^e République qui sont là ont dû avoir une sorte de réminiscence. M. Queuille peut dormir tranquille. M. Chirac est son digne fils. Il a prononcé un discours radical-socialiste auquel ne manquait aucun poncif », a affirmé quant à lui M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national a trouvé l'appel à l'union du premier ministre « pathétique » : « Il n'a pas recueilli l'approbation enthousiaste de sa majorité, a-t-il souligné, en faisant allusion aux malgrés applaudissements UDF. C'est le commencement de la fin. »

Le député du Front national a accusé le premier ministre de proposer aux Français « des idées molles » pour affronter « des temps durs ». « Vous êtes le syndic d'une situation de faillite, de décadence et de déclin. Vous répondez bien à la définition que l'on donne de vous : une

main de velours dans un gant de fer », a-t-il lancé en direction de M. Chirac assis au banc du gouvernement, les yeux fixés sur son pupitre.

« Aujourd'hui, les faits donnent raison au Front national. Votre gouvernement est celui de l'échec, échec économique, échec social, échec moral [...] Votre gouvernement, c'est celui des affaires, des affaires qui éclatent, des affaires que l'on déteste, des affaires que l'on entretient [...] Vous êtes le gouvernement du renoncement national [...] Vous avez cautionné publiquement le rapport du secrétaire national du RPR à l'immigration, M. Hannoun, qui vise à créer les conditions d'implantation d'une société multiculturelle en France. En vérité, si vous nous posez aujourd'hui cette question de confiance, c'est pour faire assumer votre échec à l'UDF et à M. Barre, et c'est d'ailleurs logique, puisqu'ils vous ont soutenu, puisqu'ils vous soutiennent encore aujourd'hui. Ils partagent avec vous la responsabilité de l'échec de votre gouvernement », a conclu M. Le Pen.

M. Messmer : « les messers d'agir »

Enfin, dernier intervenant de la séance de l'Assemblée nationale à la télévision, M. Pierre Messmer a apporté un soutien sans réserve à un premier ministre, dont le gouvernement, a-t-il dit, n'a pas à rougir des résultats de sa politique, notamment dans les domaines de la sécurité, du redressement économique, de l'outre-mer et de l'Europe.

Le président du groupe RPR a rappelé que le gouvernement tenait sa légitimité de sa majorité parlementaire, contrairement à la règle habituelle de la V^e République, et qu'il était donc normal qu'il sollicite solennellement la confiance à un moment où « surgissent des situations qui appellent des décisions rapides et importantes : d'abord, le sommet de Copenhague. Il est de notoriété publique que sur deux questions à l'ordre du jour, le financement des dépenses agricoles et l'aide aux régions d'Europe les plus défavorisées — l'accord sera très difficile en raison de l'obstruction britannique. Mieux vaut que vous soyez assuré de notre ferme soutien. Ensuite, les négociations secondaires et compliquées que vous conduisez pour obtenir la libération des trois derniers otages français détenus au Liban, au mépris du droit international et des droits de l'homme [...] ». Pour mener à leur terme les discussions, il est utile que vos interlocuteurs, habitués à jouer de nos divergences politiques nationales, ne puissent en ce moment le faire. Enfin, la tempête, l'ouragan qui ont secoué dans le monde entier les Bourses de valeurs et les monnaies. Personne ne peut affirmer que le calme est revenu pour longtemps, et le recensement des dégâts n'est pas terminé. Pour limiter ces dégâts, et si possible les réparer, le gouvernement sera peut-être conduit à se concerter avec d'autres et à décider. »

« Notre vote est destiné, a expliqué M. Messmer, à vous donner les moyens d'agir pendant les cinq mois qui nous séparent de l'élection présidentielle. La France ne pourrait pas se contenter d'un gouvernement qui se bornerait à expédier les affaires courantes dans un monde qui continuera de vivre et de s'agiter

[...] Il nous faut donc un gouvernement solide qui agisse et, si nécessaire, réagisse. »

La réplique du premier ministre à M. Stirbois

Dans la nuit, peu avant le défilé à la tribune des députés pour le vote, M. Jacques Chirac a vigoureusement pris à parti le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois. Le bras droit de M. Jean-Marie Le Pen venait, à la tribune, de dénoncer un gouvernement qui « non pas cohabite, mais collabore pendant deux ans avec les socialistes ». M. Stirbois s'en est également pris, sur un ton d'une violence extrême, à l'immigration, source selon lui de la délinquance et du chômage. « Nous resterons la France des terroirs et des clochers », a proclamé le député du Front national.

Prenez la parole dans un silence complet, le premier ministre a interrompu M. Stirbois : « M. Stirbois parle beaucoup de la France. Il n'a pas vocation, pas plus qu'aucun d'entre nous, à se référer à nos

racines nationales. Néanmoins, il veut nous donner des leçons. Il le fait dans des conditions qui, par leur caractère profondément insultant, me paraissent extrêmement dangereuses et de nature à alimenter dans notre pays des courants qu'il convient au contraire de calmer. Je ne crois pas que l'on rende service à notre pays en disant ce que vous avez dit », a affirmé M. Chirac sous les applaudissements.

« J'ajoute, monsieur Stirbois, que la France est née de l'assimilation d'un certain nombre de peuples d'origines différentes et que, lorsqu'on regarde l'histoire non pas au bout de son nez, mais avec un peu de perspective, on se rend compte de l'unité de vos propos [...] Essayez de penser un peu. Non, ce n'est pas cela la France des terroirs et des clochers. Moi aussi je suis l'élu des terroirs et des clochers, et depuis plus longtemps que vous [...] Mais je peux vous dire que, dans mes terroirs et autour de mes clochers à moi, vos propos laisseraient nos concitoyens stupéfaits devant une intolérance aussi ferme et agressive. »

« Alors, monsieur Stirbois, croyez-moi, ce n'est pas cela les

valeurs qui sont les nôtres, qui ont fait notre histoire et notre grandeur. Ces valeurs que vous mettez en exergue, monsieur Stirbois, c'est celles qui ont toujours été associées aux moments les plus noirs et les plus indignes de notre histoire », a-t-il conclu sous les applaudissements nourris et prolongés de la majorité, pour la première fois de la journée véritablement unie dans la même ovation. M^{me} Huguette Bouchardeau (apparentée PS) a joint ses applaudissements à ceux de la majorité.

« Et Dreux ? lance M. Louis Mexandeau (PS) de son banc. La majorité y avait fait alliance avec le Front national. » M. Chirac qui s'apprêtait à poursuivre son propos, se retourne alors d'un bloc vers les bancs socialistes : « Cher monsieur, si aujourd'hui les idées que l'on vient d'entendre sont ainsi développées à la tribune de l'Assemblée nationale, c'est à vous que nous le devons et à personne d'autre. Alors, un peu de modestie, monsieur ! »

Dans la nuit, les députés, un à un, montaient à la tribune pour le vote public. A 1 h 35 du matin, vendredi, le premier ministre obtenait la confiance.

PIERRE SERVENT.

Noël

du vendredi 4
au samedi 12
décembre

30%

SUR TOUS LES PRIX

FOURRURES GEORGE V

ouverture
exceptionnelle

**DIMANCHE 6
décembre**
METRO
George V

40, Av. George V, Paris

MAGASIN OUVERT DE 10h à 19h30 SANS INTERRUPTION

Cet exemplaire sera effectué à nos caisses

Des réactions syndicales partagées

Les syndicats sont partagés sur le programme de M. Chirac. Force ouvrière est favorable à l'ensemble des mesures pour la Sécurité sociale, sauf le relèvement du forfait hospitalier et la mission d'aide à la gestion des hôpitaux : elle redoute que la recherche de la productivité n'amène à réduire les moyens des hôpitaux publics. La CGC y trouve « un ensemble de pistes intéressantes » pour le redressement économique comme pour la Sécurité sociale, mais regrette que le gouvernement n'envisage de soumettre au

Conseil économique que les problèmes de l'assurance-vieillesse.

La CFTC considère que les mesures annoncées « constituent un premier pas », mais devront être suivies d'autres sur le financement, la politique familiale, et « la population laissée pour compte ». M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, a constaté que « le gouvernement recule devant la mise en œuvre de la contribution sur les revenus » et s'inquiète d'une menace sur la retraite à soixante

ans ». Quant à la CGT, elle reproche au gouvernement de ne pas avoir fait connaître la revalorisation des retraites prévue en 1988.

D'autre part, M^{me} Georgina Dufaux, ancien ministre socialiste des affaires sociales, a déclaré que « l'énorme balaine a accouché d'une petite sardine » et que les mesures « ne vont pas dans le sens d'une transformation de la Sécurité sociale, ce qui était l'objectif des états généraux et du rapport des sages ».

L'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement

« Ce que nous avons commencé ensemble, nous allons

De toute façon, il faudra dès le 1^{er} janvier 1983 apporter des ressources nouvelles, sous forme de versements de l'Etat et les avances de la Caisse des Dépôts pour assurer la trésorerie. Soit une présentation différente, soit une plus tardive. Celle de celui qui a été présentée par le ministre de MM. de Larosière et de Chevènement en 1985, comme si l'histoire s'arrêtait.

Pour en arriver-là, tout le renouveau des états généraux, les réunions avec les syndicats et le patronat, les professions de santé, les multiples commissions d'experts, dans les départements puis sur le plan national, étaient nécessaires ? M. Séguin, pourtant peu enthousiaste au départ, à l'égard des états généraux en tint peu compte, en dégageant les conséquences en vue d'annoncer la réforme de l'assurance-maladie qui régnerait sur le financement de la sécurité sociale maintenant le financement des états généraux pour 1983. Il n'a pas été suivi.

Politique

par 295 voix (UDF, RPR) contre 282 (PC, PS, FN)

M. Lionel Jospin : « Quel manque de confiance en vous ! »

Le premier ministre a souligné que l'Assemblée nationale, dans les prochains jours, sera saisie de la fixation du taux de valorisation des pensions pour 1988, garantissant le « maintien du pouvoir d'achat des retraités », et de la « suppression de la retraite coupée, par le droit ouvert à tous ceux qui le souhaitent de prolonger à temps partiel une activité, en bénéficiant d'une partie de leur retraite ».

Abordant les problèmes européens, le premier ministre a souligné que « le commerce extérieur reste le point faible de l'économie française », ce qu'il a attribué à l'insuffisance de l'investissement industriel dans le passé. Le redressement, a-t-il dit, exige la maîtrise des charges budgétaires et des prélèvements fiscaux. Aussi le gouvernement ne peut-il se résigner au « dérapage » de la contribution au budget de la Communauté. Il s'est déclaré assuré du soutien de la majorité « dans le combat » qu'il mènera « pour la maîtrise des dépenses communautaires ». Refusant le « désarmement fiscal unilatéral », le premier ministre a souligné que la France avait fait, pour sa part, en matière de TVA un effort de plus de 16 milliards de francs en moins de deux ans.

Réponse à l'attitude des jeunes

Le premier ministre a confirmé son intention de légiférer sur le financement des partis politiques. Il a annoncé la préparation d'un plan de rénovation de l'éducation nationale, donnant lieu à un projet de loi que le gouvernement adoptera au cours du premier trimestre de 1988. La politique d'aménagement du territoire sera révisée en faveur du monde rural, mais aussi, des grandes métropoles. M. Chirac a indiqué qu'il avait demandé aux ministres compétents d'élaborer un projet « non point de revenus minimum garanti, mais d'activité minimale garantie » en faveur des personnes en situation de pauvreté ou de précarité. Enfin, les finances des collectivités locales vont être « mises à plat » et une concertation organisée par le ministre de l'Intérieur.

M. Chirac a énuméré, en conclusion, les sujets d'accord qui, selon lui, rassemblent « tous les Français » : les institutions, la défense

nationale, la politique étrangère, l'aide au tiers-monde, l'Europe, la décentralisation, l'entreprise « comme lieu de création de richesses collectives et de partenariat social ». Il a invité les responsables politiques à ne pas donner « le spectacle de la sclérose intellectuelle et de l'égoïsme partisan » aux jeunes.

Ceux-ci, estime-t-il, « veulent, d'abord, que la France assume envers eux son devoir d'éducation et de formation, non seulement pour mieux les préparer à leur futur métier, mais peut-être plus encore pour leur permettre de comprendre le monde ambiant où ils vivent et d'y épanouir leurs capacités personnelles ». Ils veulent « que la France soit en tête dans la course au progrès des sciences et des technologies », qu'elle « n'accumule pas égoïstement des richesses pour en jouir solitaire, mais qu'elle donne autant qu'elle reçoit, matériellement et spirituellement » et qu'elle « soit fidèle à ses valeurs, d'axe à l'humainisme qui lui fait obligation morale de lutter contre tout ce qui dégrade la personne humaine : l'exclusion sous toutes ses formes, les discriminations par la race, le sexe ou la fortune, la privation de liberté, qu'elle résulte de l'arbitraire des pouvoirs, ou des fléaux sociaux comme la drogue, l'alcoolisme ou l'excessive perméabilité des mœurs ».

Le premier ministre a exposé, enfin, le sens du vote de confiance qu'il sollicitait de l'Assemblée : « Il s'agit d'abord, a-t-il déclaré, de donner acte au gouvernement que, durant la période difficile que nous venons de traverser (...), il a conduit, sous le contrôle et avec le soutien de l'Assemblée nationale, une politique conforme aux engagements pris devant le pays (...). Il s'agit, ensuite, de confirmer solennellement au gouvernement le soutien et la confiance qui lui sont nécessaires pour continuer à gouverner efficacement jusqu'en mai prochain et à défendre, avec l'autorité voulue, les intérêts de la France dans les négociations internationales à venir. [Ce] vote de confiance (...) revêt, enfin, une troisième signification, peut-être la plus importante : il permettra de manifester clairement, aux yeux de tous les Français, la volonté sous-jacente de notre majorité de maintenir son union au service de la France ».

« Quand on s'interroge comme on le fait partout dans la presse et dans vos rangs sur les raisons pour lesquelles un gouvernement demande à sa propre majorité de lui voter sa confiance, c'est que l'affaire est mal engagée et que la façon de faire est fort peu raisonnable, s'est exclamé M. Lionel Jospin après l'intervention du premier ministre. Rien ne vous obligeait à demander la confiance à votre majorité. Nous sommes en pleine session budgétaire et le vote du budget aurait dû vous apporter la réponse que vous attendez », a expliqué le premier secrétaire du Parti socialiste en reprenant à son compte un argument utilisé mardi dernier par MM. Gaudin et Lecanuet.

« Pourquoi donc cette demande insolite ? s'est demandé M. Jospin à propos de l'engagement de responsabilité du gouvernement. Selon une première explication, vous seriez dans une bonne passe politique parce que vous avez libéré deux otages, arrêté Max Frérot et le tueur de vieilles dames, et il vous faudrait capitaliser une euphorie passagère. Vous seriez un joueur si

peu assuré de la fin de la partie qu'il se précipite au guichet pour encaisser sa mise et se faire payer par ses amis en monnaie parlementaire. Quel manque de confiance en vous et en l'avenir ?

« Deuxième explication, plus sérieuse : il s'agirait de lier M. Barre et les barbares par un vote qui les engagerait à cinq mois de l'élection présidentielle. Mais ils sont déjà liés : ils étaient avec vous face aux étudiants, pour les privatisations, pour la suppression de l'impôt sur les grosses fortunes. Mais M. Barre a beau titiller la cohabitation, il n'y est en rien engagé, même s'il vote vos textes. Il se montre même plus dur que vous sur des sujets comme la sélection à l'Université, la remise en cause de la cinquième semaine de congés payés ou de la retraite à soixante ans. Comme vous, il oscille entre le centre et l'extrême droite.

« La troisième explication, sans doute la plus pertinente, ce serait que vous voulez faire porter collectivement à la majorité, y compris aux barbares, la responsabilité d'une politique économique et sociale désapprouvée par le pays. »

Du discours de M. Chirac, M. Jospin a assuré avoir retenu un mot, celui de la fin : « Le mot illusion ». « Vous avez voulu accrocher à votre opération tactique des problèmes de fond : la situation monétaire et boursière, les solidarités européennes, la sécurité, ce que vous appelez « le redressement économique » (...) par une politique de privatisations aventureuses sur laquelle vous avez omis d'informer les Français ; vous avez entraîné une partie de la petite épargne dans un véritable couloir d'avalanches. »

M. Jospin a assuré avoir retenu un mot, celui de la fin : « Le mot illusion ». « Vous avez voulu accrocher à votre opération tactique des problèmes de fond : la situation monétaire et boursière, les solidarités européennes, la sécurité, ce que vous appelez « le redressement économique » (...) par une politique de privatisations aventureuses sur laquelle vous avez omis d'informer les Français ; vous avez entraîné une partie de la petite épargne dans un véritable couloir d'avalanches. »

THIERRY BRÉHER.

Quand M. Chaban-Delmas se transforme en animateur de télévision

« Descendez, M. Jospin. Vous n'avez plus la parole... » La scène aurait pu être comique si elle n'était révélatrice d'une déviation : le président de l'Assemblée nationale coupant la parole au premier secrétaire d'un des principaux partis politiques au nom du respect du respect du chronomètre !

Brouhaha, cliquetis de pupitres, hurlements... M. Lionel Jospin tente d'abord de s'incruster à la tribune. Rien n'y fait. M. Chaban-Delmas lui coupe le micro. Puisqu'il faut descendre, pas question de partir seul : tous les députés socialistes quitteront l'hémicycle, à l'exception d'un témoin isolé mais ironique. Pendant plus d'une heure, M. Pierre Joxe joue ainsi le rôle d'un vigile assésé mais scrupuleux, attendant mais amusé. Dans les couloirs, ses amis vibrent de colère : « La parole a été coupée à Lionel comme par hasard au moment où il commençait à évoquer les affaires et à soulever quelques questions délicates pour la majorité. »

Orateur de meeting, le premier secrétaire du PS a certes quelques mal à se plier à la rigueur minutée des discussions parlementaires. Déjà, lors du débat sur le terrorisme, le 8 octobre 1986, M. Chaban-Delmas avait empêché d'achever un propos qui débordait le temps imparti. Certes, le président de l'Assemblée n'apprécie pas les interventions brutes, et il avait, là aussi, coupé la parole à M. Georges Tranchesi, député RPR, lors du débat sur les privatisations, le 27 octobre 1987, alors qu'il accusait les socialistes

d'avoir profité financièrement des nationalisations. Jeudi, la rigueur présidentielle fut totale. M. Chaban-Delmas retire la parole à M. Jospin deux minutes seulement après qu'il eut dépassé la durée accordée alors qu'il aurait pu achever son discours dans les cinq minutes suivantes. Le règlement le permet. Encore faut-il qu'il soit toujours respecté. Or le président n'a pas imposé le même respect à ses propres amis : ils n'ont cessé d'interrompre l'orateur socialiste, par des cris et des interventions l'empêchant de prononcer plus de deux phrases de suite, cela contrairement au sort réservé aux autres intervenants principaux.

Le prétexte avancé par M. Chaban-Delmas est, de plus, difficile à admettre : le débat étant rétransmis à la télévision, il fallait, a-t-il expliqué, que chacun des cinq groupes dispose du même temps d'antenne. Or la durée prévue par l'Assemblée nationale pour la séance d'aujourd'hui, n'est pas normale de leur imposer les contraintes d'une émission de télévision. M. Chaban-Delmas a troqué sa responsabilité de président de l'Assemblée nationale pour la casquette d'animateur de télé, oubliant que la discussion démocratique doit d'abord avoir lieu au Parlement.

THIERRY BRÉHER.

S'agissant de la libération des otages français détenus au Liban, M. Jospin a affirmé : « En démocratie, la fin ne justifie pas les moyens, et si je peux comprendre la nécessité de garder sur certains sujets complexes une part de secret, je m'associe aux questions posées par M. Jean-François Deniau (UDF) (le Monde du 4 décembre). M. Jospin s'est étonné du fait que M. Gardi ait pu être au départ de « la crise dramatique des ambassades », pour être ensuite déchargé de toute responsabilité dans les attentats qui ont frappé la France. Le député socialiste s'est demandé si « son dossier n'aurait pas été successivement alourdi puis allégé selon l'opportunité ». Il s'est également indigné de ce qu'un diplomate français ait pu être échangé sur un aéroport « comme un vulgaire espion, contre une personne sur qui, encore une fois, pesaient de lourdes charges ».

« Reste un dernier problème, a dit M. Jospin : le climat politique que certains cherchent à créer dans le pays à moins de cinq mois de l'élection présidentielle. Ils souhaitent voir la campagne brulée par des rumeurs, des affaires, des calomnies, pour dissimuler les vrais enjeux », a lancé M. Jospin avant de se voir retirer la parole par le président Chaban-Delmas, qui a estimé que la fin de son intervention avait sonné.

M. Jospin a assuré avoir retenu un mot, celui de la fin : « Le mot illusion ». « Vous avez voulu accrocher à votre opération tactique des problèmes de fond : la situation monétaire et boursière, les solidarités européennes, la sécurité, ce que vous appelez « le redressement économique » (...) par une politique de privatisations aventureuses sur laquelle vous avez omis d'informer les Français ; vous avez entraîné une partie de la petite épargne dans un véritable couloir d'avalanches. »

THIERRY BRÉHER.

L'HISTOIRE chez Fayard

620 p. 150F

L'ouvrage de Béranger devrait intéresser les militaires et même ceux qui ne le sont point... Ces pages illuminent en leur style particulier, sous un ciel d'orage et de canonnades, au moins deux gros tiers d'un long XVII^e siècle qui eut sa part de grandeur et de souffrances.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Education : Un dossier flottant

L'annonce par M. Chirac d'un projet pour l'école n'est pas une surprise : le premier ministre y a déjà fait plusieurs fois allusion publiquement. La formule utilisée de « plan de rénovation » semble toutefois moins contraignante que celle de « loi-programme » qu'il avait lui-même utilisée. De même en précisant que « le gouvernement adoptera le projet qui en découlera dans le courant du premier trimestre 1988 ». Il est clair que celui-ci puisse être discuté par le Parlement avant l'élection présidentielle (sauf à le réunir en session extraordinaire), comme il l'avait un moment envisagé (le Monde du 9 octobre).

Ces variations reflètent en réalité le petit jeu qui existe à ce sujet entre M. Chirac et M. Monory, depuis quelques mois. Sincèrement convaincu de l'importance du problème — et soucieux de restaurer une image fâcheusement ternie par les manifestations étudiantes de décembre dernier — M. Monory avait lancé, au printemps, l'idée d'un plan pour l'avenir de l'école, comportant des engagements financiers importants sur plusieurs années. Il comptait notamment peser avec ce dossier sur l'élection présidentielle, en obligeant les candidats de la majorité à se déterminer par rapport à lui. Sentant l'inconvé-

nient qu'il y aurait à laisser à d'autres un si bon sujet, M. Chirac s'en empara avec la fougue qui le caractérise.

Un moment désarmé par tant d'ardeur, M. Monory décida rapidement d'en profiter pour pousser les feux. Il enjoignit à ses experts d'accélérer, pour pouvoir présenter des propositions dès que le premier ministre aurait donné le coup d'envoi.

Ces grandes manœuvres se heurtent toutefois à quelques difficultés. D'une part les auteurs des études commandées par M. Monory ont du mal à suivre ce rythme d'enfer. D'autre part M. Valade, qui a adopté une formule plus lourde en convoquant une grande commission de soixante-dix membres, n'est pas encore en mesure de faire des propositions. Résultat : la conférence de presse que devaient tenir MM. Monory et Valade le 9 décembre a été repoussée « à une date ultérieure pour des raisons de calendrier ». Entre l'impatience des uns et la prudence des autres (à commencer par celle des finances), les lourdeurs administratives et les contraintes du calendrier, on comprend plus aisément le flottement du dossier.

F.G.

16 Rue Royale Paris

AVANT TRAVAUX

A l'occasion de la prochaine transformation de notre boutique, nous avons le plaisir de vous proposer exceptionnellement nos collections de bijoux exclusifs et de montres de marques à des conditions de prix particulièrement intéressantes.

CÉRÉSOLE WEMPE

JOAILLIER

11, fg Saint-Honoré, Paris 8^e.

12, rue Tronchet, Paris 8^e.

41, rue du Four, Paris 6^e.

Tour Montparnasse, Paris 15^e.

74, rue de Passy, Paris 16^e.

Party 2.

Lyon, La Part-Dieu.

صكنا من الاصل

Le Monde L'ÉDUCATION

- **FÊTES**
CE QUI BRANCHE LES JEUNES. Comment choisir judicieusement vos cadeaux de fin d'année ?
- **POUR LES PETITS**. Une sélection de livres, de disques et de jouets.
- **PARENTS**
PROFESSION : PARENT D'ÉLÈVE. Ce n'est pas une sinécure, mais les militants ont le feu sacré.
- **ENSEIGNEMENT**
LES MALHEURS DE L'ÉDITION SCOLAIRE. Le lamento des éditeurs est-il fondé ?
- **ENFANTS**
LES CLASSES DE DÉCOUVERTES NE SONT PAS DES VACANCES.

Numéro de Décembre : 78 pages - 13 F
En vente chez tous les marchands de journaux

Politique

Le débat au vingt-sixième congrès du PCF

L'intervention de M. Félix Damette a constitué la seule fausse note

La deuxième journée du vingt-sixième congrès du PCF, le jeudi 3 novembre, qui a lieu à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), en présence d'environ mille sept cents participants, a été entièrement consacrée aux interventions des délégués dans la discussion générale.

L'accord unanime avec la direction n'a été rompu que par M. Félix Damette, membre contestataire du comité central, qui a fait une intervention très critique à l'égard de l'équipe de direction, et par M. Jacques Casanovita, premier secrétaire de la fédération de Corse-du-Sud, qui, avec beaucoup de doigté, s'est penché sur la période 1981-1984 telle qu'elle a été vécue par le PCF ainsi que sur « la vie démocratique » du parti. Le premier a eu à subir quelques vociférations vites réprimées et n'eut droit qu'à de très maigres applaudissements, alors que le second — il a fermement condamné le

« terrorisme » en Corse — a eu plus de succès y compris auprès des hauts dirigeants qui occupent la tribune.

La séance du matin, présidée par M. Henri Krasucki, membre du bureau politique et secrétaire général de la CGT, s'est achevée sur une intervention de M. Egor Ligatchev, accueilli par une longue ovation. Le numéro deux du PC soviétique, qui a accordé un entretien au *Monde* (du 4 décembre), a plaidé, avec ferveur, pour le désarmement, en proposant de tenir « une table ronde européenne » sur la sécurité. Il a offert au congrès, une maquette du croiseur *Aurore* qui, en 1917, donna le coup d'envoi de la révolution d'Octobre.

Au cours de la séance de l'après-midi, présidée par M. Claude Jaguier, l'un des « dix étages de Billancourt », plusieurs orateurs, dont notamment MIM. Alain Bocquet

et Jean-Claude Lefort, membres du comité central et respectivement premier secrétaire des fédérations du Nord et du Val-de-Marne, ont répondu, brièvement mais définitivement, à M. Damette. Les congressistes ont également réservé un accueil enthousiaste à M. Alvaro Cunhal, venu donner le salut du PC portugais qu'il dirige.

Après que M. Reg September, dirigeant de l'ANC d'Afrique du Sud, fut intervenu à la tribune et qu'un message de M. Pierre-André Albertini, ancien coopérant qui fut emprisonné pendant dix mois au Caïrol, eut été lu aux congressistes, l'immense salle des sports de Saint-Ouen a été envahie par plusieurs centaines de jeunes communistes qui ont investi la tribune et délivré un message de soutien à M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle. Cette atmosphère bon enfant de fin de journée a tranché avec l'austérité de l'ambiance générale de la discussion.

payer pour la pureté de la ligne de classe », a ajouté M. Damette.

Selon lui, « l'enfermement dans l'échec remonte au vingt-cinquième congrès », qui « a éliminé les questions essentielles ». Il a estimé que le PCF est « en voie de marginalisation » dans la classe ouvrière et la jeunesse. « Il nous reste à inventer un réalisme révolutionnaire », a-t-il lancé.

« Je considère que depuis le dernier congrès, le fonctionnement directionnel s'est gravement dégradé », a poursuivi M. Damette. « Je pense en particulier à ce qui est advenu des camarades ayant voté les textes et qui se sont interrogés, comme le camarade Claude Popereau, sur la fonctionnalité de la direction et sur l'application des orientations du congrès. »

Soulignant que ce membre du bureau politique « a été conduit à la démission » au début de l'année, il a indiqué : « Claude Popereau a enfilé la règle non écrite qui interdit aux responsables de poser ce genre de questions dans les organes de direction du parti. » L'orateur a engagé les dirigeants à « regarder les échecs en face » et à « parler vrai à un parti majeur ».

La « juquinisation »

Les délégués du PCF sont en train de tenir un tour de force informatif. Ils consacrent une partie non négligeable de leur temps à un homme dont la candidature présidentielle ne les « concerne pas » tout en rendant responsable le « mensonge de « juquinisation » leur congrès.

Qui d'autre que M. Georges Marchais s'est fait à plusieurs reprises, dans son rapport introductif, à son ancien porte-parole, accusé de trahison pour le PS ? Qui a révélé les ramifications romaines et simoniennes d'un complot ourdi par M. Marcel Rigout ? Qui d'autre que le premier secrétaire du Val-de-Marne, fédération de M. Marchais, a comparé l'ancien ministre à « un petit glorieux sous-marin jaune » qui complotait, selon lui, autour d'un candidat à l'élection présidentielle ? N'est-ce pas un délégué qui parla du « candidat anti-communiste », Pierre Juquin, et un autre qui engagea les maires communistes à « clairement » annoncer publiquement leur choix pour l'élection présidentielle ? Les exemples ne manquent pas qui montrent l'iniquité de la direction face à un candidat qui, officiellement « ne représente rien » dans le parti.

A la différence du précédent congrès, ce n'est pas de l'appareil militaire que l'équipe de M. Marchais a peur, c'est de l'électorat communiste. Une crainte un peu plus grave, puisque le parti court le risque d'être réduit à un appendice de la vie politique. Une mutinerie interne peut toujours être menée ou contenue, mais une belle illustration. Et si quelques rebelles restent encore dans les cales, il est possible, sinon souhaitable, de les déloger. Il reste que cette opération ne nécessite pas une débâche d'énergie ou de moyens sur scène.

Alors qu'en février 1985 quarante orateurs tenaient lugubres d'immuabilité et spontanément de la salle, pour répondre, déjà, à M. Félix Damette, M. Juquin avait fait mieux avec une soixante-dixaine de propositions. Il ne s'en est pas trouvé un seul, cette fois-ci, pour émettre une sévère psychanalyse collective. Le prochain congrès a été réalisé sans bavure par M. Alain Bocquet, qui n'a « rien obtenu de neuf » dans les propositions de M. Damette, mais surtout « une analyse non marxiste ».

Cette façon de procéder semble montrer que la « normalisation » achevée, la direction s'attaque maintenant au « phénomène Juquin » dont elle avait probablement sous-estimé l'écho chez les délégués communistes. Elle engage ainsi une véritable course-poursuite pour la survie d'un parti qui a décidé de rester dans une opposition intransigente.

OLIVIER BIFFAUD.

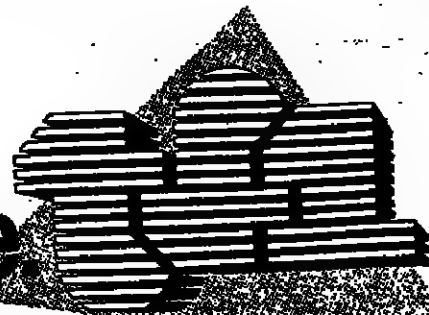
L'Info la plus événement.

Barre sur la Une.

7 SUR 7

AVEC ANNE SINCLAIR.
DIMANCHE 6 DEC. 19 H 00

Il n'y en a qu'une, c'est la Une



[The page contains faint, illegible markings and bleed-through from the reverse side.]

«Tout va très bien, Monsieur le Ministre»

**«Tout va très bien,
Monsieur le Ministre»**



Au fait, savent-ils encore que nous existons ?

belfond

صكذ من الاحل

Société

Après l'inculpation de M. Yvon Deschamps

Le juge d'instruction doit entendre huit responsables de sociétés impliqués dans l'affaire des fausses factures

LYON
de notre bureau régional

M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération du Rhône du Parti socialiste, conseiller régional, secrétaire général adjoint de la mairie de Villeurbanne, a été inculpé, jeudi 3 décembre, par M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, de complicité d'abus de biens sociaux, de complicité d'abus de confiance, de complicité de faux et usage de faux et de complicité de recel. Après les inculpations de M. François Diaz, président de la commission de contrôle financier de la fédération du Rhône et PDG du CERCO (Conseil, études et relations commerciales) et de M. Jacques Boyer, responsable de l'agence de publicité OPES (le Monde du 4 décembre), ce nouvel épisode était attendu.

M. Deschamps a déclaré à sa sortie du cabinet du juge qu'il était « désemparé » parce qu'il aurait, désormais, accès au dossier. « Mes relations avec M. Jacques Boyer étaient celles que pouvaient avoir M. Alain Méteux ou Michel Noir [tous de liste RPR aux élections régionales et législatives du Rhône en mai 1986] avec leurs publicitaires ni plus ni moins », a-t-il ajouté. M. Deschamps a également déclaré que la fausse facture est « l'univers politique aussi nécessaire que l'air pur l'est à un homme normalement constitué ». « J'attends », a-t-il ajouté, que M. Madelin soit entendu par un juge d'instruction.

An cours de l'après-midi de jeudi, M. Hamy n'a procédé à aucune nouvelle audition dans le cadre de cette affaire. Il doit cependant entendre les responsables locaux des entreprises au nom desquelles les huit vraies fausses factures étaient libellées.

Parmi les militants socialistes du Rhône et au-delà, l'émotion semble céder la place à une véritable indignation. « On en a assez de voir des gens qui ne paient rien, s'éclatent certains, estimant que si l'on veut faire du micro-

comme politique lyonnais un champ d'analyses quasi pédagogiques sur le financement des partis, il faut complètement « crever l'abcès ».

Tandis que les principaux colistiers de M. Raymond Barre lors des dernières élections font preuve d'une extrême discrétion, quelques-uns des animateurs de sa campagne de 1986 commencent à craindre que le scandale politico-financier finisse par les éclabousser. A Lyon, où les milieux de la communication, de la publicité, de la finance et de la politique sont parti-

culièrement imbriqués et où les relations d'affaires ou d'amitié ne correspondent pas forcément aux affinités politiques, l'opinion des enquêteurs de la brigade financière du SRPJ — qui ont déjà entendu des personnes liées à l'économie de la sphère socialiste — suscite davantage que des mouvements d'humeur. « Nous donnons à tout le monde, comme tout le monde », n'hésite plus à admettre un cadre dirigeant d'un établissement bancaire de premier plan.

ROBERT BELLERET.

● Un télégramme de M. Marcel Debarge à M. Yvon Deschamps. — M. Marcel Debarge, secrétaire national du Parti socialiste, fait part à M. Yvon Deschamps, inculpé dans l'affaire des fausses factures de Lyon, de sa « solidarité active », dans un télégramme qu'il lui a adressé jeudi soir 3 décembre. « Au cours de la réunion du bureau exécutif national, Lionel Jospin, en notre nom à tous, écrit Marcel Debarge, a exprimé amitié et solidarité à ton égard ainsi qu'à tous les militants du Rhône. Nous venons à l'exprimer, à notre tour, cette solidarité active, tant sur le plan personnel que politique. Tu peux compter sur nous. »

De leur côté, les parlementaires socialistes du Rhône ont affirmé, jeudi soir, leur « entière solidarité et amiti-

été » à M. Yvon Deschamps, et se sont étonnés dans un communiqué « de voir se développer en France deux poids, deux mesures ».

● Une déclaration de M. Queyrenne. — M. Jean-Jack Queyrenne, porte-parole du PS, s'est demandé, le jeudi 3 décembre, sur A 2, s'il n'y avait pas des « raisons politiques » à « l'acharnement » qu'on constate, selon lui, contre le PS à propos du financement des campagnes électorales. « Nous allons », a ajouté M. Queyrenne, dans les jours qui viennent, véritablement pousser l'interrogation sur ce terrain-là. Ve-t-on s'intéresser dans le Rhône aux autres listes ? Comment ont-elles financé leur campagne ? Ce sont de vraies questions. »

Les explications du président du tribunal de Paris sur l'affaire des « écoutes »

Des vérifications techniques avaient été opérées au cabinet de M. Michau pour s'assurer de l'absence de micros

L'annonce que M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, aurait surpris dans son bureau du palais de justice de Paris, en décembre 1986, des posers de micros (le Monde du 4 décembre), a suscité un grand émoi dans la magistrature. Apparemment, sans doute des faits étonnants, M. Michau s'est empressé de refuser à toute déclaration.

Jeudi 3 décembre, vers 15 h 30 — alors que l'information avait été publiée par Libération le matin — le magistrat instructeur était reçu par M. Robert Diet, président du tribunal de Paris. L'entretien dura près de deux heures. M. Diet devait ensuite diffuser le communiqué suivant :

« M. le président Diet a reçu, cet après-midi, M. Michau, premier juge d'instruction. A la suite de cette entrevue, il apparaît :

« Que les faits tels que relatés dans un quotidien paru ce matin sont inexacts ;

« Qu'à aucun moment, notamment, ce magistrat n'a surpris dans son bureau des personnes dans les conditions décrites par l'article en cause ;

« Que M. Michau a cependant été amené, à la fin de 1986, à la suite de la révélation de certains éléments d'informations sur son cabinet, à faire procéder à des mesures de détection à l'intérieur de son bureau, qui n'ont pas donné, à l'époque, de résultats probants. »

Un vrai-faux démenti

Apparemment, le communiqué du président Diet est un démenti. En réalité, il ne révoque pas l'émotion des hypothétiques « plombiers » de M. Michau. De l'aveu même de plusieurs interlocuteurs, au ministère de la Justice comme au ministère de l'Intérieur, il laisse dans l'ombre bien des mystères. Surtout, le Monde a obtenu confirmation, auprès du colonel Roquet, chef de la gendarmerie, chargée de la garde du palais de justice de Paris, que, un soir de décembre 1986, M. Michau

a exigé un contrôle d'urgence, en vue de rechercher une éventuelle « sonorisation » de son cabinet ainsi qu'une éventuelle écoute de sa ligne téléphonique. Ce contrôle a été opéré dans les heures qui ont suivi son appel par des « personnes qualifiées » — vraisemblablement de la DGSE — munies de « matériels très spécifiques ».

Voici donc toutes les questions que laisse en l'état le communiqué du président Diet :

« Pourquoi le juge Michau n'a-t-il pas démenti lui-même ? La hié-

rarothie judiciaire l'affirme. M. Michau n'a, à aucun moment, fait état de ses soupçons sur une éventuelle « sonorisation » de son cabinet. La logique voudrait qu'il prenne sur lui de démentir l'information de Libération, recueillie auprès de certaines sources par le Monde. Or, malgré une pression insistante de la haute magistrature du palais de justice, il s'y est refusé. L'entrevue avec le président Diet fut longue, pour aboutir à un communiqué qui ne laisse pas de laisser à penser que le juge d'instruction n'assume qu'indirectement. Elle fut aussi tardive. Directeur du cabinet de garde des sceaux, M. Paul-André Sadon ne cache pas son agacement, laissant entendre que la lumière sur une telle affaire aurait dû être faite très rapidement dans la machine.

« Quel fait ont alimenté les soupçons de M. Michau ? A bien lire le communiqué de M. Diet, il ne dément pas que des faits probants aient pu alimenter les investigations de M. Michau sur la confidentialité de son instruction. Il se contente de démentir la version donnée par Libération, selon laquelle le juge, au soir de décembre 1986, aurait vu des individus s'enfuir de son cabinet. Or le juge lui-même, dans des confidences faites à son entourage, a donné une version autrement précise, que le Monde a pu recueillir : l'attraction avec furtivité d'un micro découvert sur place, alerte donnée immédiatement à la gendarmerie du palais, coup de téléphone à un magistrat de patronage... A moins que M. Michau ne soit à l'origine d'une version fantasmatique, il y eut donc bien autre chose que « la révélation de certains éléments d'informations sur son cabinet », selon la formule du communiqué de M. Diet.

« Quel a été le rôle de la gendarmerie chargée de la garde du palais ? Le colonel Roquet reconnaît avoir organisé un contrôle d'urgence du cabinet du juge Michau, sur la seule demande de celui-ci. Même si le colonel invoque la « confiance » qu'inspire ce magistrat aux gendarmes du palais, la procédure hiérarchique suivie étonne : le président du tribunal pas plus que le premier président — légalement chargé de l'ordre au palais de justice — n'ont été, semble-t-il, alertés. M. Roquet affirme ne pas connaître les faits qui ont pu alermer le juge. Toutefois, est-il que ce contrôle fut réalisé dans les heures qui ont suivi. Au sein de l'armée, seule la DGSE possède les matériels « très spécifiques » qui permettent de détecter des écoutes ou une sonorisation (pour la police nationale, c'est l'antenne service de renseignement — la DST — qui les détient). Le colonel Roquet assure avoir « rendu compte à ses supérieurs ». Or, au ministère de l'Intérieur comme à celui de la Justice, on affirmait que la direction de la gendarmerie nationale ne détenait « aucun élément » sur cette affaire.

« Pourquoi les magistrats du palais craignent-ils tant une « sonorisation » de leurs bureaux ? Aucun haut magistrat n'a d'ambles totalement exclu qu'une pareille mesure ait pu survenir, alors qu'il s'agit, à tout le moins, de faits graves. M. Yves Monnet, procureur général, et M. Michel Reynaud, procureur de la République, ont eux-mêmes demandé au service du ministère de l'Intérieur de procéder à un contrôle de leurs bureaux en février 1987. Ces « opérations de sécurité électronique » ont été opérées par la DST, les 14 et 17 février dernier, dans les bureaux du parquet général et du parquet de Paris, en présence du secrétaire général adjoint du parquet de Paris, et se sont étendues aux huit bureaux des proches collaborateurs — de MM. Monnet et Reynaud.

Curieuse ambiance. Même si aucun fait n'est, pour l'instant, établi, le fait que les magistrats de Paris admettent de telles éventualités est, en soi, inquiétant. Jeudi après-midi, au Palais de justice, nombreux étaient les magistrats qui déclaraient les pratiques, préchant même que « les dispositifs utilisés seraient difficilement détectables, surtout s'ils ont été placés lors des travaux récents de rénovation ».

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

Il faut être aussi mauvais joueur que M^{me} Thatcher ou les Etats-Unis pour aller chercher noise à la France sur les conditions dans lesquelles a été obtenue la libération partielle de ses otages au Liban.

Est-il besoin de ressortir l'insupportable querelle sur la fin et les moyens, alors que deux vies sont sauvées et que, peut-être, demain, trois autres le seront ? Fût-ce au prix de beaucoup d'argent, qui d'ailleurs n'est dû : fût-ce au déshonneur de la livraison de pièces détachées à usage militaire, dont le refus n'eût pas soulagé d'un degré les populations qui ploient sous le feu de la guerre que se livrent leurs Etats ; fût-ce au déshonneur de l'image d'une institution qui n'est pas à une tache près ?

Soudoyée, méprisée, vilipendée, injuriée, soupçonnée, parfois même violée, cette chère vieille dame n'a-t-elle pas fait la preuve qu'elle était invulnérable et immortelle, aussi vierge que les pucelles de Sade, aussi digne dans les revers que ces carmélites de Compiegne dont Bernanos fit un Dialogue ? La justice a-t-elle jamais quoi que ce soit à voir avec ce dont on l'accuse, comme à plaisir, comme par habitude ? De sorte que même quand elle dispose d'un alibi de béton, il n'est jamais personne pour douter qu'il soit donné par complaisance ou obtenu par fraude.

Même si M. Wahid Gerdji était blanc comme neige, innocent comme l'enfant qui vient de naître, aussi pur qu'une veste, plus limpide que l'eau claire, miraculeusement épargné par l'affreux attentat judiciaire qui se préparait, il ne se trouverait personne pour croire qu'il en était ainsi.

Même si le parquet n'existait pas et que nulles réquisitions douteuses n'aient jamais émané de lui ; même s'il était avéré que M. Boulouque ne s'est prononcé qu'au regard des faits pour délivrer sa carte d'embarquement à l'interprète iranien, que sa conscience de juge est sans reproche et que son sommeil est plus léger depuis qu'il a laissé un innocent en liberté, il ne se trouverait personne pour croire qu'il en fut ainsi.

Même si la justice l'a emporté, conformément à de vieilles promesses de M. Chirac ; même si la justice a entendu qu'elle voulait entendre, dans les conditions qui sont ordinairement les siennes, à l'abri des influences qui sauraient voulu peser sur son cours, il ne se trouverait personne pour croire qu'il en fut ainsi.

Une fois encore, encore une fois, une de trop, la justice paraît être le bras séculier du pouvoir politique, son agent, son allié, son soutien.

Telle est la seule vérité à laquelle l'opinion est encline à ajouter foi, que les observateurs soient de droite ou de gauche, qu'ils le disent ou qu'ils le taisent, que leur métier les dicte de ces verités, ou qu'au contraire il les y plonge, les magistrats par exemple.

La coupe est pleine, et les commentateurs n'y sont pour rien, dépassés qu'est désormais leur sévérité par l'affront public et international que les autorités ont infligé, pour la bonne cause, à l'institution judiciaire.

Mais, par un de ces mouvements récurrents qui l'affectent comme n'importe quelle autre, la liste devient longue de ses décisions qui, neutres parce que la loi l'affirme, déçoivent un si fort fumet d'opportunité que les plus mesurés se prendraient à douter.

Ne revenons pas sur l'affaire Droit, puisque la Cour de cassation n'a pas dit son dernier mot et qu'il ne faudrait surtout pas lui donner le sentiment que des pressions s'exercent sur elle. On sait qu'elle ne souffre rien en ce domaine, pas même que soient relevées des coïncidences. Convenons pourtant que si M. Grallier n'avait pas inculpé

M. Droit, la Cour de cassation en eût été encore plus satisfaite que l'intéressé, sinon préalablement rassérénée.

La décision du tribunal de Bobigny à propos du pilotage des Airbus s'appuie sur une jurisprudence trop nette pour trouver à y redire sur le chapitre du droit. Elle a certes déçu les candidats grévistes, étonné des juristes de profession ou d'occasion, cela est sans portée. Etonner, déplaire, ce ne sont pas des arguments suffisants pour qu'une décision de justice devienne soupçonnable. Même si elle n'en demeure pas moins, au sens premier du mot, discutable.

On le sait bien, lorsqu'il y a matière à s'étonner vraiment, ce n'est pas de la décision elle-même que viendront les indices. Il faut les débrouiller plus tôt, au plus discret des procédures préliminaires, dans ces conversations dont nul procès-verbal ne transcrit le contenu, dans ces délibérations dont la loi protège le secret, du côté de ces réquisitions, ou de ces absences de réquisitions, de ces ordonnances, de ces refus d'informer, de ces gardes à vue qui n'en sont pas, sur les marges de ces instructions qui démentent au grand galop pour tomber bientôt au pas d'une rosse, dans les canots d'adresses de bijoutiers gardés comme des joyaux, ou dans ceux de Radio-Notre-Dame, dossier manipulé comme une marmite bouillante dont on ne sait que ragot et rumeur. Heureusement que la justice est aveugle ! Que ne serait-elle pas contrainte de voir si son bandeau lui glissait des yeux !

Croire

Il faut cependant être raisonnable et convenir que cette addition d'affaires est, pour ce qui touche à la rigueur du raisonnement, un amalgame de problèmes difficilement comparables entre eux.

L'affaire Droit est franco-française, l'affaire Luchaire franco-franco-internationale et l'affaire Gerdji internationalo-française. A mesure que le centre d'un dossier s'éloigne géométriquement du cabinet d'instruction, à plus forte raison si son centre est au-delà des frontières, la compréhension du juge est davantage sollicitée. On sait ce que cela veut dire.

Supposons même qu'il n'y ait pas eu, ou qu'il n'y ait plus d'otages dont la vie soit menacée, mais que des intérêts diplomatiques (donc économiques) de la taille que l'on sait soient en jeu, la marge de manœuvre du juge est alors inversement proportionnelle aux intérêts en cause. C'est une illusion de croire qu'il puisse en être autrement.

Est-ce choquant ? Plus ou moins. Mais il ne faut pas se laisser aller à dire que c'est plus forte raison si son centre est au-delà des frontières, la compréhension du juge est davantage sollicitée. On sait ce que cela veut dire.

REN sûr, le danger est au coin du bois et l'on connaît son nom, même si son contour demeure le plus souvent flou : la raison d'Etat. Le vif mot est fléchi qui fait frémir le cœur des démocrates, cependant que de plus en plus de voix se lèvent en faveur de la raison d'Etat.

Ne revenons pas. Le scandale n'est pas qu'il existe une raison d'Etat mais que ce principe

puisse couvrir des actions qui n'en relèvent pas : par exemple le « secret défense » du passeport Chailier, pour revenir un moment sur une affaire (provisoirement ?) passée au second plan du théâtre.

Il serait naïf de croire, ou imbécile de faire croire, qu'il ne se rencontre pas des situations importantes, mais en même temps si confuses, si embrouillées, si compliquées que les règles ordinaires n'apportent pas la solution, ou au contraire l'empêchent ou la contournent.

Si M. Boulouque, arc-bouté sur son code et ses indices (peut-être douteux, soutient-on aujourd'hui, mais qui contre d'autres eussent été jugés suffisants), n'avait rien voulu comprendre, il y aurait encore cinq otages, français quelque part en Orient et nul espoir que leur nombre fût réduit à zéro. On ne peut guère dire plus au jour d'aujourd'hui.

Le reste est affaire de limites puisque, par définition, la raison d'Etat ne se définit pas. Même l'article 16 qui est la première mention de quelque chose qui y ressemble dans une Constitution française n'en donne qu'un aperçu incomplet, imparfait.

Par nature, la raison d'Etat appartient à l'appréciation de l'homme d'Etat : président de la République, à la rigueur premier ministre. Un ministre ne peut l'invoquer car il gère, non pas un fragment de l'Etat, qui ne se divise pas, mais une administration. Et si le prétend toutefois, ce n'est que par abus, pour mieux habiller un « coup », fût-il bien intentionné, une magouille, fût-elle opportune, ou une « affaire réservée », comme les quakers du même nom.

La raison d'Etat implique que l'injure faite aux lois ne profite qu'à l'Etat, mais pas à ceux qui l'occupent, pas davantage à qui que ce soit de particulier, ou qu'alors on soit ostensible, comme on vient, avec bonheur, de le voir. En priant le ciel que les prédictions pessimistes de M^{me} Thatcher et des Américains ne soient que l'expression de leur humeur et que, par le fait de ces tracas, demain ne se révèle pas pire que n'est hier.

LES manifestations de soutien à un inculpé sont choses courantes lorsque celui-ci appartient à une profession organisée. Elles sont qualifiées de « corporatistes » par ceux qui les dénoncent, dites « de solidarité » par ceux qui les conduisent. Les journalistes y recourent parfois et les agriculteurs en sont les champions.

Mais si ceux-ci ne causent ni ont en charge l'ordre public, le respect des lois et des institutions et en particulier de la justice. Les commissaires de police, si, dans leurs fonctions de police judiciaire, sont sous la dépendance des magistrats. La réunion de deux cents d'entre eux sous les fondus du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Sécurité, pour le seul fait qu'un de leurs collègues a été inculpé, est dès lors scandaleuse, l'absence de réaction des pouvoirs publics indignes, si ce n'est inquiétante.

Verra-t-on bientôt les légionnaires défilant devant le ministère de la Défense pour protester contre la récente inculpation de deux des leurs, et M. Giraud recevoir sans façon une délégation de ces protestataires ?

P.S. — Selon une formule qui devrait valoir l'immortalité à M^{me} Françoise Groux, son auteur : « On ne tire pas sur une ambulance. » Ergo : on ne tire pas sur M. Hamy.

(1) — Il doit être évidemment entendu que l'autorité indéniable de l'Etat est soumise tout entière au président par le peuple qui l'a élu, qu'il n'existe aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire qui ne soit conférée et maintenue par lui. Ce propos du 3 mai 1961 ne pouvait passer en compte la collaboration.

Le Monde SANS VISA

affaire des «écoutes»
été opérées
absence de min

Elle a reçu, en ap-
page d'instruction, à la
l'apparait :
à l'été que relaté dans le
l'ont accusés :
l'ont, notamment, de
l'ont son bureau des
l'ont par l'art de
l'ont « cependant l'ont
l'ont de la révélation de
l'ont servies à son
l'ont de détection
l'ont, qui n'est pas dans
l'ont.

La Ruhr, un sacré-mo-
cois de terre alle-
mande. Depuis quelques mois,
c'est le slogan adopté par les
municipalités de la Ruhr pour
faire la publicité de leur région,
cœur industriel de l'Allemagne
menacé d'infarctus. Aimée un
peu, parfois beaucoup, jamais à la

par Marie-France
Calle

"DAS Ruhrgebiet, ein starkes Stück Deutschland", la Ruhr, un sacré-mo-cois de terre allemande. Depuis quelques mois, c'est le slogan adopté par les municipalités de la Ruhr pour faire la publicité de leur région, cœur industriel de l'Allemagne menacé d'infarctus. Aimée un peu, parfois beaucoup, jamais à la

La Ruhr entre au musée

folie, la Ruhr a besoin de se refaire une image. Un lifting qui passe aussi bien par la reconversion industrielle que par la transformation d'une région minière en territoire culturel, sans oublier la mise en valeur d'une nature finalement plus verte et riant qu'il n'y paraît. « 63 % de forêts et de pâturages », « De la mine à la culture », « La Ruhr, espace culturel et de détente », les slogans ne manquent pas. Mais où est la révolution de la Ruhr en 1987 ?

La Ruhr, à première vue, c'est d'abord un réseau d'autoroutes particulièrement compliqué. Oberhausen, Essen, Bochum, Gelsenkirchen, Dortmund... Et des paysages de fumée sombre qui endeuillent un ciel déjà bien bas d'ordinaire. Mais le drame de la région, c'est peut-être davantage de vivre sur des déchets à la Zollverein qui ne lui correspondent plus tout à fait. Les puits fermés en à un et les anciens mineurs n'ont plus qu'à se reconverter... ou à prendre leur retraite anticipée. Les mines construites il y a plus de cent ans deviennent des musées.

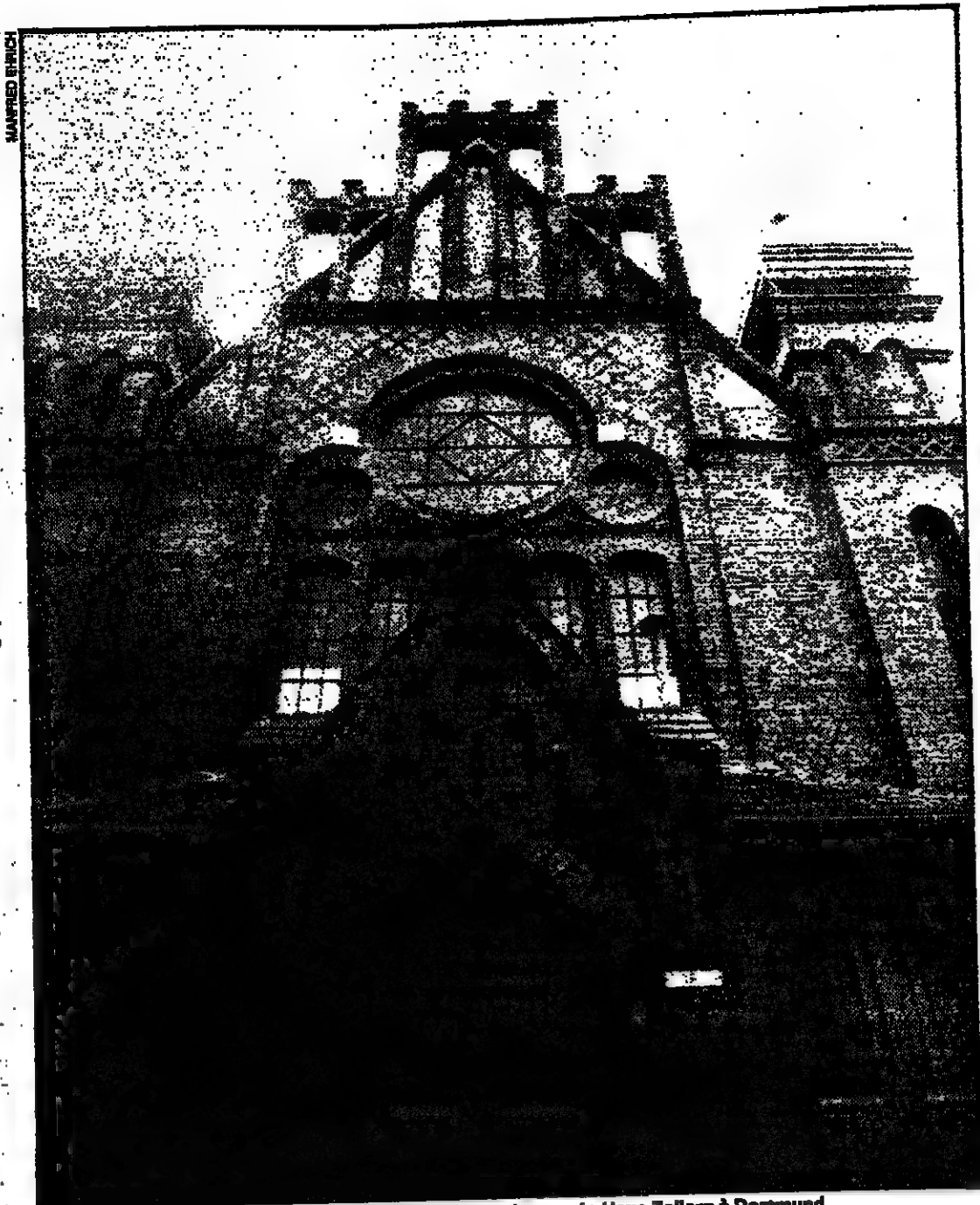
La Zollverein, monument historique

Et pourtant, même si la Ruhr n'est plus un vaste coron, elle en garde une nostalgie aimable faite de chaleur humaine, de souvenirs des luttes ouvrières, d'histoire du travail et de l'industrie. « C'est la fin d'une époque », ainsi s'exprime Hans Hoffmann. Cela fait trente-cinq ans qu'il fréquente la mine. En 1952, il était apprenti mineur. Il s'est fait tout seul et il a pris des galons, mais toujours dans les puits. Il est devenu porion. Le 23 décembre 1986, le dernier wagonnet de charbon de la mine Zollverein 12, au nord d'Essen, a été remonté au jour. Le dernier transport, qui aurait dû être pour Hans Hoffmann le dernier jour de travail. Mais chez les mineurs, on est sentimental, et les employés du porion l'ont maintenu à son poste jusqu'au 2 avril 1987 pour qu'il puisse fêter ses trente-cinq ans de bons et loyaux services.

A cinquante ans, Hans Hoffmann a le choix entre aller travailler ailleurs — à 40 kilomètres d'Essen, au nord de la Ruhr, là où les puits fonctionnent encore — ou s'arrêter. Il ne sait pas encore ce qu'il fera de ses journées, mais il a

choisi la retraite anticipée. Quant à la Zollverein, la dernière mine de charbon d'Essen, elle deviendra monument historique à la gloire de l'industrie des dix-neuvième et vingtième siècles. Encore le puits d'Essen est-il mort de sa belle mort, épuisé. Il faudrait creuser 40 mètres plus bas pour trouver 1 million de tonnes de charbon. Mais qui en a besoin aujourd'hui ? L'investissement pour le forage serait hors de mesure avec le rapport financier.

Moment historique, la Zollverein mérite bien ce titre. Elle



Le musée Haus Zollern à Dortmund.

aujourd'hui dans l'architecture des reliques de cette époque cosue où patrons et ouvriers vivaient de près ou de loin du charbon : maisons confortables et aux ornements sophistiqués de style wilhelminien, en particulier.

Le choc du pétrole et du gaz

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, c'est la crise, la concurrence du pétrole et du gaz. Jamais la Ruhr ne se remettra vraiment de ce changement. En 1973, lors du premier choc pétrolier, la région connaît un regain d'activité ; même chose lors du second choc pétrolier en 1979. Mais il s'agit là des derniers sursauts d'un moribond. Tout en le sachant parfaitement, les promoteurs de la Ruhr demandent à la population de continuer à se battre pour que vive la région. « Il faut garder confiance », disent-ils. Leur seul espoir aujourd'hui, c'est la reconversion. Elle se fait pourtant bien lentement ; malgré la coûteuse campagne publicitaire des municipalités, la Ruhr n'attire pas grand monde.

Aussi il y a la culture. On organise des concerts de rock dans les usines désaffectées, et les anciennes mines sont en passe de devenir des musées. L'époque industrielle passe irrémédiablement à la postérité.

Les anciennes mines, les usines, se partagent aujourd'hui entre centres culturels alternatifs et musées. Quand on y joue du rock, c'est du hard, et quand on y invite des troupes de théâtre, c'est généralement de l'avant-garde. La connotation politique de ces centres culturels qui ont réorganisé et occupé les immenses bâtiments désaffectés a parfois engendré des conflits avec les municipalités.

C'est le cas à Essen dans l'ancienne mine Carl. La municipalité social-démocrate a financé en grande partie l'organisation du centre, essentiellement pris en charge par des travailleurs au chômage, des enseignants sans emploi également. Ce qui ne signifie pas forcément qu'elle en a accepté l'orientation politique. C'est qu'on ne se contente pas de musique et de théâtre à l'ancienne mine Carl. On y organise des

débats sur des thèmes comme l'opposition au nucléaire, le rôle des femmes dans la politique... On y dispense des conseils aux objecteurs de conscience qui ne savent pas comment s'y prendre pour ne pas faire leur service militaire. On y a installé aussi des groupes d'aide aux enfants turcs pour les seconder dans leurs travaux scolaires, une tâche que ne peuvent pas remplir les parents qui possèdent mal la langue allemande.

« Nous ne sommes pas acceptés », explique l'un des responsables du centre. Les sociaux-démocrates d'Essen sont conservateurs, ils ne nous aiment pas. Pour eux, nous sommes des Verts, des communistes, des anarchistes bruyants. En 1984, le centre reçoit le Prix national des monuments historiques pour avoir sauvé la mine Carl de la démolition ou de l'abandon. Les lauréats refusent de se présenter à Bonn pour recevoir le prix. Ils entendent ainsi protester contre la politique du gouvernement fédéral envers les étrangers. « On nous a alors traités ici de parasites d'extrême gauche », raconte l'un d'eux. Entre-temps, les choses se

Essen,
Bochum,
Dortmund.
Sur la Ruhr,
les Allemands
ne cassent pas
leurs usines.
Ils les ouvrent.

sont un peu arrangées. « L'art d'avant-garde est devenu plus familier aux membres du conseil municipal et les problèmes sociaux sont acceptés comme des réalités dont il faut tenir compte. » Les alternatifs parlent encore d'une « solidarité critique »...

Les enfants du « Kohlenpott »

Le projet d'un musée de l'industrie connaît un développement plus serein. Certes, il est le signe irréfutable que les légendaires « gueules noires » de la Ruhr, les enfants du Kohlenpott, comme on les appelle ici, sont entrés dans l'histoire. Mais cette histoire, le Musée de l'Industrie de Westphalie se donnera pour tâche d'en témoigner comme l'explique son directeur déjà nommé, Helmut Bönnighausen : « Prenez le système de lavage des bateaux de Heinrichsburg : économiquement, il n'est plus viable, mais c'est un chef-d'œuvre technique, un véritable monument historique. Il explique l'histoire des transports de la région. Seulement, il ne suffit pas de restaurer un monument comme celui-ci et de le livrer à l'admiration du public sans explications. Un monument de caractère technique ne s'explique pas de lui-même. Il faut créer une institution qui restaure et entretienne le monument en question et qui en explique le sens au public. Et ce ne peut être qu'un musée. »

Il sera essayé en sept points de la Ruhr parce qu'il est constitué essentiellement d'anciens bâtiments, puits de mine ou réalisations techniques historiques — comme le système de lavage de Heinrichsburg à Waltrop.

(Lire la suite page 16.)

TUNISIE CONTACT

le spécialiste de la Tunisie Amie

• une longue expérience,
• un grand choix d'hôtels et de circuits
• des voyages à la carte et des week-end

RÉVEILLON AU CLUB SANGHO ZARZIS
1 semaine à partir de 3.950 F
Tout compis Paris/Paris

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
42.96.14.23 - 42.96.02.25

ENQUETE

La Ruhr entre au musée

(Suite de la page 15.)

Le Musée de l'Industrie de Westphalie est un mélange de bâtiments, de paysages et de témoignages humains. Sept sites, des paysages en friche dans lesquels se dresse l'architecture très belle de ces ouvrages de l'industrie construits comme des châteaux : Bochum, Dortmund, Witten, Bocholt, Waltrop, Lage, Gerneheim.

La plus imposante de ces constructions est l'ancienne mine de Dortmund. Conçue par un architecte de Gelsenkirchen, Paul Knobbe, elle fut réalisée entre 1898 et 1904. Elle possède tous les éléments architecturaux du tournant du siècle, période fortement influencée en Allemagne par le gothique en briques du nord du pays. A ce néogothique se mêlent des influences baroques, romantiques et classiques. La mine de Dortmund-Bövinghausen, qui porte le nom de Zollern, devait être une mine modèle. A ce titre, elle fut construite pour être à la fois un objet de production et de représentation. L'architecte s'est inspiré pour ce faire des châteaux baroques : une allée de platanes et une cour d'honneur donnent à l'ensemble la majesté requise. Avec sa salle des machines d'une rare beauté, la mine Zollern offre un exemple typique du style fin de siècle. Les vitraux enchâssés dans de gracieuses squelettes d'acier.

C'est dans les locaux de la mine Zollern que se trouve le « cerveau » du Musée de l'Industrie.

C'est là que seront installées l'administration, les archives, la bibliothèque et que seront préparés les catalogues et les expositions qui auront lieu dans les six autres points qui constituent le musée. Un musée dont le sens est non seulement de montrer des chefs-d'œuvre architecturaux mais aussi comment ont vécu les mineurs, les ouvriers de la Ruhr, leurs conditions de travail. Cela implique de longues recherches, des entretiens avec les anciens mineurs, les anciens souffleurs de verre, les anciens ouvriers du textile.

Le « Bayreuth du prolétaire »

Actuellement, l'équipe de M. Böninghausen collectionne les objets retrouvés chez les familles de la région. On reconstituera également sur le site de Gerneheim des habitations identiques à celles qu'occupaient les souffleurs de verre au dix-neuvième siècle. Elles offrent une particularité intéressante : toutes possédaient une chambre sans fenêtre, dite « chambre noire ». Les souffleurs de verre travaillant en équipe, il leur arrivait de passer des nuits entières à la soufflerie. Travail épuisant qui nécessitait un repos total le jour, d'où la « chambre noire ».

A Gerneheim également, les responsables du musée ont l'intention de produire des objets en verre en respectant scrupuleuse-



Le parc Westphalien à Dortmund. Au fond, les usines Hoescht.

ment les conditions de fabrication du dix-neuvième siècle. Pour ce qui est des mines et des mineurs, Helmut Böninghausen veut insister sur le changement des mentalités intervenu entre 1850 et 1900, époque du plus grand essor industriel de la Ruhr. « On est alors passé en particulier d'une structure de village à une structure urbaine », explique-t-il. Il y avait également la misère, l'alcoolisme parfois, les conflits sociaux qui n'ont pourtant jamais été aussi violents qu'en France à la même époque.

A Bochum, l'une des pièces les plus imposantes du musée s'appelle la tour Malakoff. Elle fait partie de la mine Hanover. Le nom de Malakoff vient de la guerre de Crimée, la première guerre dont les mineurs aient entendu parler... par la presse. On disait qu'à Sébastopol il y avait un fort appelé fort Malakoff, et dans l'imagination des mineurs, ce fort

ressemblait à la tour de leur mine, impressionnante avec ses créneaux. La télévision n'était pas là pour les contraindre.

Autre témoignage du lien étroit qui unit culture et industrie dans la région : le Festival de la Ruhr qui se déroule tous les ans à Recklinghausen. Le coup d'envoi en est systématiquement donné le 1^{er} mai pour bien montrer qu'il est conçu par les ouvriers pour les

ouvriers. Les principaux promoteurs en sont les syndicats, en particulier la centrale syndicale ouest-allemande DGB. C'est le DGB et la municipalité de Recklinghausen qui financent en grande partie le festival, qui reçoit également des subventions du Land de Rhénanie-Westphalie et du gouvernement fédéral. Ce festival, qui a eu quarante ans cette année, a souvent été nommé le « Bayreuth du prolé-

taire ». « Ce que nous voulons en fait, explique Fred Eckhard, responsable syndical et du Festival de la Ruhr, c'est jeter un pont entre le monde du travail et celui de l'art. Essayer de gagner à la culture tous ceux qui ont fait des études trop courtes pour avoir une idée de ce que l'on appelle la culture. » Il y a quelques mois, des rumeurs couraient selon lesquelles le DGB aurait l'intention de se retirer du Festival de la Ruhr. Faute d'argent. Démenti formel de Fred Eckhard : « Il faut bien voir que les syndicats se sont battus pour que les ouvriers aient davantage de loisirs. Il faut alors réfléchir sur ce que l'on peut faire de ce temps libre. Les syndicats ont une mission culturelle à remplir, que le Festival de la Ruhr remplit en partie. »

Reste enfin un pari à gagner pour les promoteurs de la Ruhr : prouver que l'on peut y faire provision d'air frais. L'exemple le plus impressionnant est le parc de Mattlerbusch : 380 000 mètres carrés d'eau, de champs et de bois. Une vaste portion de nature à l'ouest de la Ruhr, organisée en parc de loisirs et de détente avec piscines, saunas, terrains de sports, tennis, équitation... et géologie pour les amateurs. Charbon oblige !

MARIE-FRANCE CALLE

L'INC et les vacances gâchées

A la suite de la publication de l'enquête intitulée « A la suite des vacances est... » dans le Monde du 23 octobre, M. Daniel Guédon, chef du service juridique de l'Institut national de la consommation (INC), nous fait parvenir les précisions suivantes :

En général, les consommateurs qui ont acheté un voyage à forfait et qui ont été lésés ne peuvent être indemnisés, en raison de la subjectivité des prestations et de la difficulté d'apporter la preuve des prestations non fournies. Ils devraient d'abord mieux connaître leurs droits et suivre certaines règles de prudence.

La remise d'un document concernant les conditions générales régissant les rapports entre l'agence de voyages et son client est obligatoire lors de la vente de

plusieurs prestations liées au même voyage ou séjour. Dans ce document doit apparaître l'ensemble des caractéristiques du voyage (transport, hôtel, etc.). Ce contrat permettra d'engager intégralement la responsabilité de l'agence de voyages et du consommateur qui en aura accepté le contenu. Outre les mentions obligatoires, l'acheteur peut demander à ce que figurent sur ce document d'autres éléments qu'il considère comme déterminants (une excursion ou le lieu de résidence, par exemple).

Ces précisions devraient faciliter la mise en cause de l'agence en cas de mauvaise exécution du voyage. Néanmoins, des difficultés peuvent naître lorsqu'il s'agit de réparer le préjudice subi.

A ce sujet, il est intéressant de connaître le mode d'évaluation préconisé par l'INC et repris par un jugement du tribunal d'instance de Paris du huitième arrondissement.

Le tribunal a estimé à trois le nombre des journées de vacances perdues ou en cours desquelles les prestations ont été mal exécutées ou non exécutées. Il a donc affecté un calcul au prorata des jours « gâchés ». Ainsi le prix d'une croisière étant de 13 426 F et sa durée de neuf jours, le tribunal a condamné l'agence à rembourser à ses clients mécontents 4 475 F pour le préjudice à la fois matériel et moral. Il serait souhaitable que les professionnels s'inspirent de ce jugement pour les règlements amiables.

SKIEZ MOINS CHER!



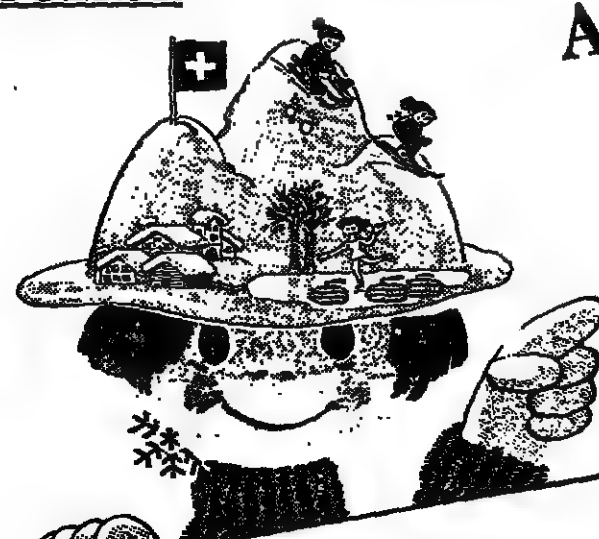
36 15 ACE

INFOPRIX-NEIGE

HÔTELS, LOCATIONS
REMONTÉES MÉCANIQUES
ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION, DE LA CONCURRENCE ET DE LA PARTICIPATION

SUISSE



Alpes

Château-d'Oex
Les Diablerets
Les Mosses
Leysin
Villars

Jura

Saint-Cergue
Sainte-Croix/
Les Rasses
Vallée de Joux

Votre lieu de rencontre hivernal

Dans un cadre superbe,
des stations parfaitement équipées



Canton de Vaud
(Région du Léman)

- Réservations: Agences de voyages et Offices du tourisme
- Renseignements: Office National Suisse du Tourisme
11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. (01) 47 42 45 45
- Office du Tourisme du Canton de Vaud (Région du Léman)
60, Av. d'Origny, CH-1006 Lausanne, Tél. 1841-21-27 72 02

Allez au Portugal

Pour les amoureux du Portugal
toute une semaine en liberté

2.430 F*

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou contactez:

la TAP Air Portugal - tél: (1) 42.96.16.09
ou le Centro de Turismo de Portugal
em França, 7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Une semaine. Prix par personne (sur base de 2 personnes) incluant le transport par la TAP Air Portugal
Paris/Lisbonne/Paris et la location d'une voiture.
(kilométrage illimité, assurances conducteur, taxes incluses).



"PARTEZ A LA RENCONTRE D'AUTRES PERSONNES: JESUS, SAINT-PAUL..."

NDS

D'AUTRES VOYAGES.



PELERINAGES, VOYAGES 1988

Chacun dans sa vie ressent la nécessité d'aller vers d'autres lieux, de faire d'autres rencontres. Partir vers ceux qui ont fait notre histoire, béni notre Foi, c'est le sens même du pèlerinage. De Jérusalem à Saint-Jacques de Compostelle, vers tous ces lieux où souffle l'esprit, NDS depuis 115 ans propose des pèlerinages en petit groupe, en avion, en bateau et même à pied. Dans une ambiance conviviale, revivre les grands pèlerinages, aujourd'hui avec NDS et vers toutes les destinations.

Pour faire des rencontres extraordinaires il y a un catalogue, celui de NDS, demandez-le.

8 JOURS EN TERRE SAINE
4950 F tout compris
du 14 au 21 janvier 1988

NDS D'AUTRES VOYAGES.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Téléphone _____

NDS
5, rue Saint-Pierre,
75005 PARIS
Tél: (1) 46 46 23 80

Les paillotes du mont Goda

La République de Djibouti s'est heureusement garée des folles immobilières de nombre de pays sous-développés. Dix années ont passé depuis l'indépendance, et cette période n'a pas été mise à profit pour ensauvager la capitale ou d'autres sites de ces sinueux bulldozes par lesquels, d'ordinaire, les États neufs et leurs dirigeants croient faire la preuve de leur indépendance et de leur grandeur. La République est restée elle-même, en mieux.

Grâce, par exemple, à la volonté du maire de Djibouti, une efficace campagne a été lancée pour que la ville soit quotidiennement nettoyée des 150 tonnes d'ordures (chiffre officiel) qu'elle produit chaque jour.

Les animaux n'y divergent plus, les minibus des transports en commun ont été parqués en un gigantesque terrain sur la place Mahamoud-Harbi (1), et les marchands de souvenirs ont déguerpé de la place Ménélik, rénovée et intacte à la fois. Elle offre ainsi plus que jamais, cent ans après la création de la ville, son visage apaisant de sous-préfecture méridionale, en cela bien représentative d'un pays politiquement paisible.

Sur le coup de midi et de 7 heures du soir, alors que, profitant de la presse, les marchands à la sauvette méritent leur nom, les terrasses des cafés qui la bordent s'emparent de flâneurs, marins à l'escale ou militaires français vivant ici à demeure, hommes d'affaires ou techniciens européens, sédentaires ou de passage. Peu de Djiboutiens, encore moins de touristes.

L'injuste réputation climatique du territoire est pour beaucoup.

(1) C'est l'ex-place Rhinane, venue à avoir son déclin depuis l'indépendance. Mais à Djibouti, le passé décline lentement, et son point le plus bas est encore à venir.

dans la faible présence de ces derniers. Que n'a-t-on raconté sur la chaleur et l'humidité accablante sans répit ce malheureux pays ! Les récits colorés des pionniers ne brillent pas sur ce point par leur exactitude. Mais ils constituent une légende passée en vérité.

S'il est exact que la température de la République, surtout en pleine, est proche de l'insupportable de mai à septembre, dès que débute octobre et jusqu'à l'orée d'avril, le thermomètre n'est pas plus sévère qu'il ne l'est sur la Côte d'Azur en été, parfois moins.

Un feu de cheminée

A plus forte raison si l'on s'éloigne des côtes (à regret, tant elles sont sèches et les eaux d'une limpidité de rêve) pour aller explorer les proches zones montagneuses. Dans ces régions, dès que le soleil s'est éteint, la « petite laine » est conseillée, et une épaisse couverture n'est pas superflue durant la nuit. C'est aussi un souvenir personnel que celui d'un grand feu de cheminée un soir de février pour combattre la froideur nocturne de la forêt du Day.

L'accès à ces régions fraîches est désormais facilité par les progrès accomplis en quelques années pour les voies de communication. Les épreuves chemins caillouteux de naguère ont fait place, soit à des pistes moins rudes aux vertèbres de l'automobiliste, soit à des routes bitumées. En particulier, la large route de l'Unité, en partie financée par les Saoudiens, et dont le tracé suit le pourtour du golfe de Tadjoura, ce clair paradis pour plongeurs sous-marins qu'entourent de somptueuses et sauvages montagnes.

Déjà bien avancée, la route de l'Unité (pour symboliser l'unité du pays arabe et du pays liban) doit être achevée à la fin de 1988. Ainsi ne durera plus qu'une poignée d'heures le trajet Djibouti-Tadjoura, alors qu'il demandait, il y a peu, deux ou trois jours, selon l'habileté du conducteur.



Tadjoura, alors qu'il demandait, il y a peu, deux ou trois jours, selon l'habileté du conducteur.

Pour se rendre, non plus au nord, mais à l'ouest du pays, les nostalgiques, s'ils sont aussi patients, pourront emprunter, en direction d'Al-Sabich, le vieux chemin de fer franco-éthiopien et frémir en franchissant l'incertain et vertigineux viaduc de Hol-Hol.

La modernisation des voies de communication rend à peu près sans histoire la visite d'un pays qui présente la parodie d'être petit (22 000 km²) et d'offrir au voyageur des spectacles d'immensité rarement rencontrés. Que ce soit en traversant le désert du Grand-Bera, plat comme une jatte de lait, ou en se donnant des sensations fortes par la traversée aérienne des canyons volcaniques d'où naquit, en novembre 1978, le volcan Ardoulouba.

Ce patrimoine géographique et la richesse animale d'un pays où l'on ne chasse ni ne pêche ont enfin incité la République de Djibouti à entamer sa mise en valeur touristique. Non pas en se lançant dans de coûteux et aléatoires investissements, mais par des initiatives plus réduites correspondant mieux à la nature du pays.

C'est ainsi que, entre autres, M. Baragotta (« dieu de la nuit », en langue afar), jeune ingénieur agronome, a eu l'idée de reconstituer sur un flanc du mont Goda, à 700 mètres d'altitude, un village d'une quinzaine de paillotes traditionnelles, dites ici *daboytas*.

Nommé Dittou, le village est à une heure de voiture de Tadjoura... que l'on atteint par avion de Djibouti en moins d'un quart d'heure. Sur les quatre derniers kilomètres, le trajet pour arriver à Dittou n'est pas de tout repos, il faut le confesser. Mais il est d'une telle beauté qu'il est à espérer qu'il ne soit pas amélioré trop vite.

La source de Dittou

Les pentes à 25 % ou 30 % n'y sont pas rares, mais ce chiffre donne un aperçu de l'intensité du relief. Et comme les véhicules « 4 x 4 » sont maintenant plus sûrs encore que le pas d'un chameau ou celui d'une mule, le risque d'accident est nul, soit dit pour les amateurs craintifs.

Dittou est situé près d'une source. Ainsi peut-on tordre le cou au cliché du pays privé d'eau. Ce

sont seulement les pluies qui font défaut. Encore que, lorsqu'elles tombent, ce ne sont pas des ondées.

Grâce à cette source, M. Baragotta a fait planter quantité d'arbres fruitiers (les autres sont déjà en abondance), bananiers, palmiers, orangers, etc., qui, compte tenu du climat, poussent à des allures records.

Ce même climat permet à un potager de belles proportions de donner, du 1^{er} janvier au 31 décembre, et pour l'agrément du voyageur, les haricots verts, salades, tomates, radis, etc. dont les semences viennent de France.

Autour du village, les bûtes de promenade abondent, suivies des mules, dont une blanche, se chargeant des provisions nécessaires aux pique-niques.

M. Baragotta a une idée plus ambitieuse encore : refaire la traditionnelle « Route du sel » qui, partant du lac Assal (dont le nom indique assez ce qu'il produit), allait vers l'Éthiopie guère lointaine pour y échanger ce sel contre des céréales, à raison de deux chameaux de sel pour un chameau de céréales.

La route se faisait naturellement à pied, les animaux de bât

n'étant là que pour les marchands. Elle durait une semaine. Mais, pour réitérer l'exploit, des marcheurs amateurs ne peuvent suffire. Il faut de vrais randonneurs. Une telle idée a de quoi séduire, pour découvrir, à la vitesse d'un homme, le visage d'une terre des premiers âges.

PHILIPPE BOUCHER.

Les liaisons aériennes avec Paris sont assurées par Air France, associée à Air Djibouti, en huit heures environ. La société Explorer (16, place de la Madeleine 75008 Paris, tél. : 42-66-66-24) organise des séjours sur le territoire de la République de Djibouti.

(Publicité)

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 450 F

Renseignements :
RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. 47-23-62-01

OTU LE SKI PAS CHER !

SEJOUR EN HOTEL AVEC ANIMATION

LES 2 ALPES	station complète à partir de	1450 F
SUPER CHATEL	station complète à partir de	1980 F
VARS	station complète à partir de	950 F
BARDONECCHIA	station complète à partir de	1690 F

OTU-VOYAGE : 43 29 12 88
137, boulevard St Michel-75005 PARIS

EN PROVINCE : chez les GROUS et les CLOUS

ACCESS VOYAGES

LES AMERIQUES AU MEILLEUR PRIX

AS	AS	AS	AS
NEW YORK 1150 F	NEW YORK 1150 F	NEW YORK 1150 F	NEW YORK 1150 F
ATLANTA 1200 F	ATLANTA 1200 F	ATLANTA 1200 F	ATLANTA 1200 F
BALTIMORE 1250 F	BALTIMORE 1250 F	BALTIMORE 1250 F	BALTIMORE 1250 F
BOSTON 1300 F	BOSTON 1300 F	BOSTON 1300 F	BOSTON 1300 F
CHICAGO 1350 F	CHICAGO 1350 F	CHICAGO 1350 F	CHICAGO 1350 F
CLEVELAND 1400 F	CLEVELAND 1400 F	CLEVELAND 1400 F	CLEVELAND 1400 F
DALLAS 1450 F	DALLAS 1450 F	DALLAS 1450 F	DALLAS 1450 F
DENVER 1500 F	DENVER 1500 F	DENVER 1500 F	DENVER 1500 F
DETROIT 1550 F	DETROIT 1550 F	DETROIT 1550 F	DETROIT 1550 F
HOUSTON 1600 F	HOUSTON 1600 F	HOUSTON 1600 F	HOUSTON 1600 F
LAS VEGAS 1650 F	LAS VEGAS 1650 F	LAS VEGAS 1650 F	LAS VEGAS 1650 F
LOS ANGELES 1700 F	LOS ANGELES 1700 F	LOS ANGELES 1700 F	LOS ANGELES 1700 F
MIAMI 1750 F	MIAMI 1750 F	MIAMI 1750 F	MIAMI 1750 F
NEW ORLEANS 1800 F	NEW ORLEANS 1800 F	NEW ORLEANS 1800 F	NEW ORLEANS 1800 F
PHILADELPHIE 1850 F	PHILADELPHIE 1850 F	PHILADELPHIE 1850 F	PHILADELPHIE 1850 F
PITTSBURGH 1900 F	PITTSBURGH 1900 F	PITTSBURGH 1900 F	PITTSBURGH 1900 F
PORTLAND 1950 F	PORTLAND 1950 F	PORTLAND 1950 F	PORTLAND 1950 F
SAN FRANCISCO 2000 F	SAN FRANCISCO 2000 F	SAN FRANCISCO 2000 F	SAN FRANCISCO 2000 F
SAN JUAN 2050 F	SAN JUAN 2050 F	SAN JUAN 2050 F	SAN JUAN 2050 F
SAN PEDRO 2100 F	SAN PEDRO 2100 F	SAN PEDRO 2100 F	SAN PEDRO 2100 F
SEATTLE 2150 F	SEATTLE 2150 F	SEATTLE 2150 F	SEATTLE 2150 F
SINGAPORE 2200 F	SINGAPORE 2200 F	SINGAPORE 2200 F	SINGAPORE 2200 F
SINGAPORE 2250 F	SINGAPORE 2250 F	SINGAPORE 2250 F	SINGAPORE 2250 F
SINGAPORE 2300 F	SINGAPORE 2300 F	SINGAPORE 2300 F	SINGAPORE 2300 F
SINGAPORE 2350 F	SINGAPORE 2350 F	SINGAPORE 2350 F	SINGAPORE 2350 F
SINGAPORE 2400 F	SINGAPORE 2400 F	SINGAPORE 2400 F	SINGAPORE 2400 F
SINGAPORE 2450 F	SINGAPORE 2450 F	SINGAPORE 2450 F	SINGAPORE 2450 F
SINGAPORE 2500 F	SINGAPORE 2500 F	SINGAPORE 2500 F	SINGAPORE 2500 F
SINGAPORE 2550 F	SINGAPORE 2550 F	SINGAPORE 2550 F	SINGAPORE 2550 F
SINGAPORE 2600 F	SINGAPORE 2600 F	SINGAPORE 2600 F	SINGAPORE 2600 F
SINGAPORE 2650 F	SINGAPORE 2650 F	SINGAPORE 2650 F	SINGAPORE 2650 F
SINGAPORE 2700 F	SINGAPORE 2700 F	SINGAPORE 2700 F	SINGAPORE 2700 F
SINGAPORE 2750 F	SINGAPORE 2750 F	SINGAPORE 2750 F	SINGAPORE 2750 F
SINGAPORE 2800 F	SINGAPORE 2800 F	SINGAPORE 2800 F	SINGAPORE 2800 F
SINGAPORE 2850 F	SINGAPORE 2850 F	SINGAPORE 2850 F	SINGAPORE 2850 F
SINGAPORE 2900 F	SINGAPORE 2900 F	SINGAPORE 2900 F	SINGAPORE 2900 F
SINGAPORE 2950 F	SINGAPORE 2950 F	SINGAPORE 2950 F	SINGAPORE 2950 F
SINGAPORE 3000 F	SINGAPORE 3000 F	SINGAPORE 3000 F	SINGAPORE 3000 F
SINGAPORE 3050 F	SINGAPORE 3050 F	SINGAPORE 3050 F	SINGAPORE 3050 F
SINGAPORE 3100 F	SINGAPORE 3100 F	SINGAPORE 3100 F	SINGAPORE 3100 F
SINGAPORE 3150 F	SINGAPORE 3150 F	SINGAPORE 3150 F	SINGAPORE 3150 F
SINGAPORE 3200 F	SINGAPORE 3200 F	SINGAPORE 3200 F	SINGAPORE 3200 F
SINGAPORE 3250 F	SINGAPORE 3250 F	SINGAPORE 3250 F	SINGAPORE 3250 F
SINGAPORE 3300 F	SINGAPORE 3300 F	SINGAPORE 3300 F	SINGAPORE 3300 F
SINGAPORE 3350 F	SINGAPORE 3350 F	SINGAPORE 3350 F	SINGAPORE 3350 F
SINGAPORE 3400 F	SINGAPORE 3400 F	SINGAPORE 3400 F	SINGAPORE 3400 F
SINGAPORE 3450 F	SINGAPORE 3450 F	SINGAPORE 3450 F	SINGAPORE 3450 F
SINGAPORE 3500 F	SINGAPORE 3500 F	SINGAPORE 3500 F	SINGAPORE 3500 F
SINGAPORE 3550 F	SINGAPORE 3550 F	SINGAPORE 3550 F	SINGAPORE 3550 F
SINGAPORE 3600 F	SINGAPORE 3600 F	SINGAPORE 3600 F	SINGAPORE 3600 F
SINGAPORE 3650 F	SINGAPORE 3650 F	SINGAPORE 3650 F	SINGAPORE 3650 F
SINGAPORE 3700 F	SINGAPORE 3700 F	SINGAPORE 3700 F	SINGAPORE 3700 F
SINGAPORE 3750 F	SINGAPORE 3750 F	SINGAPORE 3750 F	SINGAPORE 3750 F
SINGAPORE 3800 F	SINGAPORE 3800 F	SINGAPORE 3800 F	SINGAPORE 3800 F
SINGAPORE 3850 F	SINGAPORE 3850 F	SINGAPORE 3850 F	SINGAPORE 3850 F
SINGAPORE 3900 F	SINGAPORE 3900 F	SINGAPORE 3900 F	SINGAPORE 3900 F
SINGAPORE 3950 F	SINGAPORE 3950 F	SINGAPORE 3950 F	SINGAPORE 3950 F
SINGAPORE 4000 F	SINGAPORE 4000 F	SINGAPORE 4000 F	SINGAPORE 4000 F
SINGAPORE 4050 F	SINGAPORE 4050 F	SINGAPORE 4050 F	SINGAPORE 4050 F
SINGAPORE 4100 F	SINGAPORE 4100 F	SINGAPORE 4100 F	SINGAPORE 4100 F
SINGAPORE 4150 F	SINGAPORE 4150 F	SINGAPORE 4150 F	SINGAPORE 4150 F
SINGAPORE 4200 F	SINGAPORE 4200 F	SINGAPORE 4200 F	SINGAPORE 4200 F
SINGAPORE 4250 F	SINGAPORE 4250 F	SINGAPORE 4250 F	SINGAPORE 4250 F
SINGAPORE 4300 F	SINGAPORE 4300 F	SINGAPORE 4300 F	SINGAPORE 4300 F
SINGAPORE 4350 F	SINGAPORE 4350 F	SINGAPORE 4350 F	SINGAPORE 4350 F
SINGAPORE 4400 F	SINGAPORE 4400 F	SINGAPORE 4400 F	SINGAPORE 4400 F
SINGAPORE 4450 F	SINGAPORE 4450 F	SINGAPORE 4450 F	SINGAPORE 4450 F
SINGAPORE 4500 F	SINGAPORE 4500 F	SINGAPORE 4500 F	SINGAPORE 4500 F
SINGAPORE 4550 F	SINGAPORE 4550 F	SINGAPORE 4550 F	SINGAPORE 4550 F
SINGAPORE 4600 F	SINGAPORE 4600 F	SINGAPORE 4600 F	SINGAPORE 4600 F
SINGAPORE 4650 F	SINGAPORE 4650 F	SINGAPORE 4650 F	SINGAPORE 4650 F
SINGAPORE 4700 F	SINGAPORE 4700 F	SINGAPORE 4700 F	SINGAPORE 4700 F
SINGAPORE 4750 F	SINGAPORE 4750 F	SINGAPORE 4750 F	SINGAPORE 4750 F
SINGAPORE 4800 F	SINGAPORE 4800 F	SINGAPORE 4800 F	SINGAPORE 4800 F
SINGAPORE 4850 F	SINGAPORE 4850 F	SINGAPORE 4850 F	SINGAPORE 4850 F
SINGAPORE 4900 F	SINGAPORE 4900 F	SINGAPORE 4900 F	SINGAPORE 4900 F
SINGAPORE 4950 F	SINGAPORE 4950 F	SINGAPORE 4950 F	SINGAPORE 4950 F
SINGAPORE 5000 F	SINGAPORE 5000 F	SINGAPORE 5000 F	SINGAPORE 5000 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS

Tarif soumis à modifications sans préavis, des restrictions peuvent s'appliquer.

ACCESS VOYAGES
5, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles
Tél. (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

NOUVEAU

Pour gagner du temps, réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

(1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

...SPÉCIAL DERNIÈRE...

MONTREAL: 1 900 F A/R
LIMA: 2 740 F Aller-simple
MEXICO: 4 380 F A/R
ISTANBUL: 1 550 F A/R

Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 36 14 + JUMBO. GRENOBLE: 76 54 64 09 - LE HAVRE: 35 21 31 33 - PAU: 59 27 11 12 - MULHOUSE: 89 66 20 02 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

صحة من الامم

Le Salon de la navigation

Pajot en Star aux Jeux



En « réserve » de la Coupe de l'America, jusqu'au dénouement du défi néo-zélandais, Marc Pajot va à nouveau goûter à l'aventure olympique. Médaille d'argent aux Jeux de Munich en 1972 puis vainqueur des régates préolympiques de Montréal en 1975 avec son frère Yves sur *Flying-Dutchman*, il visera cette fois la qualification pour ses troisièmes Jeux en Star. Ce dérivé au lest important (407 kg pour un déplacement de 671 kg) rappelle aussi les douze mètres J1 par sa grande voile. Avant de remporter par deux fois la Coupe de l'America, Dennis Conner avait d'ailleurs été sacré champion du monde en Star.

Donner réalisé en collaboration avec Voiles et voiliers.

Le moteur met les voiles

Le nautisme tient son dernier Salon au CNIT de la Défense du 4 au 14 décembre.

Les embarcations à moteur y font une percée remarquable qui compense la stagnation des ventes de voiliers. Avec Philippe Stark comme fer de lance, le design prend ses aises dans les carrés.

Le monde de la plaisance rallie le CNIT de la Défense pour la vingt-cinquième et dernière fois. Le Salon nautique international, qui campait à l'ouest de Paris tous les hivers, se repliera dès l'an prochain sur le Parc des expositions de la porte de Versailles.

Les neuf cents exposants venus de vingt-cinq pays et les trois cent mille visiteurs attendus vont arpenter les 82 000 m² de cette montgolfière en béton brut de décoffrage avec, au cœur, comme un pincement. Nostalgie...

Les fidèles qui, un quart de siècle, ont rapé leurs docks sur les escaliers reliant les cinq niveaux — au un : embarcations à moteur ; au deux : équipements ; au trois : voiliers ; au quatre : loueurs et écoles ; au cinq : planches à voile — se laisseront balloter par le rousses des souvenirs.

Sous la voûte de CNIT, la plaisance a émergé, s'est affirmée, a surfi la vague de l'expansion, et se trouve confrontée à un marché désormais maussade. Trois dates clés :

1965. Charles de Gaulle est le premier président de la République à inaugurer le Salon. Le tout nouveau vainqueur de l'Atlantique, Eric Tabarly, est refoulé à l'entrée. Il a oublié son uniforme. Les croiseurs de plus de sept mètres de long font l'événement. Dans un coin, Annette Roux, jeune responsable du futur numéro un mondial, les chantiers Bénéteau, présente un canot en plastique : le Flétau. Elle décroche quatre-vingt-dix commandes. Elle est ravie.

1984. Deuxième président en visite, François Mitterrand découvre un panorama totalement bouleversé. La planche à voile « frime » dans les hauteurs du CNIT. Le catamaran percute les mentalités. Après avoir dynamisé la course au large, il s'agit pour séduire les amateurs de croisière. Les chantiers français règnent sur le marché mondial. L'exportation va fort pour Bénéteau et Jeanneau, les producteurs vendéens.

1987. Janvier et décembre, deux Salons pour une seule année. Le changement de dates anticipe sur le changement de lieu. Un directeur de chantier charentais

s'en réjouit : « Le client attendra moins longtemps pour découvrir les nouveaux modèles et pour se décider. Le travail sera mieux réparti. Les automnes calmes et incertains vont raccourcir. » Seuls les Salons à flot de septembre, et en particulier le Grand Pavois de La Rochelle, devraient en souffrir. Pour faire savoir que le Père Noël a pris de l'avance, la Fédération des industries nautiques (FIN) n'a pas lésiné. Elle a diffusé de la publicité dans dix-sept pays.

Amorce de récession

Pourtant, Alain Madelin, le ministre de l'Industrie, va inaugurer le Salon d'une profession qu'inquiète l'amorce d'une récession. Le nautisme français a réalisé un chiffre d'affaires 1986 de 2,1 milliards de francs. L'attraction pour les unités de grande taille explique la légère progression de 9 %, mais les immatriculations diminuent de 3,9 %.

Le « frémissement » pressenti par la FIN l'an passé aura fait long feu. Secoués par la tourmente boursière, les marins spéculateurs ne vont plus pouvoir se permettre les folies qui dopaient la vente des grandes unités. Avec un dollar affaibli, les exportations en léger repli se réorientent vers la CEE. Seul Bénéteau peut jouer de son unité de production américaine pour amortir la sinuosité du billet vert. L'ouverture du marché européen en 1992 n'affoie pas outre mesure une industrie en pointe dans son domaine. Mais la bagarre pour la définition de normes uniques de construction s'annonce rude. Les ventes de planches à voile stagnent, mais à un niveau confortable pour les français Bic et Tiga. Et l'occasion trouve toujours autant de larges.

La tendance vrombissante du marché, c'est l'engouement pour

les bateaux à moteur avec quatre vingt-douze nouveautés présentées. Apprentissage aisé, utilisation à la demande indépendamment de la météorologie, parenté avec l'automobile, le moteur permet aux plaisanciers d'aller sur l'eau sans prendre la mer. La sécurité du « teuf-teuf » dédramatise l'univers marin. « Les Français ne souhaitent plus s'impliquer autant dans leurs loisirs », analyse une étude sur « les freins à la pratique du nautisme ». L'apprentissage de la culture nautique, avec ses codes et son vocabulaire, rebute. La satisfaction rapide et simple des envies de vent et de vagues passe donc par la location, qui se porte bien, et par le moteur. Avec leurs vedettes découvertes et fringantes, les Américains et les Italiens débarquent en force, surtout en Méditerranée. Côté Manche et Atlantique, les Français réinventent avec des embarcations de pêche-pisciculture à la cabine caferutée et au diesel roumouant.

Évasions

Sur les voiliers, on voulait depuis belle lurette une secrète affection à ce moteur d'appoint capable de vous tirer d'embarras. Le souci toujours plus affirmé du confort et des horaires à respecter en a fait un partenaire à part entière. La gamme des Océanis, chez Bénéteau, et les nouveaux *Voyage*, chez Jeanneau, prennent en compte un désir d'évasion qui ne se double plus d'une envie de lutter contre les éléments. Les publicités sont révélatrices de ce glissement. Elles montrent des équipages en maillots de bain flemmardant dans la « jupe » (le prolongement arrière) d'un bateau au mouillage plutôt que giffées d'embruns et cloîtrées dans leur ciré.

Que les purs et durs de la voile ne désespèrent pas ! Bénéteau est anxieux de leur présenter son dernier-né : le First 355. À l'extérieur, tous les raffinement dérivés de la compétition. À l'intérieur, Philippe Stark, l'architecte-designer des chaises de l'Elysée et des toilettes du café Costes, frappe fort. Marbre, acajou et aluminium pour refaire d'un objet de consommation devenu courant un élément de distinction sociale.

Les apparences se peaufinent, les détails se soignent. Les prix des équipements qui permettent une navigation « presse-bouton » chutent de façon vertigineuse. Les gammes s'étoffent, les versions prolifèrent. Comme si le perfectionnisme et la rigueur marchande confinaient l'imagination architecturale et ses délices à fond de cale.

Les multicoques de croisière, eux aussi, commencent à croquer le même sillon. Les catamarans au long cours, des pullmans, facilitent, par la perfection de leurs intérieurs, l'évolution de la location sportive vers l'hébergement multicoques : marier, pour une taille et un prix intermédiaires, évolutivité et habitabilité. Avec le Maldives, Jean-François Fournelle, le skipper rochelais, joue gros.

Une dernière fois, les curieux et les conquis vont s'écrouler les poussoirs au CNIT, qui stimule les engines. Ils pourront assister au mondial de l'un-board grâce à une liaison avec la Guadeloupe. Ils croiseront Eric Tabarly, nouveau conseiller technique du chantier Kiri, numéro trois français depuis le rachat de Kelt. Ils s'étonneront des photos du *Titanic*, de la restauration des bateaux en bois d'autrefois, et du petit dérivé pour enfants, l'Optimist, redessiné par Philippe Briand, avec tous les outils prévus pour les 12 mètres de la Coupe l'America. Et, comme toujours, ils se déchaîneront pour pénétrer dans ces mosquées de la mer, les grands voiliers dont les mâts gratent la voûte du CNIT.

LUC LE VAILANT.



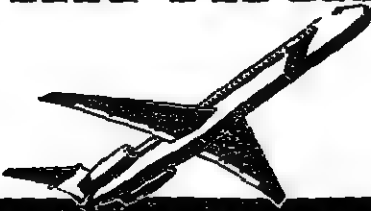
DENISON MARINE

Le premier constructeur américain de yachts rapides en aluminium vous présente ses nouveaux yachts de 20 à 40 mètres dont la vitesse peut atteindre 60 nœuds.

A l'occasion du salon nautique, *kit Denison* vous accueillera sur le stand sportmer niveau 1-C2 du 04-12-1987 au 07-12-1987.

Pour rendez-vous, téléphoner au 47-75-99-22 ou contacter le représentant de la société SPORTMER, 8, place Blanqui 83990 SAINT-TROPEZ. - Tél. : 94-97-32-33.

AIR HAVAS



SAINT-DENIS DE LA REUNION

Aller simple à partir de 2200 F

Aller et retour à partir de 3995 F

Vente et transport soumis à des conditions particulières. Prix au 01.11.87.

En vente à la boutique AIR HAVAS 15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tel. 42 96 97 34 et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES.

Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

RADIOTELEPHONE

ICOM

IC-M700F
LA BLU DE
TOUS LES BUDGETS

Modèle PPT - 88 528

ICOM

INDUSTRIE COMMUNICATIONS MARINES

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88

LONDRES
GRATUIT

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 63 25



JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



LE VOL.
PARIS-POINTE-A-PITRE
ALLER-RETOUR
A PARTIR DE 2700 F

166 BD DU MONTPARNASSE 75014 PARIS 42 73 10 64

NOUVELLES
FRONTIERES

SALON
DU 5 AU 14

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

ICOM

et de la plaisance

Coupe de l'America : le retour des géants

Le Yacht-Club de San-Diego devra défendre l'été prochain la Coupe de l'America, reconquise par Dennis Connor en février à Fremantle (Australie). Les Américains ont réussi à faire appel du jugement de la cour suprême de l'Etat de New-York qui avait estimé le défi des Néo-Zélandais conforme aux prescriptions de l'acte de donation de la Coupe rédigé en 1887. Les autres challengers ne seront pas admis à ces défis sur des voiliers géants de 90 pieds de longueur maximale à la flottaison qui remplaceront les traditionnels 12 mètres JI.

L'AIGUIÈRE d'argent de 124 onces offerte par la reine Victoria aux marins de la goélette America, le 22 août 1851, a déjà rapporté beaucoup plus que son poids d'or aux Néo-Zélandais. A l'annonce du jugement de la cour suprême de l'Etat de New-York (le Monde du 28 novembre), la Bourse néo-zélandaise a vu son jour le plus haut depuis le début de la crise financière. Un coup doublement profitable pour Michael Fay, directeur du défi et de la Fay-Richworth Merchant Bank, qui aurait gagné quelque 50 millions de dollars néo-zélandais dans ces opérations.

Aux milliardaires qui, de Sir Thomas Lipton au baron Bich, ont vraiment tenté, par idéal ou défi personnel, de ravir la Coupe de l'America aux riches membres du Yacht-Club de New-York, ont succédé récemment les financiers et grands capitaines d'industrie intéressés par les retombées économiques de la conquête du plus vieux trophée sportif du monde.

Depuis la Nouvelle-Zélande, Michael Fay avait pu observer en voisin l'extraordinaire impact de la victoire historique des Australiens en 1983. A l'occasion des régates de 1987, M. Desmond Dans, ministre du travail de l'immense province occidentale, avait pu célébrer la « redécouverte de l'Australie » et se féliciter du « miracle économique » provoqué par la venue à Perth et à Fremantle de 750 000 visiteurs.

Mais, du fait de l'extraordinaire technicité de la série des 12 mètres JI, les mises pour participer sont, depuis 1983, à la hauteur des enjeux économiques. Ainsi le Yacht-Club de New-York annonçait un budget de 2 millions de dollars en 1974, de 3 millions en 1977, de 4 millions en 1980. Celui des Australiens atteignait 8 millions de dollars en 1983 et celui du Yacht-Club de San-Diego, 17 millions de dollars en 1987. Pour sa campagne de 1991, Marc Pajot estimait que 200 millions de francs lui seraient nécessaires.

Les défis nationaux

Les défis entre yacht-club sont devenus de véritables défis nationaux, soutenus financièrement par de grosses industries et technologiquement par des sociétés de pointe dans les domaines de l'aérodynamique, de l'hydrodynamique et de l'informatique. Pour 1991, les vingt et un défis déposés viennent tous de pays très industrialisés. Les Japonais, les Allemands de l'Ouest, les Danois, les Suédois et les Espagnols se sont joints aux Australiens, aux Français, aux Britanniques, aux Canadiens et aux Italiens.

Mais Michael Fay les avait précédés en lançant un défi plutôt inattendu dès le 15 juillet. Malgré le dynamisme de son industrie maritime et le talent de ses architectes et de ses navigateurs, ce « petit » pays de 3 millions d'habitants, qui tire l'essentiel de ses ressources de l'agriculture et de l'élevage, pouvait difficilement suivre l'escalade financière. Les Néo-Zélandais, qui avaient déjà montré leur habileté à jouer avec les imprécisions des règlements en imposant une coque en matériaux composites dans la dernière édition, ont mis sur la surprise pour tenter de prendre de vitesse les Américains.

Négligeant les règles de l'YFBU (International Yacht Racing Union), du Yacht-Club de New-York ou de l'Association

internationale des 12 mètres JI, adoptées par consentement mutuel pour ces régates, les Néo-Zélandais ont choisi un retour aux sources en se référant à l'ultime version de l'Acte de donation (deed of gift) de la Coupe, rédigé en 1887 par George Schuyler, dernier des cinq copropriétaires de la goélette America.

Délaissant les 12 mètres JI utilisés lors des dix dernières éditions de l'épreuve depuis 1956, les Néo-Zélandais ont défié le Yacht-Club de San-Diego sur un voilier de 90 pieds (27,43 mètres) à la flottaison, soit à la taille maximale mentionnée dans l'Acte de donation. Le défi devait être relevé dans les dix mois. On imagine la surprise des Américains, qui préparaient la prochaine édition de la Coupe avec vingt et un challengers pour mai 1991 ! Et le désarroi de Dennis Connor qui, depuis 1974, a passé entre 8 000 et 10 000 heures sur un 12 mètres JI, soit quatre fois plus de temps que le plus expérimenté de ses adversaires !

Si les Néo-Zélandais ont gagné la première manche avec le jugement de la cour suprême de l'Etat de New-York, les représentants du Yacht-Club de San-Diego n'ont pas dit leur dernier mot et entendent à leur tour exploiter scrupuleusement les droits reconnus en « défendeur » dans l'acte de donation. Ainsi le challenger est obligé de préciser dans son défi quelques-unes des caractéristiques principales de son bateau (grément, baux à la flottaison, maître bau, tirant d'eau, etc.) et ne peut plus les modifier. Le « défendeur » se doit seulement de respecter la taille maximale fixée par son adversaire.

Un catamaran à Hawaï ?

Alors que les Néo-Zélandais sont déjà bien avancés dans la construction de leur monocoque, qui devrait être mis à l'eau fin mars 1988, les Américains envisagent d'opter pour un catamaran de longueur identique, mais intrinsèquement beaucoup

plus rapide. Ils pourraient fixer les régates à Hawaï en septembre sur un plan d'eau beaucoup plus venté et exiger que, conformément à l'Acte de donation, leurs adversaires rallient le lieu des régates par la mer.

Ce changement de cap ne fait pas l'affaire de la ville de San-Diego, qui misait sur 1,2 milliard de dollars déversés dans l'économie locale en 1991. La municipalité envisage d'ailleurs de faire appel du jugement de la cour suprême. Il plonge aussi dans l'expectative les vingt et un challengers, dont certains avaient déjà investi dans la préparation de leur 12 mètres JI, comme le promoteur immobilier japonais Kobayashi qui a racheté pour 7 millions de dollars les bateaux australiens d'Alan Bond. Certains envisagent de faire valoir leurs droits en justice.

Pour la France, trois défis avaient été lancés aux noms du Yacht-Club de Nice (Sportifs associés organisation), du Yacht-Club d'Europe et de la Société nautique de Sète (Marc Pajot). L'Association pour l'America's Cup en France a déjà réuni douze entreprises, qui ont accepté de verser une mise de fonds initiale de 300 000 francs pour permettre le lancement des programmes de préparation. Marc Pajot a renouvelé ses contacts avec Dassault pour l'hydrodynamique, le Centre national des recherches spatiales pour l'aérodynamique et Hewlett Packard pour l'informatique.

Ces programmes et la collecte de fonds vont sans doute être considérablement ralentis jusqu'au dénouement du duel entre Américains et Néo-Zélandais. Si les Américains l'emportent, ils auraient, en effet, l'intention de revenir au 12 mètres JI et de relever les défis déjà enregistrés à la date prévue. Pour Marc Pajot, ce contretemps aurait un petit avantage : lui permettre de se consacrer entièrement avec Stéphane Pouchon à la préparation des Jeux olympiques de Séoul, qu'il espère pouvoir disputer en Star.

GÉRARD ALBOUY.

SOS sauvetages

Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, refuse que la puissance publique continue à assurer seule le financement des secours en mer. Il demande à la Fédération de voile d'apprécier la compétence des skippers et la solidité des bateaux. Coureurs et organisateurs d'épreuves océaniques n'apprécient pas.

PENDANT la course La Baule-Dakar, une vague emporte Daniel Gilard, skipper pondéré et expert maritime soucieux de sécurité. Ramenant à petite vitesse le catamaran vers les Açores, Halvard Mabire, son équipier, constate : « A la pêche, il y a des dizaines d'accidents comme ça. Et le pêche n'est pas ramené en question. C'est le tribut à payer à la mer. »

Le secrétaire d'Etat à la mer, Ambroise Guellec, présente, le 17 novembre, un projet de réforme sur la sécurité des courses et de l'assort de considérations cinglantes : « On dérive de la haute compétition vers les jeux du cirque. » Il met en balance les profits médiatiques de sponsors friands d'épreuves risquées en soit-même et en double et la faiblesse de la part de budget consacrée par les organisateurs à la sécurité : « Pas plus de 1 % ».

Son projet de réforme a deux directions : — L'Etat refuse de continuer à supporter la totalité des frais de recherche. Une heure d'avion sur Brequet-Atlantic revient à 60 000 F. Pour la Route du rhum 1988, les marines française, espagnole, portugaise et britannique ont engagé 5,5 millions de francs. Riches en épreuves de multicoques, la France craint d'être mise au ban de la communauté internationale.

— L'administration envisage de transférer à la Fédération française de voile la charge d'évaluer la compétence des skippers, les règles de conception et de fabrication des engins de course et la définition des équipements de sécurité.

Le petit milieu de la voile open a très mal pris le projet de M. Guellec. Sans aménité, on rappelle au ministre sa parade,

revêtu du polo du commanditaire, aux côtés de Loïc Caradec, après le record de l'Atlantique du catamaran Royale. On le soupçonne de faire grand cas de fortunes de mer survenues à des stars du cirque bleu : Loïc Caradec, Daniel Gilard ou Eric Taberly, et de surestimer la responsabilité des multicoques. Depuis 1973, cinquante victimes ont péri lors des courses en mer dans le monde. Le multicoque en compte moins d'une dizaine à son passif.

Les organisateurs crient qu'on les étouffe. La voile open tarde à finir sa crise de croissance. Le créateur de la Route du rhum, Michel Evenden, souligne l'obligation faite aux participants de se munir de balises Argos qui, via satellite, diffusent les positions des bateaux et, si nécessaire, les signaux de détresse.

« Soyons créatifs, arrêtons de brandir le martinet administratif », s'offusque Bruno Peyron, le représentant des coureurs. A Dakar, à peine débarqué de son catamaran mené à la diable, le Baulois, sans perdre le temps de se raser et de se doucher, a lancé un appel d'offres. Il met les industriels à l'épreuve d'un système de repérage miniature permettant de revenir sur un homme à la mer. Les projets affluent. Le marin du dimanche a tout à y gagner.

Bruno Peyron a beau jeu de rendre aux pilotes d'essai que sont les skippers ce qui leur revient dans la conception de matériel fiable pour la plaisance. Foca à enrouleur permettant de réduire la toile facilement, pilotes automatiques suppléant l'homme de barre et positionneurs par satellite situant précisément le bateau viennent en droite ligne de la compétition.

Bref, le Conseil supérieur de la navigation de plaisance, qui, après l'avoir initié, hérite du dossier, consulte à tour de bras. La Fédération française de voile pourrait se saisir de l'opportunité qui lui est fournie de reprendre pied dans un univers qui a grandi sans elle. La voile open recherche sans se l'avouer une autorité sportive indiscutable capable d'imposer une règle du jeu.

SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

ORGANISÉ PAR LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES

DU 5 AU 14 DECEMBRE 87 CNIT-PARIS LA DÉFENSE

TOUS LES JOURS DE 12 H A 19 H SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 H A 19 H

NOCTURNES LES 8 ET 11 DÉCEMBRE DE 12 H A 22 H

RESERVÉ AUX PROFESSIONNELS LE 4 DÉCEMBRE DE 10 H A 19 H ET TOUS LES MATINS SAUF LES WEEK-ENDS DE 10 H A 12 H

RADIOTELEPHONE ICOM
UNIQUE
VHF
BIDIRECTIONNEL
PORTATIF
IC-M5FB
COMME UN VRAI
TELEPHONE
Communication, navigation, sécurité
dans toutes les situations de mer.

ICOM
LEADER EN
RADIOCOMMUNICATIONS MARINES

LA FRANCE EN PÉNICHETTE
DE PAQUES A LA TOUSSAINT



MIDI — BOURGOGNE — BRETAGNE — ANJOU
CHARENTE — LORRAINE — ILE-DE-FRANCE


150 bateaux tout confort et SANS PERMIS
LOCABOAT PLAISANCE - Port-au-Bois - 89300 Joigny
Tél. : (86) 91-72-72 - Téléc 801 184
Salon nautique, niveau 1 - stand D 15

LOCATION DE VOILIERS
de 6 à 14 m
avec ou sans équipage
ouvert toute l'année

AGENCE MARITIME TRANSMER
Terre-plein Est
83980 nouveau port
du Lavandou
Tél. : (16) 94-71-69-40

SALON NAUTIQUE
Stand 3 BC 5 - Niveau 3
VOILIERS JEANNEAU

Le dieu de la mer.



YAMAHA

YAMAHA MARINE sera présent au
Salon Nautique du 5 au 14 Décembre
ENEZ JOUER AVEC YAMAHA
et GAGNER un moteur MALTA
Stand 3 F 4 CNIT PARIS LA DÉFENSE

Yamaha Marine 9 Bd May 75018 Paris Tél. : (1) 42.35.00.99

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours. A partir du 5 Décembre 1987.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

Thai

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

سكنا من الامل

Le Monde SPORTS

SKI ALPIN : Critérium de la première neige

Piccard rompt la glace

Val-d'Isère
de notre envoyé spécial

SÉANCE d'essai sur une petite piste improvisée de Tignes. Conscientieux, Frank Piccard se baisse sur ses skis au position de recherche de vitesse maximum. Trois fois avec trois paires de skis différents, il passe devant les chronométristes en quête de la meilleure glisse. Les techniciens observent les passages. C'est à son entraîneur que le jeune descendeur va en calant glisser le numéro de la paire qui lui semble la plus performante.

Piccard et Serge Guillaume : une

vieille amitié forgée au début des

années 80 lorsque l'entraîneur avait

la responsabilité des juniors. Le

jeune Piccard était à l'époque un

Deuxième étape de la Coupe du monde de ski alpin, la station de Val-d'Isère (Savoie) accueille du vendredi 4 au dimanche 6 décembre le traditionnel Critérium de la première neige. Trois descentes, dont deux pour les femmes, sont au programme. L'absence de Carole Merle, souffrante, et de Catherine Quittet, blessée, réduit les espoirs des skieuses françaises. Chez les hommes, le groupe des « polyvalents », une nouvelle structure souhaitée par Frank Piccard, va tenter de s'imposer. Un retour sur le devant de la scène qu'apprécierait l'enfant des Saïtes, champion du monde juniors en 1981, qui a triomphé mardi 1^{er} décembre lors d'un slalom géant FIS, aux Messinies.

d'un étage à l'autre, remarque aujourd'hui l'athlète en se penchant sur son passé. Il estime qu'à l'époque il ne rêvait pas. Il connaissait ses possibilités et il s'appliquait. Des places honorables en Coupe du monde et une victoire en Coupe d'Europe renforceront d'ailleurs ses

sur les podiums. Lui, le petit gabarit, végète dans l'anonymat des quinquèmes places. Des moments difficiles. Il ne trouve pas vraiment sa place dans l'équipe. Le solitaire se renferme un peu plus sur lui-même. « L'équipe, c'était une école avec des professeurs et des élèves. Per-

sieur de vingt-trois ans refuse d'être enfermé dans une seule discipline. Il cherche un entraîneur capable de s'occuper des « polyvalents ». Les changements à la tête de la Fédération, l'arrivée de Jean-Pierre Puchod comme directeur technique national vont faciliter les choses.

Serge Guillaume, entraîneur plébiscité des juniors, prend la responsabilité d'un groupe de quatre garçons, Frank, Luc, Denis Ray et Jean-Luc Crétier. « On se prépare d'abord avec les skieurs, puis ensuite avec les descendeurs, mais surtout on vit ensemble tous les cinq à l'hôtel comme dans le minibus. » Dans une ambiance enfin détendue, stages et heures d'entraînement s'écoulent beaucoup mieux. Et la victoire fait sa réapparition. Lors



Catherine Quittet.

élève très doué. Un père moniteur de ski, une enfance passée sur des pistes à courir les pentes du col des Saïtes assurant, il est vrai, de bonnes bases. Frank gagne ses premières courses à dix ans. Il remporte le slalom, le slalom géant et la descente du championnat de Savoie.

Ce triple le porte très vite vers les confrontations nationales. Six ans plus tard, il intègre l'équipe de France juniors. Très vite propulsé au plus haut niveau, le petit montagnard continue à accumuler les performances. Champion du monde des moins de dix-huit ans en 1981, il est lancé dans le circuit de la Coupe du monde. Le saut à peut-être été trop rapide. « C'est difficile de passer

convictions. « En 1983, j'ai battu Markus Wasmeier, mais juste après je me suis blessé au genou et j'ai dû interrompre la compétition pendant six mois », explique-t-il. De longues semaines de solitude. Il affirme avoir progressé mentalement à cette occasion. « Je me suis rendu compte que tout n'était pas gagné, mais que je pouvais encore progresser. » Baccalauréat en poche, il reprend la compétition. Une nouvelle chute. Son dos le fait souffrir, mais l'opération n'est pas envisageable pour un coureur. Vaïlle que vaïlle, l'âme des Piccard - il a six frères et sœurs - poursuit donc la compétition.

Et les résultats ne sont plus au rendez-vous. Ses rivaux se hissent

sonne ne tenait compte de notre personnalité. » Pratiquant le ski depuis l'âge de trois ans, il estime avoir autre chose à recevoir que des leçons d'un entraîneur. Il vit mal le règne du Suisse Roland Francy. Il revient assommé des derniers championnats du monde (le Monde du 27 janvier au 10 février). « Je suis un être humain comme les autres. J'ai peur en descente quand le vent me fouette. Je suis émotif. Bref, j'avais envie d'être autre chose qu'un numéro dans une équipe », lance-t-il en rougissant légèrement.

Habituellement peu loquace - son copain Luc Alphand le surpasse gentiment « Pépé », - il se décide alors à aller trouver les responsables de la Fédération. Le

d'un slalom parallèle au mois de novembre à Sölden (Autriche), Piccard se qualifie et triomphe de Florian Alberto Tomba. La confiance est de nouveau au rendez-vous. Malgré son échec à Sestrières la semaine passée, le jeune Savoyard se déclare motivé. « Je souhaite m'amuser et je ne m'amuse que lorsque je réalise des performances », affirme Frank.

Le garçon aux cheveux longs espère être régulier en Coupe du monde et affiche même quelques ambitions pour les Jeux olympiques de Calgary. Passionné de moto, et de guitare basse, il va tenter cette saison de rejoindre les meilleurs. Une place qui semblait lui être promise!

SERGE BOLLOCH.

TENNIS : en parallèle au Masters

Caprices de divas

Pour la première fois depuis 1980, le Masters de tennis, qui réunit au Madison Square Garden de New-York les huit meilleurs raquettes de l'année jusqu'au lundi 7 décembre, ne sera retransmis par aucune des six chaînes de télévision françaises. Absence des vedettes nationales ? Médiocres audiences dans l'Hexagone des meilleurs mondiaux actuels ? En fait, le tennis, coucou d'or, file un mauvais coton.

PHILIPPE CHATRIER porte d'épaves lunettes. Y a-t-il un rapport de cause à effet ? Jusqu'à une date récente, tout le monde félicitait le président des fédérations française et internationale pour la clarté avec laquelle il condamnait les affaires du tennis. La réinscription de son sport au programme des Jeux olympiques apparaissait à cet égard comme l'un de ses plus grands succès : en même temps qu'elle parachèverait la reconnaissance mondiale du jeu, la carotte olympique devait permettre aux autorités fédérales de mieux contrôler le jeu en tenant à l'écart managers et promoteurs, ces marchands du temple Tennis.

Pou de stars
à Séoul

Moins d'un an avant les premiers échanges à Séoul, on peut se demander si ce n'est pas une victoire à la Pyrrhus. Même dévalué, le billet vert attire plus que l'or olympique. Les stars des courts ne devraient pas se bousculer en Corée du Sud. Quant aux agents censés être tenus en respect par l'olympisme, comme les vampires par de l'ail, ils n'ont jamais été aussi puissants.

Le patron du groupe Proserv, Donald Dell, ancien joueur de Coupe Davis et fondateur de l'Association des joueurs professionnels (ATP), a organisé fin novembre en Floride un tournoi de « tennis-poker ». Les quatre engagés, Lendl, Cash, Edberg et McEnroe, ont disputé des sets en 21 points (à la manière du tie-break). Le point valait 200 dollars, un set rapportait 2 000 dollars, le match 30 000 dollars. Le perdant payait le gagnant en prélevant dans une cagnotte de 250 000 dollars. Résultat : Cash doit 583 000 dollars à Lendl qui l'a battu en finale 3 sets à 1.

En dépit des sommes insensées mises en jeu, quel crédit sportif apporter à ce genre d'exhibition ? Même le milliardaire texan Lamar Hunt n'était pas allé aussi loin en 1982, lorsqu'il offrait toiles de maître, chevaux de course, actions de Wall Street, lingots d'or et puits de pétrole aux « acteurs » de ces championnats du monde de tennis (WCT), concurrents du Grand Prix officiel.

Mais comment s'y retrouver puis-je l'argent est devenu l'étalon du jeu ? Dur ! En simplifiant, le tennis professionnel masculin est géré par un organisme tripartite, le Conseil professionnel (MIPTC), où sont représentés la Fédération internationale (FIT), l'Association des joueurs (ATP) et les organisateurs de tournois.

Le MIPTC organise le Grand Prix, comprenant quatre-vingt-trois tournois distribuant au total plus de 20 millions de dollars. Pour cela, il fixe un code de conduite aux joueurs qui doivent participer obligatoirement à un minimum de quatorze tournois par an, dont certains leur sont imposés. Semaine après semaine, cela permet de déterminer la hiérarchie mondiale des joueurs. Mécanisme sportif parfait, elle est enrayée par l'intérêt personnel des vedettes.

ALAIN GRAUDO.

Pour gagner 100 000 dollars dans un tournoi officiel, Lendl doit prendre le risque d'être battu par sept ou huit joueurs, donc de mettre en question son classement. Dans une exhibition, il encaisse autant, sans subir la pression de la compétition et sans porter atteinte à son rang.

Est-ce une raison suffisante pour faire la révolution ? John McEnroe semble le croire. Suspendu deux mois après avoir encore une fois injurié gravement un arbitre à Flushing Meadow, l'Américain a déclaré la hache de guerre contre les instances officielles du jeu. Lors du tournoi organisé par les diamantaires américains début novembre, il a « vidé son sac » : « Le tennis traverse à l'heure actuelle une crise importante. Il y a une perte d'intérêt pour le jeu aux États-Unis. L'opportunité est idéale pour les joueurs de prendre leur destin en main. S'ils ne le font pas maintenant, demain il sera trop tard. Les joueurs doivent absolument contrôler le jeu. La manière dont on régit actuellement le tennis m'écœure. C'est un business marqué par la prostitution et le fric. Les vrais principes doivent être restaurés. »

Les propos et les actes de McEnroe ne sont pas très cohérents. Il n'empêche que, pour diverses raisons, d'autres champions font écho à ses revendications. Les Suédois déplorent être maltraités par les organisateurs de Flushing Meadow à cause de la télévision. D'autres ne comprennent pas pourquoi Lendl a obtenu par dérogation l'autorisation de disputer douze tournois par an. Bref, la grève est générale. « Il va falloir que, comme les golfeurs, nous soyons maîtres de notre organisation », a dit Yannick Noah, l'un des joueurs de l'ATP. « Sans les joueurs de l'ATP, les tournois seraient très difficiles », a menacé Mats Wilander à Stockholm.

Les avatars
du sport spectacle

Caprices de divas ? C'est pour l'heure la seule ligne de défense de Philippe Chatrier. « La structure actuelle du jeu officiel impose quelques obligations à une poignée de champions. En revanche, le Grand Prix offre les meilleures chances à la masse des joueurs. Grâce aux derniers accords l'ensemble des joueurs vont bénéficier de prix en augmentation constante, d'un plan de retraite très attrayant, sans compter les compensations financières pour l'ATP. »

Le président de la FIT a également beau jeu de rappeler les avatars passés du tennis spectacle. « Après Wimbledon 1973, les joueurs se sont détachés de leur fédération, ils se sont vendus corps et âme à des entrepreneurs espérant devenir riches grâce au World Team Tennis (Interville). Pour cela, les propriétaires des équipes leur disaient ce qu'ils devaient faire et où ils devaient aller semaine après semaine. Belle liberté ! »

Reste que l'ATP est dirigée depuis février dernier par un ancien conseiller du président Carter à la Maison Blanche, Hamilton Jordan. Or celui-ci est très influent par l'organisation des golfeurs. Mais les structures typiquement américaines de ce sport sont-elles reproductibles au tennis, dont la caractéristique est la mondialisation et le déclin américain ? Ce n'est pas évident. En attendant, les promoteurs profitent de la confusion. Et le public a du mal à retrouver les vraies valeurs. Après tout, le Masters, où les dollars sont distribués sans que les classements soient remis en cause, n'est-il pas une asper-exhibition qui a obtenu l'estampille officielle du Grand Prix ?

OMNISPORTS : indemnités

13 millions de francs pour présider les fédérations

Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) souhaite obtenir des indemnités pour les présidents des fédérations sportives. Le projet d'un statut de l'élu sportif ayant été abandonné, le CNOSF réclame la mise en place d'un régime voisin de celui des maires des communes de France, avec institution d'indemnités de fonction, dont l'importance (60 000 F à 300 000 F par an) varierait selon les effectifs de la fédération concernée (de 5 000 à plus de 500 000 licenciés).

Cette solution devrait permettre aux présidents de se décharger partiellement ou totalement en fonction de l'importance de leur fédération pour se consacrer davantage à l'administration, à l'animation et à la promotion de leur discipline, a indiqué M. Nelson Paillou. Actuellement, sur les soixante-cinq fédérations ayant reçu délégation des pouvoirs publics, quatre seulement sont présidées à plein temps : athlétisme, sports équestres, ski, tennis.

La création d'une indemnité de fonction élargirait, selon M. Jean-François Chary, président de la fédération équestre, le recrutement socioprofessionnel des dirigeants sportifs, qui se limite essentiellement à des fonctionnaires mis en disponibilité, des retraités ou des hommes d'affaires. Une fois cette étape franchie, des indemnités semblables pourraient être attribuées aux présidents des ligues régionales.

« Bien qu'elle ne représente qu'une dépense de 13 millions de francs, qui seraient financés par le Fonds national de développement du sport (FNDS), cette mesure rencontre l'opposition du ministère du budget, qui craint sans doute que les présidents de toutes les associations ne reviennent à leur tour sans avoir les moyens d'un financement autonome », a remarqué M. Georges Pfister, membre du conseil d'administration du CNOSF. Des négociations sont en cours.

A. G.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Cross du Sud-Ouest à Bordeaux, samedi 5 décembre. Cross de Lorraine à Nancy et Cross de Varvass, dimanche 6 décembre.

Basket-ball

Championnat de France. - Première division (15^e tour aller). Samedi 5 décembre à 20 h 30, sauf Monaco-Villeurbanne à 18 h 30. Coupe d'Europe. - CSP Limoges-Bayer Leverkusen, mardi 8 décembre à 20 h 30 ; Racing CF, Evreux-Macédo-Villeurbanne, mercredi 9 décembre à 20 h 30 ; Partizan Belgrade-Orthez, jeudi 10 décembre à 20 heures.

Boxe française

Internationaux de Paris. - Samedi 5 décembre à 20 h au stade Coubertin.

Football

Championnat de France. - Première division (22^e journée), samedi 5 décembre à 20 h 30 (Metz Racing-Nantes, A 2, à partir de 22 h 30, différé).

Hockey sur glace

Championnat de France. - (6^e tour retour). Samedi 5 décembre à 20 h 30.

Planche à voile

Championnat du monde de funboard. - Jusqu'au 13 décembre à Saint-François, Guadeloupe, (le Samedi Passion, A 2, samedi 12 décembre).

Rugby

Championnat de France. - (2^e phase, 2^e journée) dimanche 6 décembre.

Ski alpin

Coupe du monde. - Descente féminine, samedi 5 décembre, à Val-d'Isère (A 2, 11 h 25, direct). Descente masculine, dimanche 6 décembre, à Val-d'Isère (TF 1, 11 h 25, direct).

Sports équestres

Coupe du monde. Jumping de Bordeaux. - Jusqu'à dimanche 6 décembre.

Trampoline

Championnats d'Europe. - Jusqu'à dimanche 6 décembre à Braga (Portugal).

Karaté

Nuit des arts martiaux. - Jeudi 10 décembre au stade Coubertin de Paris à 20 h.

Le Monde
sur minitel

TOUT SUR LES JOURNAUX LYCÉENS

36.15 TAPEZ LEMONDE puis CDIL

Médecine

Selon des médecins réunis en « conférence de consensus » à Paris

Une échographie sur deux est injustifiée

Une première en France : une conférence de « consensus » (sorte de « procès » public d'une technologie médicale) a été organisée les 2 et 3 décembre à Paris par le Collège national des gynécologues et obstétriciens français sur le thème : « Apport de l'échographie en obstétrique ». La conclusion est à bien des égards dérangeante pour un corps médical jusqu'ici présent habitué à prescrire à tout va cet examen. « Pour une grossesse à priori normale, il est raisonnable et suffisant de conseiller deux échographies systématiques par grossesse, respectivement vers quatre mois, soit entre dix-neuf et vingt et une semaines, et vers sept mois, soit entre trente et un et trente-trois semaines. »

Les Françaises sont des championnes de l'échographie. La France détient le record du monde du nombre de ces examens pratiqués au cours de la grossesse (environ 3 millions d'échographies pour 700 000 grossesses). Cet engouement est médicalement justifié ? Ou, au contraire, cette pratique massive de l'échographie n'aboutit-elle qu'à aggraver le déficit de la Sécurité sociale ? Comme si elle était taboue, cette question n'avait pratiquement jamais été débattue en France.

À l'étranger, en revanche, la réflexion est plus avancée sur ce sujet : en Grande-Bretagne, une seule échographie est conseillée, entre la seizième et la dix-huitième semaine ; en RFA, deux échographies entre la seizième et la vingtième semaine et la trente-deuxième et la trente-troisième semaine.

C'est pour rattraper ce retard que les professeurs Michel Tournier (maternité Saint-Vincent-de-Paul, Paris), Perle (hôpital Antoine-Béchère, Clamart) et Gérard Bréart (INSERM, Villejuif) viennent d'organiser, sous l'égide du Collège national des gynécologues et obstétriciens français, une conférence de consensus calquée sur le modèle anglo-saxon. Durant deux jours, huit cents personnes ont écouté trente-neuf experts faire part de leurs expériences.

Un jury de dix personnes — des gynécologues-obstétriciens, des échographistes, un pédiatre, une représentante des associations de consommateurs — a ensuite tenté de faire la synthèse de ces deux journées de travaux, en répondant aux principales questions que se posent le corps médical et le grand public.

Première interrogation : « L'échographie est-elle dangereuse ? » « Aucun effet biologique néfaste lié à l'exposition aux ultrasons n'a été mis en évidence à ce jour », estime le jury, ajoutant tout de même qu'une réserve de principe doit être maintenue sur le risque éventuel d'effets défavorables que rien actuellement ne permet de prévoir et qui se manifesteraient à long

terme. « Ce risque, estime le jury, est susceptible d'être majoré par la précocité des examens au cours de la grossesse et la répétition des échographies. » Dans ces conditions, le jury formule une recommandation : « Les constructeurs de matériel échographique doivent être tenus de fournir à l'utilisateur les caractéristiques techniques qui permettent à celui-ci de connaître la quantité d'énergie délivrée au cours de l'examen. »

Deuxième question : à quoi sert l'échographie ? Sa valeur est « double », répond le jury, pour apprécier l'évolution de la grossesse à partir de six semaines ; estimer l'âge de la grossesse ; diagnostiquer précocement la grossesse gémellaire ou multiple ; localiser le placenta ; aider au diagnostic de la grossesse extra-utérine ; reconnaître des états malformés généralement incompatibles avec la vie vers vingt semaines. Le texte précise que certaines malformations, notamment liées à des aberrations chromosomiques, « peuvent n'être pas reconnues ».

L'échographie est également utile pour connaître le sexe de l'enfant ; apporter une aide « irremplaçable » à certains gestes instrumentaux intra-utérins exploratoires ou thérapeutiques (amniocentèse, biopsie de trophoblaste, etc.).

Dépister et surveiller

Tout en rappelant que l'échographie comporte des limites et des possibilités d'erreurs, le jury estime que la valeur diagnostique de l'échographie peut être considérée comme « très probable » pour dépister et surveiller certains retards de croissance intra-utérins et certaines macroscopies fœtales. Mais qu'en revanche elle n'est « pas établie » pour apprécier l'état du col utérin et estimer l'âge de la grossesse après la cinquième semaine.

Cela dit, le jury formule un certain nombre de recommandations importantes :

« La demande d'échographie de la part d'une patiente pour des motifs de simple curiosité, si compréhensible soit-elle, ne justifie pas à elle seule la pratique de ces examens qui doit rester d'indication médicale. »

« Les commentaires de l'échographiste ou du praticien doivent être particulièrement prudents à l'égard des patientes pour éviter l'effet engouement de propos qui peuvent paraître anodins dans l'esprit du professionnel, mais être reçus d'une autre façon par l'intermédiaire. »

Pour le diagnostic précoce de la grossesse, l'échographie n'est « en aucune façon » l'examen de choix. Les examens biologiques suffisent.

Suivent enfin de nombreuses recommandations très précises relatives à « la compétence de l'échographiste » et à l'imagerie échographique « en cas d'anomalie de la grossesse » et « en cas de grossesse à priori normale ».

Pendant ces deux journées de réflexion, les spécialistes ont visible-

ment buté sur cette question : « Les effets favorables de la pratique de l'échographie obstétricale pour la santé publique, en terme d'amélioration mesurable de la santé des mères et des enfants, n'ayant pas encore été établis sur des éléments épidémiologiques suffisamment nombreux ni suffisamment convaincants, que proposer ? »

La conférence de consensus qui avait eu lieu en 1984 aux États-Unis sur le même sujet n'avait recommandé l'échographie que pour des indications médicales particulières (et fort nombreuses).

Les spécialistes français ont pour leur part adopté une attitude différente : après avoir estimé indispensable la mise en œuvre d'études épidémiologiques visant « à évaluer plus précisément l'efficacité de la pratique échographique systématique », ils ont réussi à se mettre d'accord sur une attitude pratique commune : « Pour une grossesse à priori normale, il est raisonnable et suffisant de conseiller deux échographies systématiques par grossesse, respectivement vers quatre mois, soit entre dix-neuf et vingt et une semaines, et vers sept mois, soit entre trente et un et trente-trois semaines. »

Au-delà du problème médical (1), les professionnels de la pratique percutent-ils à la Sécurité sociale de réaliser ? La Caisse nationale d'assurance-maladie ayant décliné l'offre qui lui avait été faite de participer à cette conférence, il n'a pas été répondu à cette question (2).

Une absence jugée d'autant plus regrettable par les participants que le système français est sans doute le « plus généreux » en ce qui concerne l'échographie obstétricale (liberté de prescription, pas ou presque de limitation), c'est en grande partie à la Sécurité sociale qu'il le doit.

Quant aux pouvoirs publics, eux aussi absents de cette conférence, ils ne manquent cependant pas de remarquer la « coïncidence » qui a fait du professeur Papet l'un des initiateurs de cette conférence, lui qui il y a quelques mois avait été déposé de son projet de fondation pour l'évaluation des pratiques et techniques médicales par M. Michèle Barzach. Un petit air de revanche en quelque sorte.

Reste à savoir quel sera l'impact de ces recommandations. Selon certaines informations, le conseil national de l'ordre des médecins aurait l'intention de les reprendre à son compte et de les publier dans son bulletin, de même que l'Académie de médecine. La nécessité de l'évaluation médicale en France ferait-elle enfin son chemin ? (2)

FRANCK NOUËL

(1) On pourra se reporter avec intérêt à l'ouvrage *Apport de l'échographie et obstétrique*, publié par M. Tournier, G. Bréart, E. Papet et M. Delcoud (diffusion Vigot, Paris).

(2) Une échographie, en France, vaut entre 170 et 400 francs, selon qu'une morphologie fœtale est demandée ou non.

Education

Manifestations étudiantes et lycéennes un an après la mort de Malik Oussekin

Diverses manifestations sont organisées, le vendredi 4 et le samedi 5 décembre, pour célébrer le premier anniversaire de la mort de Malik Oussekin, décédé après avoir été frappé par des policiers rue Monsieur-le-Prince à Paris, lors des manifestations étudiantes de décembre 1986. Une fleur à sa mémoire devait être déposée dans toutes les villes de France et une prière spéciale était prévue vendredi à la Mosquée de Paris.

L'agitation étudiante et lycéenne, sporadique depuis une dizaine de jours, s'est poursuivie, le jeudi 3 décembre. À Paris, environ trois mille étudiants et lycéens ont sillonné le Quartier Latin pour dénoncer « la pénurie dans l'éducation nationale et l'insuffisance du bud-

get du supérieur ». Principalement étudiante, alors que celle du 26 novembre avait surtout réuni des lycéens, cette manifestation a mobilisé, pour l'essentiel, des militants proches de l'UNEF-ID, autour de slogans comme : « On a eu Devoquet, on aura le budget », ou encore : « Fac malade, c'est la faute à Valade ».

En province également, des manifestations ont eu lieu à Grenoble, Quimper, Saint-Brieuc ou Lille et surtout à Lyon, Montpellier et Rennes, où les universités littéraires sont en grève. Les étudiants en lettres de Besançon font aussi la grève des cours depuis le début de la semaine.

Samedi soir est également prévue une coordination étudiante, et les

étudiants de Nanterre ont déjà lancé un appel pour organiser, le 10 décembre, une nouvelle manifestation nationale.

Au ministère de l'enseignement supérieur, on ne sous-estime pas l'importance de ces manifestations du souvenir. On dément, en revanche, catégoriquement « toute intention de supprimer les examens de septembre », comme le craint l'UNEF-ID sur la foi d'un rapport de l'inspection générale de l'administration du 21 mai. M. Valade nous a confirmé qu'il n'en a jamais été question. Il rappelle, d'autre part, que le budget de l'enseignement supérieur a été adopté par le Sénat le 21 novembre.

A la mémoire d'un beur

Par une tragique ironie du sort, le seul étudiant tué lors des manifestations étudiantes de l'an dernier était un fils d'immigrés algériens. Malik Oussekin fait figure, depuis lors, de martyr et de symbole. Il n'incarne pas seulement une révolte contre la violence « plus jamais ça ! » mais l'entrée des beurs dans une action collective, avec des Français de leur âge.

Un amphithéâtre de la faculté des lettres de Nice porte désormais le nom de Malik-Oussekin. Comme un gymnase de Vénissieux, près de Lyon, et une rue de La Penne-sur-Huveaune dans les Bouches-du-Rhône... Et, pourtant, celui qui est devenu — à quel prix ! — le beur le plus célèbre de France représente assez mal les enfants d'immigrés maghrébins. Malik le symbole était, par plusieurs aspects, un cas à part, sinon un contre-modèle. Les victimes emblématiques correspondent rarement à ce qu'on attend d'elles...

La famille Oussekin n'appartient pas aux grandes vagues d'immigration algérienne des années 60 et 70. Installé depuis longtemps en France, le père — un entrepreneur de bâtiments — avait fait la guerre contre les Allemands.

Malik était la plus fragile de ses huit garçons et filles. Français à la naissance — comme tous les enfants d'Algériens nés en France après 1962 — il avait commencé sa vie à l'hôpital, en raison d'une malformation rénale. D'où un retard scolaire et divers handicaps que son frère aîné, Mohammed, un homme d'affaires, s'était juré de lui faire oublier : apprentissage de plusieurs langues, voyages à l'étranger, pratique de sports de haut niveau, l'écriture et l'équitation. Malik étudiait à l'école supérieure des professions immobilières, à Paris. Il soignait son habillement et était convenablement logé, dans le dix-

septième arrondissement. La plupart des beurs qui participaient l'an dernier aux manifestations étudiantes appartenaient plutôt aux banlieues grises et aux voies de garage de l'éducation nationale.

« Last but not least », ce beur atypique, ambitieux et cuneux de tout, se serait mis en tête de devenir prêtre. Après s'être adressé au Centre catholique des vocations, il avait été reçu. La veille de sa mort, par un aumônier d'étudiants, le Père Bernard Desjoubert.

Chrétien, Malik Oussekin ? « Il voulait se consacrer à Dieu, dit le père. Il tenait le raisonnement suivant : Je suis Français et, en France, le catholicisme est la religion dominante. Une phrase à rapprocher de celle que rapporte son frère aîné : « Je suis d'abord citoyen du monde, puis français, puis algérien. »

Malik n'était évidemment pas prêt à devenir prêtre. Le père lui a fixé un nouveau rendez-vous pour le mercredi suivant, après lui avoir remis un exemplaire du Nouveau Testament. Le jeune homme le portait sur lui, le lendemain, au moment de sa mort.

Un drame paradoxal

Dans la nuit du vendredi au samedi, poursuivi par trois policiers du peloton voltigeur motocycliste, Malik Oussekin, vingt-cinq ans, se réfugia dans l'entrée d'un immeuble, 20, rue Monsieur-le-Prince. Selon un témoin, il est frappé à coups de pied, puis abandonné sur place. Il mourut peu après.

Deux policiers ont été inculpés, mais l'instruction est toujours en cours. Un garçon fragile, Malik ? Certainement. Il s'inscrivait d'ailleurs une dialyse deux fois par semaine.

M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, ne se priva pas de le souligner froidement, en mars 1987, dans un entretien avec le Monde : « Si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire la con dans la nuit. » On lui répliqua avec indignation que Malik ne serait pas mort s'il n'avait pas été frappé.

Salué par le président de la République, qui lui a rendu visite, la famille Oussekin a déjà payé son brutal accès au vedettariat. D'abord, le décès de Malik a été profané par des croix gammées et des dépôts d'excréments. Puis le frère aîné a été accusé à deux reprises d'escroqueries par Minute et a dû inventer deux procès — qu'il a gagnés — contre cet hebdomadaire. Idem pour l'une des sœurs, Fatima-Françoise, qui a obtenu 100 000 F de dommages et intérêts pour avoir été désignée comme prostituée par Minute, avant de subir une agression.

« Malik n'est pas mort pour rien, avait dit son frère aîné lors des funérailles au Père-Lachaise. On parlait de lui longtemps encore. » Tout dépend comment... Largement exploitée ici ou là, la mort de ce beur pas comme les autres a eu sur les jeunes Français maghrébins deux effets opposés : la fierté qu'un des leurs ait représenté le mouvement étudiant et reçu tant d'hommages ; l'inquiétude de constater que le seul mort de décembre 1986 ait appartenu à leur communauté. Face à ce drame paradoxal, ils ne savent trop que penser.

Depuis un an, à propos du code de la nationalité, on a beaucoup débattu devant les beurs — et à leur sujet — du droit du sol et du droit du sang. Eux-mêmes s'interrogeaient d'abord sur le sang versé.

ROBERT SOLÉ

FAITS DIVERS

Le meurtre des vieilles dames à Paris

Thierry Paulin et son complice ont été inculpés et écroués

M. Philippe Jeanmin, juge d'instruction à Paris, a inculpé d'assassinats et de vols aggravés, jeudi soir 4 décembre, les deux meurtriers présumés de vieilles dames, Thierry Paulin, vingt-quatre ans, et Jean-Thierry Mathurin, vingt-deux ans. Les deux hommes, qui ont reconnu la plupart des faits (le Monde du 4 décembre), ont été écroués.

Thierry Paulin, originaire de la Martinique, arrêté mardi à Paris, est soupçonné de l'assassinat à Paris de dix-neuf vieilles dames, dont neuf en compagnie de Jean-Thierry Mathurin. Ce dernier, originaire de la Guyane française, arrêté mercredi, a été inculpé de neuf assassinats commis dans le dix-huitième arrondissement de Paris en octobre et novembre 1984. Les huit meurtres commis entre décembre 1985 et juin 1986, ainsi que les deux derniers, en novembre 1987 l'ont été commis par Paulin seul.

Les deux jeunes gens, considérés comme toxicomanes, agissaient toujours selon la même méthode en étranglant leurs victimes après avoir fait subir des tortures à certaines d'entre elles.

Selon les policiers, Thierry Paulin est « un être amoral qui égare la liste de ses victimes sans émotion apparente, comme s'il venait d'aller acheter une baguette de pain ». Pour eux, il avait une double vie : « Oiseau de nuit, la nuit ; agresseur de vieilles dames, le jour. »

Grand, athlétique, ce jeune Martiniquais, teint en blond et coiffé à la Carl Lewis, a avoué ses meurtres comme s'il n'y attachait pas d'importance. Il parlait quelquefois avec elles pour les « rassurer ». Celles qui semblaient les moins vulnérables, racontent les policiers, il les abandonnait.

Il a ainsi raconté avec beaucoup de détails le récent meurtre de M^{me} Geneviève Germond, étranglée chez elle, le 27 novembre dernier, rue Caill (10^e) : « La vieille dame avait fait ses courses juste avant l'agression, et il dit aux policiers. Elle avait acheté de la viande et du pain. » Les enquêteurs ont, en effet, retrouvé ces deux denrées dans son cabas.

Paulin habitait à l'hôtel. Le dernier en date : l'hôtel du Cygne, un établissement deux étoiles du quartier des Halles à Paris, où il payait sa chambre 400 francs la nuit. C'était quelqu'un de « calme, sans problèmes, recevant beaucoup et payant régulièrement ses notes », indique-t-on simplement à l'hôtel.

Pour les policiers, qui pressentaient dans le tueur des vieilles dames un toxicomane, Paulin n'est pas véritablement « accroché » : « Il se faisait des lignes de cocaïne de temps à autre, disent-ils, mais, pendant sa garde à vue, il n'a pas flanché. »

Morbide fascination

DEPUIS quatre jours toute la France connaît leur nom. Depuis quatre jours elle apparaît fébrilement par les médias, et avec une profusion sans cynisme, mais aussi sans remords, qui leur fait revivifier, au fil des heures d'une garde à vue, vingt et un assassinats de vieilles dames à Paris. Et déjà les qualificatifs sont avancés : les monstres, les plus grands criminels. Est-ce à dire que Thierry Paulin et Jean-Thierry Mathurin seraient assurés de maintenant de voir figurer dans les dictionnaires de l'an 2000 leurs noms tout comme figurent dans ceux d'aujourd'hui Landru et Petit sous la dénomination de « criminels français » ? Car déjà des comparaisons sont faites et dressés des comptes macabres. Voilà qui vient à point nommé au moment où des projets de loi entendent restaurer la notion de présomption d'innocence.

Assurément, que les policiers de la brigade criminelle aient fait et bien fait leur travail ne saurait être discuté, et pas davantage les satisfactions qu'ils ont pu éprouver en découvrant qu'enfin était résolu le mystère qui depuis trois ans entourait une succession de crimes affreux commis par vagues. On comprend tout autant le soulagement de ces personnes âgées qui pendant si longtemps ont connu la peur dans le voisinage des victimes.

Mais pour l'heure l'opinion, plus stupéfaite et horrifiée à vrai dire que ravie, ne peut que rejeter deux gar-

çons qui, selon les informations qu'on lui donne, ont raconté par le menu la façon dont ils tuent, l'application qu'ils y mettaient, l'indifférence qu'ils en éprouvaient. Ce que l'on sait, ce que l'on dit d'eux, n'est pas fait pour inspirer d'autres sentiments. Une homosexualité, des incantations à la toxicomanie, des fréquentations ordinaires de cabarets nocturnes, voilà ce que l'on retient pour un portrait encore bien flou. Tout cela n'inspire encore guère sur les mobiles et surtout sur cette indifférence, cette accoutumance mise à l'écart.

Tout criminel d'habitude décoré. La soif de savoir le pourquoi de son comportement peut même en certains cas — comme celui de Paulin et de Mathurin — l'emporter sur la répulsion et le rejet auxquels normalement on le condamne. Il serait même plutôt rassurant de se dire que la détermination à pu tout commander. N'est-ce pas pour cela qu'un fond de certains sont allés demander à des psychiatres ce qu'ils pensaient de ces deux jeunes gens que ces spécialistes n'avaient, et pour cause, jamais vu ?

Pour Paulin et Mathurin, le temps des psychiatries viendra, au-delà vraisemblablement celui d'un procès d'assises où un président pourra dire une fois de plus aux jurés qu'ils sont invités à juger non des faits mais des hommes.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Prise d'otages à la prison de Besançon

Une mutinerie accompagnée de prise d'otages a éclaté dans la matinée du vendredi 4 décembre à la prison d'arrêt de Besançon (Doubs). Selon les premières informations recueillies, ces faits se sont déroulés au quartier d'isolement de l'établissement où se trouvent actuellement des détenus condamnés à de longues peines, dont certains avaient été transférés à Besançon après la mutinerie des 12 et 13 novembre à la centrale de Saint-Maur, dans l'Indre.

Une vingtaine de détenus ont réussi à prendre en otages trois surveillants, qu'ils ont entraînés dans leur quartier où ils se sont retranchés. D'importantes forces de police ont pris place autour de la prison.

En fin de matinée, des négociations se sont engagées entre les mutins et le préfet de région M. Claude Silberzahn et le procureur de la République, M. Jean Rognon. Les détenus en révolte, protestent, semble-t-il, contre les conditions de vie à la prison et réclament leur transfert dans un autre établissement.

Le vacherin Mont-d'Or a-t-il fait de nouvelles victimes ? — Cinq nouveaux cas de listériose ont été enregistrés en Suisse dans le canton de Vaud depuis l'interdiction du fromage vacherin Mont-d'Or. Une femme enceinte, frappée par cette maladie, a donné le jour à un enfant également atteint. Elle a indiqué avoir consommé du vacherin durant sa grossesse. Au total, on a recensé 111 cas de listériose dans le canton de Vaud depuis 1983, ayant causé 31 décès, dont 25 paraissent imputables à la consommation de vacherin. — (AFP.)

TAUROMACHIE

● Un matador français obtient la grâce de son taureau. — Le matador français Christian Montcau-quioli — Nimenno II — a triomphé, mercredi 2 décembre, à Cancun (Mexique), où, pour la première fois de sa vie de torero, il a obtenu la grâce de son taureau, tout à la fois pour son brio dans le combat face à l'animal et pour la bravoure de la bête.

A son premier taureau, dangereux, Nimenno II avait déjà triomphé en coupant deux oreilles. A son deuxième, Nimenno II a réalisé le rêve de tout matador : obtenir, à cause de son talent et de la caste de l'adversaire, la grâce du taureau. « Catador » (490 kilos) restera ainsi dans l'histoire de la tauromachie pour avoir été gracié, un événement exceptionnel. — (AFP.)



Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

ARTS

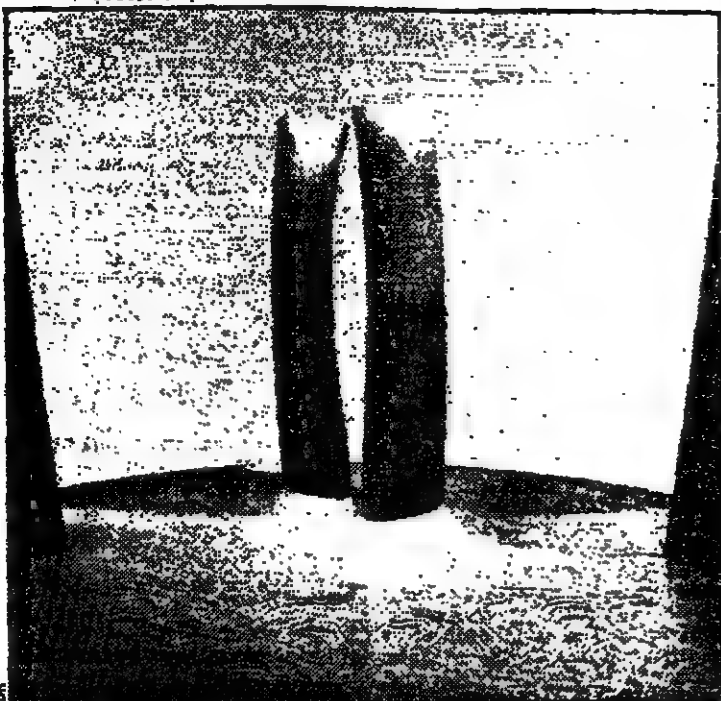
Le Salon des artistes décorateurs au Grand Palais

Un confort entre deux chaises

Le 54^e Salon des artistes décorateurs se tient jusqu'au 20 décembre au Grand Palais. S'y rendre avec un pliant et une bousole.

SAD ? Very SAD. Une fois encore les mots perdent leur sens, et une fois encore sous la verrière du Grand Palais, la Foire internationale d'art contemporain, ou FIAC, a montré récemment qu'en fait de foire, elle ambitionnait la réserve sélective des salons d'antan, le contemporain, d'autre part, n'étant plus son souci majeur. A son tour, le Salon des artistes décorateurs, ou SAD, se révèle être une foire plus qu'un salon, avec les lacunes de la foire — le désordre, la générale tolérance de la médiocrité — mais sans les avantages — la liberté, la découverte possible de l'inconnu ou de la perle rare.

Il y en a des perles, bien sûr, et même en assez grand nombre, comme lors du dernier salon, voici deux ans. Du beau travail d'ébéniste, de jolies tentatives de tentatives abstraites de réflexion sur l'espace. Il y a ainsi quelques points forts pour lesquels s'impose la visite du SAD. Par exemple, la « chaise pliante » de Paul Mathieu et Michael Ray, qui propose à l'acheteur, mais favorable à la méditation poétique. Par exemple, les espaces Nador de Christine de Vichet et Philippe Noir, dont l'unité devrait s'imposer à nos contemporains comme les jardins zen à nos amis travailleurs japonais. Par exemple, le trompe-l'œil de Jean-Michel Verret, qui vous permet de rassembler toute la verrière et tout l'espace du Grand Palais dans les quatre murs de votre chambre à coucher. Ou encore cet archétype exemplaire qu'est l'espace occupé par la propagande italienne.



Les espaces Nador de Christine de Vichet et Philippe Noir

Il y a certainement chez les organisateurs une volonté d'éclectisme, d'ouverture, une volonté d'associer le talent frais et novateur et l'efficacité commerciale, l'imagination créative et la stricte industrialité.

La force créatrice

Mais les critères restent impossibles à comprendre, qui ont conduit à placer côte à côte tel jeune talentueux sorti de l'école Boule et telle firme industrielle au design aventureux, tel fabricant de meubles bien établi ou telle délégation quasi parlementaire. La juxtaposition de déclinaisons mobilières sur le thème

de la profusion, d'expériences sympathiques et inabouties, ou de modèles au contraire solidement achevés dessert finalement chacun. On ne sait plus où retrouver quoi.

Théoriquement, le SAD 87, qui semble avoir pour titre *La Force créatrice*, s'est vu doté d'un thème : le temps des créateurs. Mais selon que vous prenez le catalogue (250 F) ou le guide (10 F), ce temps se trouve découpé en sections qui n'ont rien à voir. D'un côté « le temps du temps », le « temps intime », le « temps de l'attente », le « temps convivial ». De l'autre, « l'heure du temps », le « temps de la beauté », le « temps du repos », le « temps de la communication », etc. Inculte de dire que sur le terrain,

Voilà quelques-uns des thèmes qui devraient permettre aux prochains SAD de mieux mettre en valeur ce qu'ils ont consacré à présenter et défendre. Au fond, il faudrait que la FIAC et le SAD échangent leurs données respectives pour retrouver l'usage sa générosité, l'autre sa cohérence.

FREDERIC EDELMANN.

* Grand Palais, jusqu'au 20 décembre.

Au palais Saint-Pierre, à Lyon

Une « Ascension » annonciatrice

beir aux accents des musiques nées par les anges accompagnant haute figure du Christ intercesseur, suspendu dans sa mandorle, le ciel et terre ; par la survie, enfin, qui inspire les dissonances du maître de Raphaël le moine et quelquefois pour

admire d'autant mieux l'œuvre que Philippe Durey a eu de lui faire cortège avec les des collections italiennes du illustrant le Quattrocento, ce permet au visiteur d'avoir une d'ensemble de cette haute de la Renaissance, aussi bien des tableaux et des sculptures « nobles » qu'à travers des arts décoratifs.

En ces pièces, des œuvres ressemblent à l'autre Pérugin, Herculan et saint Jacques le mineur, partie d'un autre polyptyque commandé par les moines de Perouse, la *Naïveté de Noé*, où le regard s'élargit à du fragile enfant nu et de ses jusqu'à un paysage marin en plan, la *Vierge et l'Enfant*, trois anges musiciens sur la de Bartolomeo Montagna, buste, par Mino da Pissole, saint Jean-Baptiste à l'allure enroulé de condottiere.

Le regroupement cohérent d'un objet d'une présentation dans les salles avec une sobriété — grâce au concours de publics et de mécènes privés — la disposition préfigure un aménagement total du musée, le conservateur a ajouté, dans un espace inédit, quelques œuvres qui rappellent l'influence exercée par les œuvres italiennes du musée sur les artistes de la cité, et notamment ceux qu'on a nommés les préraphaélites lyonnais.

On en détachera un charmant dessin de Jannot, l'auteur du *Poème de l'âme*, monument de l'art mystique du dix-neuvième siècle, une figure virgine dont le déhanchement évoque « les danseurs » terrestres et célestes de Pérugin.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* Quattrocento, au Musée des beaux-arts de Lyon, palais Saint-Pierre, jusqu'au 3 avril 1988.

En marge du SAD

Deux spécialistes du rêve

Il reste un domaine où l'imagination a pris le pouvoir, l'a gardé, a fait plier le raisonnable : c'est la décoration.

En pleine période « high tech », Elisabeth Garouste et Mathia Bonetti dessinaient des chaises tendues de poulain et laides de cuir naturel. Aujourd'hui, alors que la tendance se caractérise par le gris, le noir, le blanc, aux harmonies abstraites et au dépouillement du métal et du verre, Elisabeth Garouste et Mathia Bonetti démontrent encore, indifférents aux diktats du modernisme, au principe du « moins, c'est plus », les inventeurs des meubles-sculptures, des décors « à histoires ».

Le dernier en date est celui du Géopoli, « le restaurant des sept cuisines du monde », sorte de joyeux paquebot, de théâtre culinaire où les yuppies impatients apostrophent les serveuses courant sur les passerelles et les balcons. Dans cet ancien cinéma, la lumière incorporée à l'architecture, les fameuses de cuir aux couleurs primaires, font oublier les temples glacés du postmodernisme, leurs inévitables appliques coquilles halogènes, et autres tubulures minimales.

Le curriculum vitae de ces plasticiens-designers est digne d'un inventaire à la Prévert. Formés dans une école d'arts appliqués en Suisse, Mathia Bonetti a travaillé pour des fabricants de tissus de luxe (Abraham, Bianchini), avant de dessiner

des costumes pour Paloma Picasso, des décors de publicités, des affiches de théâtre conçues à partir d'images fabriquées, de découpages, d'ombres projetées.

Elisabeth Garouste a suivi les cours de l'école Camondo avec Philippe Starck (« Nous sommes restés très bons amis », dit-elle) et participé avec son mari et peintre, Gérard Garouste, à la création du Privilege, le restaurant du Palais : draps trempés dans du lait de chèvre et figés en colonnes, franges, appliques, masques animés, ce décor néo-classique. C'est là que Garouste et Bonetti se sont rencontrés.

En 1984, ils présentent leur première collection en trompe l'œil, avec, entre autres, des meubles en papier mâché imitation bronze. Six ans plus tard, leur signature évoque le rythme et la fantaisie, les généreux affrontements du laid et du beau, du rare et du pauvre, du métal rouillé et de la feuille d'or, du sapin et du bronze, d'une plaque de verre posée sur un unique pied de table basse en pierre brute.

Du rugueux et du moelleux

« Il faut se libérer des poncifs », affirment-ils : « La table Knoll est devenue le sac Vuitton du mobilier. Les gens ne se sentent pas satisfaits d'elle. Alors, ils recourent à des spécialistes dont le nom symbolise l'argent, ou le bon goût classique ou branché. Nous ne cherchons pas à imposer de normes. On nous qualifie de « néo-baroques », mais cela ne veut rien dire. Nous sommes simplement différents. Nos décors sont bâtis sur l'illusion, le rêve ».

Le Salon de couture de Christian Lacroix, inauguré en juillet dernier à l'occasion de son premier défilé « griffé », fait penser tout à la fois à un tableau, une cave, une galerie d'apparat. Là, des canapés de lin-coton brodés d'arabesques dans les tons de chocolat comme des boîtes de dragées, ici du crêpe fushia et des tapis chanfrimés de flammes noires et obsédantes, du rugueux et du moelleux, du sauvage et du raffiné. La toile rouillée se mêle à l'or, les coussins de soie parsemés de rose buvard calinent des tabourets troncs. « Christian Lacroix nous avait conviés avant même de nous voir en live. Nous n'étions pas en concurrence avec d'autres, ce qui a permis de travailler dès le début en toute confiance. On lui a demandé de nous montrer tout ce qu'il aimait. Un jour, il est arrivé avec une pile de découpages... »

Les rêves communiquent. Il y a comme une correspondance, une complicité de cœur et d'esprit entre ces trois artistes : Garouste et Bonetti mettent en scène un lieu, Lacroix — qui se dit lui-même moins couturier que décorateur — théatralise le vêtement, invente des robes-tableaux « Lole de Valence » en satin peint à la main, des bijoux-broussailles, des sacs de satin aux angles de bois doré.

L'harmonie est féconde : auteurs du logo maison (un sigle blanc sur pavé or), Garouste et Bonetti signent les futures boutiques Lacroix. Les décorateurs ont participé physiquement à l'élaboration du Salon de Lacroix, ce théâtre de couture on sera présenté en octobre le prêt-à-porter de luxe. Mathia Bonetti a dessiné sur place les frises grandeur

nature des canapés, a coulé les moules des appliques-masques en terre cuite. Elisabeth Garouste est allée ramasser des branchages dans une forêt de Normandie avant de les peindre et de les imposer comme porte-chapeaux. « Lorsqu'il a fallu quitter le chantier, nous nous sommes sentis déposés... »

Passionnés, rapides, polémiques, Elisabeth Garouste et Mathia Bonetti font glisser sur eux les étiquettes. Mascottes de la galerie Néon, ils passent des petites unités aux grands volumes (1 500 mètres carrés au Géopoli), du haut de gamme au pratique, de l'expositionnel à l'industriel. Ils ont renouvelé cette année le look du hall d'accueil d'Hachette et présenteront bientôt des plates chez Panzani, des meubles pliables en nylon pour Lafuma, puis une collection de bijoux.

Poètes, iconoclastes, alchimistes de l'espace, barbares sympathiques, ils se disent épris de Gaudí et de Matisse, de la Renaissance, du dix-huitième siècle et de « mille autres univers ». « On bouffe tout, on digère et on recrache », avouent-ils. Leur ambition ? Être catalogués « spécialistes du rêve ». Leurs limites ? « Nous ne sommes pas des techniciens. Nous pouvons dessiner des bouillottes, mais elles seront toujours décoratives ».

LAURENCE BÉNARD.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Quand la vie vous sourit, tout peut arriver...

Walt Disney PRODUCTIONS PRESENTENT LES AVENTURES DE BERNARD et BIANCA

TECHNICOLOR

"New business" pour importateurs européens dynamiques.

EUROLATINA

Première foire commerciale latino-américaine en Europe. Produits non traditionnels de qualité en provenance de l'Argentine, du Brésil, de Colombie, du Costa Rica, de Cuba, du Mexique, du Nicaragua, du Pérou et du Venezuela.

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
7	8	9	10	11
DECEMBRE	DECEMBRE	DECEMBRE	DECEMBRE	DECEMBRE

Ahoy! Exhibition Centre Rotterdam, Pays-Bas

Pour tout complément d'informations, prenez contact par téléphone ou télex avec: INTRASERVICE B.V. Rotterdam, Tel: (0)10 - 467 44 55; Télex 27436 intra nl.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DU 10 DÉCEMBRE AU 10 JANVIER



MARCEL MARCEAU

Jean-Luc GAIMICHE - K. Scott MALCOLM - Bogdan NOWAK
LOC. THÉÂTRE - AGENCES ET PAR TÉLÉPHONE 47.20.36.37

Cinéma PANTHEON

13, rue Victor-Cousin, 5^e

Réunis dans une seule séance, les premiers films de Jean-Luc GODARD, François TRUFFAUT, Maurice PIALAT, Jean ROUCH, François REICHENBACH et LA PARTIE DE CAMPAGNE de Jean RENOIR

حکذا من الاصل

Culture

PHOTOGRAPHIES

Louise Dahl-Wolfe chez Agathe Gaillard

Monde sans hommes

Réparti sur trois décennies, un hommage époustoufflant rendu à l'élégance « new look » de la femme américaine chic, « relax » et presque émancipée.

Louise Dahl-Wolfe est née en 1895 à San-Francisco. Elle mena par études le design, l'architecture et la décoration d'intérieur. New-York en 1923. Elle s'est mariée lorsqu'elle débute au mode en 1936, principalement Harper's Bazaar, sous la direction de Carmel Snow et Diana Vreba pour lequel en vingt-deux ans elle réalisa plus de six cents photos quatre-vingt-six couvertures.

Opératrice « free-lance », considérée toujours comme pure activité commerciale. De son Rollei 6 x 6 ou son appareil Eastman à soufflet, elle opérait l'ambiance bohème de son studio la 57^e rue, dans des sites exotiques dans sa chambre à coucher (New-Jersey) où, ayant pratiqué la retraite en 1960 elle, aujourd'hui âgée de quatre-vingt-deux ans.

A l'approche du purisme, l'extravagance de Blumenthal, ses compositions sont figuratives raffinées de la R.C. dans le climat de retour de l'immédiat après-guerre, porte à son apogée, sous la houlette de Brodovitch, la loi de Kodachrome qui lui permet d'être toute la gamme des couleurs et des bruns, jouant de la variété des textures, de la répétition des motifs, de l'abondance des détails, elle propose, dans une atmosphère paisible et lumineuse, une vision grave et légère de la mode vue et corrigée sur un ton réaliste.

Sans faire du reportage, par des angles délicieusement suggestifs et inhabituels, qui favorisent la description précise des toilettes, elle offre de la femme une image libre, sérieuse.

Le mannequin est souvent cerné de profil, ou se détourne pour ne pas distraire l'absolue priorité accordée au vêtement. Excellente dans les photos de groupe, Louise Dahl-Wolfe met en valeur les femmes seules, magnifiées par la coupe ou la

ligne d'un maillot, d'une robe du soir, d'un tailleur portant griffe.

En toute décontraction, le modèle, lisant le *Herald Tribune* à côté d'une tortue ou posant au dos d'éléphants, est acrobate, épouse le mode ou femme fatale. La crédibilité est d'autant plus étonnante quand le modèle s'appelle Jane Russell (en 1943, reprenant des chaussettes à côté d'une échelle). Quant à Lisa Fonssagrives, épouse de Penn, et son modèle fétiche, elle incarne le renouveau d'un style indéniablement américain, qui rompt avec la primauté de la haute couture européenne. Par la complicité avec le sujet, ces instantanés savoureux sont en même temps des portraits

aussi brillants et chaleureux que ceux de Carole Lombard, Edward Hopper et Orson Welles.

Comme en vacances, souriante, débraillée et détendue, en barque, allongée sur l'herbe ou méditant devant un marbre de Brancusi, la femme, toute à son avantage, rayonne, vive et séduite par une désinvolture qui ravit et émerveille. Chez Agathe Gaillard, un choix de trente et un tirages récents, en noir et blanc, faits entre 1937 et 1953, exécutés par l'auteur et valant 54 000 F pièce, forme un inventaire de l'élégance, une ode radiante à l'émancipation féminine.

PATRICK ROEGERS.

• Louise Dahl-Wolfe, galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-4, jusqu'au 12 décembre.

MUSIQUES

Un opéra de Tod Machover à l'IRCAM

Valis et Futura

Parcours initiatique réalisé avec un luxe inouï de moyens musicaux et visuels. Valis de Tod Machover ouvre-t-il sur le futur de l'opéra ? On peut en douter.

Valis, c'est « un système technologique ou divin, le Vast Active Living Intelligent System qui pilote tout ce qui se passe, un immense circuit d'ordinateurs qui prend vie. Son énergie circule sous forme d'images. C'est de l'information. Dieu lui-même est de l'information. »

Invités par l'IRCAM à réaliser un spectacle pour le dixième anniversaire du Centre Georges-Pompidou (sous le patronage de MM. Balladur et Lottard, présents à la première avec tous les responsables du Centre et de l'IRCAM), le compositeur américain Tod Machover et la platicienne-peintre-photographe Catherine Khan, au nom prédestiné, ont choisi un roman de science-fiction de Philip K. Dick.

Horselover-Fat (Olivier Angèle) « est en quête d'une vérité, qu'il a comprise, peut-être une expérience mystique, une dépression nerveuse, ou même une manipulation par la technologie très avancée de quelqu'un. »

Après un violent prétexte électronique sur un bruit de verre cassé, accompagnant un visage en mouvement qui se recompose sur une batterie de trente-six télévisions, voici le héros, vêtu d'un drap rouge, au milieu d'un labyrinthe octogonal en marbre de Carrare. Sous la pluie d'un laser rouge (représentant « l'invasion divine par laquelle tout nous est révélé », il est en pleine dépression, parce qu'une copie lui a demandé des cachets pour se suicider. Une voix lui reproche de « vivre dans l'illusion qu'il peut aller les autres. La meilleure réponse est de donner à la réalité, c'est de devenir dingue. »

Il nous raconte ses rêves en désordre, à travers la fameuse machine

Images brisées

Sur les trente-six écrans passent des paysages et des images brisées. Un grand rideau blanc dégingolé des cintres, que Fat embrasse amoureusement pendant un long intervalle de musique électronique que aux vagues allures de violoncelle.

Un géant en blouse blanche (baso profonde) sort du plancher et vient au secours de son esprit dérangé en lui ordonnant « etc. goutez par jour d'un remède naturel à base d'extraits de fleurs » et la lecture de Lao Tseu. Il chante malicieusement dans le pire style rétro-tatit parlant des pseudo-opéras futuristes, au milieu des carillons de la 4 X. L'autre invoque Athéna, le Christ, Méduse, dont bustes ou vitraux passent sur les télévisions. Le docteur répond : « La réalité, c'est ce qui refuse de disparaître quand on a cessé de croire. »

Les auteurs répondent : « Les images ont été réalisées dans la cohérence d'un chaos, celui du cerveau d'Horselover-Fat où s'entrechoquent, dans l'insaisissable du quotidien, la violence et la saturation des signes visuels, et la permanence des grandes images formées par leur force et leur contenu sacré, l'allusion de son espace mental. »

Accablons les plans : musique donnée au synthétiseur avec un vagabond wagnérien (*Lohengrin*, *Parifol*) : « La toute-puissance de la pitié, quelle blague. » Après avoir dialogué avec son double sur grand écran, Fat déboulonne lentement ses idées en se filmant lui-même avec une caméra. Deux chanteurs descendent du ciel pour un clip rock, avec synthétiseur et percussions, interminable.

Au-dessus des écrans apparaît une femme blonde, Sophia, la Sagesse, le Sauveur, qui réconcilie tout en elle, « synthétisant les

diverses tendances musicales qui se sont chevauchées et opposées, jusqu'ici avec sa voix astrale. Elle descend vers Fat. Grande scène d'amour, pendant que les musiciens extra-terrestres chantent des espions de ballades un peu vieux jeu.

Hélas ! Sophia elle-même « se fragmente et meurt » et Horselover se retrouve seul, à nouveau perdu dans l'univers chaotique, y compris musical. Conclusion : « Le Boudha n'est pas dans le pare. (...) Ma propre quête, c'est chez moi que je la mène devant la télé, etc. »

Tel est, sommairement et sans doute infidèlement schématisé, ce sympathique et extravagan spectacle d'un « parcours initiatique », moderne, qui se ramène à quelques idées simples, voire simplistes : « La recherche instinctive du sens de la vie est le principal besoin que puisse éprouver un homme. » Mais ce « questionnement frappé du sceau du sacré » est vain parce que Dieu est mort : « L'amour vient du vrai Dieu qui n'est autre que moi-même. » On voit le résultat avec Fat qui sombre dans un « délire paranoïaque ».

Fallait-il alors utiliser « une quantité sans précédent d'outils » musicaux et visuels pour montrer que la technologie est « un facteur d'émancipation », mais aussi « de manipulation et de destruction », en réalisant le vêtement moderne d'une allusion vieille comme le monde, et pas plus opérante que les autres illusions de l'homme ?

Mais surtout, il est pour le moins irritant de voir que tant de puissants sponsors (1), d'artistes et de techniciens de haut vol ont été mobilisés pour aboutir à un résultat aussi dérisoire qui, visuellement, est proche de la bande dessinée, et musicalement mélange le rock et la chanson sacrée à des mélodies bêtes ou à des « symphonies » assez primitives, fustojées-elles obtenues à l'aide des ordinateurs et de la 4 X. Valis indique-t-il la voie de l'opéra futur ?

JACQUES LONCHAMPT.

• Centre Pompidou, forum, jusqu'au 7 décembre, à 21 heures. Durée : 1 h 50 mn.

(1). De MIT à l'ambassade d'Egypte, en passant par le Club Méditerranée, Apple et la mairie d'Auxerre.

CINÉMA

« Noyade interdite », de Pierre Granier-Deferre

Drôles de flics

Un matin, de bonne heure, sur la plage d'une station balnéaire, une jeune fille venue se baigner rencontre un cadavre rejeté par la mer. C'est le début d'une enquête. Il y a enquête, forcément. Molinet (Philippe Noiret) s'y met en rechignant. On lui a collé comme adjoint Leroy (Guy Marchand) et les deux hommes se détachent. Il y a un secret entre eux, il y a des secrets partout. Tout le monde a

quelque chose à cacher et les morts se succèdent.

Dominique Roulet, père littéraire du *Lavardin* de Chabrol, a fait l'adaptation avec Pierre Granier-Deferre d'un roman noir américain d'Andrew Coburn auquel ils ont beaucoup apporté, car il est très ennuyeux. Mais ils n'ont pas évité tous les pièges d'un faux bon sujet. Malgré le soin apporté à la mise en scène, aux croquis psy-

chologiques et sociaux, on se perd dans un trop grand nombre de personnages, bien qu'ils soient bien interprétés par des acteurs et actrices célèbres. Anne Roussel, Suzanne Flon, Stéfania Sandrelli, Andréa Ferréol, Laura Betti, par exemple, font quelques petits tours et puis s'en vont. L'avantage revient toujours au couple Noiret-Marchand, le premier, gros chat fourré, maître en fausse bonhomie et en ambiguïté, le second vulgaire, goguenard, faux jeton, pas si malin qu'il se croit. Leurs rapports forment le vrai sujet du film. Au dernier quart d'heure, Pierre Granier-Deferre rassemble plus solidement les fils de l'intrigue, nous fait entrevoir l'offreuse dessin dans la tapisserie, et c'est alors seulement que les trois femmes en vacances dans la « maison grise » prennent de l'importance. Elizabeth Bourguin, Gabrielle Lazure, Marie Trintignant sont comme les trois Parques de cette aventure où passe le dégoût de la sexualité envahissante des hommes.

JACQUES SICLER.

« Vent de panique » de Bernard Stora

Un couple d'escrocs rimables, les Pochon (Bernard Giraudeau et Caroline Cellier), enlève à sa famille une jeune personne (Olivia Brunaux) dans la louable intention de la vendre à un magasinier. L'affaire capot et les Pochon s'arrivent pas à se débarrasser de l'insupportable et bruyante douzelle, la tribulation de ville en ville, d'une arnaque l'autre. Ils sont tous les trois assez seuls et volontiers vulgaires, ce qui est loin d'être drôle. Les pages et les péripéties de cette mornie cavale à trois sont écoulées, fastidieuses, les dialogues prévisibles, hélas, sans une seconde de légèreté, une seule trouvaille.

On est allé faire dans cette galère calamiteuse un comédien comme Giraudeau ? Ce n'est pas une erreur de casting, mais un accident de route, un baratin. Son ancien rôle de bon gosse aux dents blanches, il s'en est défilé dans l'excellent *Poussière d'ange*, d'Edouard Niermans. Il n'a plus besoin de se « recréer », de se « reconstruire ». C'est largement fait, au-delà de ce qu'on souhaitait.

MICHEL BRAUDEAU.

CINÉMA-CONCERT

LE CABINET DU DOCTEUR CALIGARI

Version restaurée avec accompagnement orchestral

Mardi 8 décembre, 20 h 30

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

Vente des billets dès maintenant :

GOETHE INSTITUT 17, av. d'Alsace, 75116 (47-23-61-21) et au THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1, place du Trocadéro, 75116 (47-27-81-18)

Prix des places : 50 F

PELLEAS et MELISANDE

Opéra de Claude DEBUSSY

(version piano-chant)

sera donné

le mardi 8 décembre

à 20 heures au

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD

Loc. 43-31-11-99

CHAILLOT

THÉÂTRE NATIONAL

UNE LUNE POUR LES DESHERITES

EUGÈNE O'NEILL - ALAIN FRANÇON

THÉÂTRE GÉNIEUR

77.22.81.15

Du 19 novembre au 19 décembre à 20 h 30

Dimanche à 15 h. Relâche dimanche soir et lundi

RESTAURANT DE NUIT

CARAVELLE

Spécialités Russes

Charmante réception

de 19h à l'aube

4, Rue Arsène-Houssaye

43.59.14.35

ETOILE DE MOSCOU

Restaurant Spectacle russe

Orchestre et attractions d'origine

A partir du 18 dec.

la grande vedette TEREZA

6, rue ARSENE-HOUSSAYE

45.63.63.12

VIENT DE PARAÎTRE

INT'HARMONIKES

et si la musique était le plus universel des langages ?

N° 2

musique, identités

EN LIBRAIRIE

240 p. 100 F

La Maison des Arts du Crétail et la Comédie de Genève

présentent

Jusqu'au 13 décembre

Représentation Supplémentaire

le 10 décembre

Don Juan

de Molière

Mise en scène de Benno Besson.

Une comédie baroque éblouissante

Odile Quirot. LE MONDE.

CRETEL

Réservez vite

48 99 18 88

Château de la Portelle

CHIISAKO

SOLO DE CARLOTTA IKEDA

9 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

DU 10 AU 20 DECEMBRE

9 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

DU 10 AU 20 DECEMBRE

Spectacles

théâtre

Vendredi 4 décembre

SPECTACLES NOUVEAUX

FRIGID OU LE CŒUR BAUTAIN. Café de la Danse (42-57-05-35). 20 h. 30.
JAMIE BRECHT. Théâtre du Tonnerre (48-87-82-48). 20 h. 30.
VENCI. Théâtre de Boulogne-Billancourt (46-63-60-44). 20 h. 30.
AUTRICHE. Théâtre. Marie-Stuart (45-49-17-80). 20 h. 30.
LA SONATE AU CLAIR DE LUNE. Théâtre Arcades (43-39-19-70). 20 h. 30.
LA NUIT REMUE. Théâtre Esséen (42-78-46-42). 21 h.

Les salles à Paris

ANTOINE - SIMONE-SERIEUX (42-08-77-71). La Troupe. 20 h. 45.
ARCANES (43-38-19-70). O La Sonate au clair de lune. 20 h. 30.
ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-89-43-22). Le Miracle de Théophraste. 20 h. 30.
ATALANTE (46-06-11-00). O La Sonate au clair de lune. 20 h. 30.
ATELIER (46-06-46-34). Copélie. 20 h. 30.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet. O Rêve de Jeanne. 20 h. 30.
BATAICAN (47-00-30-12). Zozo. 20 h. 45.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Les Petits Pies (Festival d'automne à Paris). 20 h. 30.
BOUFFES PARISIENS (43-94-60-34). L'École des femmes. 20 h. 45.
CAFÉ DE LA DANSE (48-57-05-35). O Frigid. 20 h.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-26-34). Jigolade. 20 h. 30.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-13). Le Temps, le feu. 21 h.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle L. La Vierge à la Courne. 20 h. 30. Les Pous-vanistes. 20 h. 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indien ou l'Inde de leurs rêves. 18 h. 30.
CENTRE MANDAPA (43-69-01-60). Macbeth, le samurai. 20 h. 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Bannière, Béatrice. 20 h. 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Ravissa dormi. 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Les Diables de la force tranquille. 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Commedia ou la Disgrâce. 20 h. 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O La Poudre aux yeux. (Mouvement de Poésie) 20 h. 30. O Monsieur de Pourcain. (Le Poud aux yeux) 20 h. 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Fugitive. 20 h. 30.
DIX-SEPT THÉÂTRE (42-26-47-77). Trop cher payé. 20 h. 30.
EDGAR (43-20-45-11). Les Péripéties. 20 h. 30. Nous on fait ça on nous dit de faire. 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (41-42-57-49). Époque Épique. 20 h. 30.
ESPACE KIRON (43-73-50-25). Le Re-flet enfilé. 21 h.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19). Le Petit Bailli des perles de bois. 20 h. 15.
O La Tragédie des malheurs humains. 21 h. 30.
ESPACE PIERRE CARDIN (43-66-17-81). The Normal Heart. 20 h. 30.
ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. O Le Chef-d'œuvre sans queue ni tête. 18 h. 30. O La Légende de Méliandre. 21 h. O La nuit remue. 21 h.
FONTAINE (43-74-74-40). Au second, tout va bien. 21 h.
GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-85-61). L'Éloignement. 21 h.
GALERIE 55 (43-26-63-51). Be Traval. 20 h. 30.
GAYEAU-THÉÂTRE (SALLE CAVEAU) (45-43-20-30). La petite chaise est morte. 19 h.
GUICHET MONTMARTRE (43-27-85-61). Le Chant de Noël (A. Christman). 18 h. 30. O Le Petit Prince. 20 h. 30.
GYMNASIE MARIE-BELL (43-66-79-79). Madame Sans-Gêne. 20 h. 30.
HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON) (45-46-38-10). Le Traducteur deplorable. 20 h. 45.
RUCHETTE (43-26-38-99). La Canotière chavirée. 19 h. 30. La Leçon. 20 h. 30.
JARDIN D'ÉPIQUE-THÉÂTRE OUVERT (42-63-59-49). Conversations conjugales. 21 h.
LA BASTILLE (43-57-42-14). Invention. 20 h. 30. O Rêve de Jeanne (Festival d'automne à Paris). 21 h.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Première. 20 h. 30.
LE GRAND OGDAR (42-30-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît. 19 h. 15. Camion Crou. 22 h.
LES DÉCHANGÉS (42-36-00-02). O Fou-qui la paix avec Gainsbourg. 19 h. L'Ennemi Famille Brontë. 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre solo. Contes barbares, suivi de Chant du cygne. 20 h. Partout en course d'un créateur à un autre. 21 h. 30. Théâtre rouge. Le Petit Prince. 20 h. Un rha, trois pauvres. 21 h. 15.
MADEIRNE (42-65-07-09). Les Pieds dans l'eau. 21 h.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). O Para Kathali. 20 h. 30.
MARAIS (42-78-03-33). En famille, on s'arrange tout. 20 h. 30.
MARIE STUART (45-08-17-80). Le Bal des vœux. 18 h. 30. O Hauto Auzie. 20 h. 30.
MARIGNY (42-56-04-41). Ém. 20 h.
MARIGNY (PETIT) (42-20-70-74). La Mennée. 21 h.
MATHURINS (43-45-00-00). L'Étrot. 20 h. 30. O Hauto Auzie. 20 h. 30.
MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-35-44). Guitry dans l'écrit. 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). La Chambre d'ami. 21 h. 15.
MICHELOTT (47-42-95-22). Double. 20 h. 30.
MOGADOR (42-65-28-80). Cabaret. 20 h. 30.

MONTMARTRE (43-22-77-74). Le Secret. 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). C'était hier. 21 h.
NICOLAÏTE DE CHAILLOT (45-54-94-59). Le Fatale de Balzac. 20 h. 30.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Mais qui est qui? 20 h. 30.
ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-25-70-32). Le Marchand de Venise (Festival d'automne à Paris). 19 h. 30.
ŒUVRE (48-74-42-52). L'épître du bécot. 20 h. 30.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madecine. 20 h. 30. Salle L. Reine mère. 20 h. 30. Salle IL Ma chère Rose. 21 h.
PALAIS DES SPORTS (48-22-40-90). L'Affaire du courrier de Lyon. 20 h. 30.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Herbier ou le Récit d'un amoureux. 20 h. 30.
PARIS CENTRE (45-20-44-21). L'Amour trahit ou les fautes d'une femme abscondite. 21 h. 30.
PARIS-VILLETTE (42-03-02-48). Y'a des Bonhommes. 21 h.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-32-97). Salle L. Reine mère. 20 h. 30. Salle IL Ma chère Rose. 21 h.
POTINIERE (42-61-44-16). Crises du cœur. 21 h.
RENAISSANCE (42-06-18-30). Un jardin en désordre. 20 h. 45.
ROSAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Le Pouca d'Orléans. 20 h. 30.
SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Les Seins de Lolo. 20 h. 45.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-21-93). Longue Éternité. 20 h. 30.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Le Balser de la femme araignée. 21 h.
THÉÂTRE 13 (45-82-16-30). Comme on regarde tomber les feuilles. 20 h. 45.
THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SER-

BEAU (45-45-49-77). Les Juges du ciel. 20 h. 45.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bézureau. 20 h. 30.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-00-80). Le Triomphe de l'Amour. 20 h. 30.
THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Y'a pas de place pour tout le monde. 20 h. 30.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-85-67-89). Salle L. O L'Éternité. 20 h. 30. Salle IL O La Mécanique. 20 h. 30.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). La Chasse au corbeau. 20 h. 30.
THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-81). Les Évadés. 20 h. 30.
THÉÂTRE GREVIN (42-66-84-47). Arthur (Les 2 Jumeaux). 21 h.
THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). Quel Petit Vieux? 21 h.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. L'Homme de Rodigou ou l'Histoire du Cid. 14 h. 30. Grand Théâtre. Le Souffleur de saut. 20 h. Théâtre Général. Une lueur pour les déshérités. 20 h. 30.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-30-60). O L'Éternité. 20 h. 30. Salle L. Reine mère. 20 h. 30. Salle IL Ma chère Rose. 21 h. 30.
TOURTOUR (48-87-82-48). Pointure sur soi. 19 h. Profession imitateur. Et en plus. 20 h. 30. Faisine Bécot. 22 h. 30.
TRISTAN-BERNARD (45-27-98-01). Les Ombres Violentes. 19 h. Sylvie Job. 21 h.
VALHUBERT THÉÂTRE (45-84-30-60). O L'Éternité. 20 h. 30. Variétés. (43-36-00-92). C'est encore mieux l'après-midi. 20 h. 30.
ZINGARO (CHATEAU CHAUFFÉ) DAUMESNIL (43-44-07-90). Zingaro. 20 h. 30.

cinéma

Les exclusivités

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al. v.o.). Gaumont Les Halles. 1^{re} (40-26-12-12). Gaumont Opéra. 2^e (47-42-60-33). Saint-André-des-Arts. 1^{re} (43-26-45-18). Gaumont Colisée. 8^e (43-59-29-46). La Bastille. 11^e (43-54-07-76). Biennesse Montparnasse. 15^e (45-44-25-02).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Gaumont Opéra. 2^e (47-42-60-33). 14 Juillet Odéon. 6^e (43-59-33). Gaumont Ambassade. 8^e (43-59-19-80). George V. 8^e (45-62-41-46). 14 Juillet Bastille. 11^e (43-57-90-81). Faubourg. 13^e (43-31-56-86). Gaumont Aléa. 14^e (43-27-84-50). Miramar. 14^e (43-20-48-32). 14 Juillet Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79).
LA RAMBA (A. v.o.). UGC Emittage. 8^e (45-63-16-16). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
L'ÉLANIS. Film britannique de Mike Hodges. v.o. Ciné Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79). UGC Danton. 6^e (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6^e (45-74-94-94). UGC Normandie. 6^e (45-63-16-16). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
NOUVEAU INTERDIT. Film français de Pierre Granier-Deferre. Forum Horizon. 1^{re} (45-08-57-57). Rex. 2^e (42-36-83-93). Pathe Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79). George V. 8^e (45-62-41-46). Pathe Marignan-Concorde. 8^e (43-59-92-82). Saint-Lazare-Pasquier. 8^e (47-42-60-33). Pathe Français. 8^e (47-70-33-88). Les Nations. 12^e (43-43-01-59). UGC Lyon Bastille. 12^e (43-43-01-59). Faubourg. 13^e (43-31-56-86). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-84-50). Miramar. 14^e (43-20-48-32). 14 Juillet Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79).
VENT DE PANIQUE. Film français de Bernard Stora. Forum Arc-en-Ciel. 1^{re} (42-97-33-74). Saint-Germain Studio. 5^e (46-33-63-20). UGC Bistrot. 8^e (45-62-30-40). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
LA VIE PLATÉE. Film français de Claude Chabrol. Pathe Impérial. 2^e (47-42-72-52). Rex. 2^e (42-36-83-93). Ciné Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79). UGC Danton. 6^e (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6^e (45-74-94-94). UGC Normandie. 6^e (45-63-16-16). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
VERLEN. Film allemand de Sönke Wortmann. v.o. Forum Horizon. 1^{re} (45-08-57-57). Pathe Impérial. 2^e (47-42-72-52). Le Saint-Germain-des-Près. 6^e (42-22-87-23). Pathe Champs-Élysées. 8^e (47-20-76-23). La Bastille. 11^e (43-54-07-76). L'Étoile. 14^e (45-40-78-38). Sept Paroisses. 14^e (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

IL EST GÉNÉRAL PAPY. Film français de Michel Drach. Forum Arc-en-Ciel. 1^{re} (45-33-42-26). Saint-Michel. 5^e (43-26-79-17). Gaumont Colisée. 8^e (43-59-29-46). Saint-Lazare-Pasquier. 8^e (47-42-60-33). Pathe Français. 8^e (47-70-33-88). Les Nations. 12^e (43-43-01-59). UGC Lyon Bastille. 12^e (43-43-01-59). Faubourg. 13^e (43-31-56-86). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-84-50). Miramar. 14^e (43-20-48-32). 14 Juillet Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79).
L'ÉLANIS. Film britannique de Mike Hodges. v.o. Ciné Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79). UGC Danton. 6^e (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6^e (45-74-94-94). UGC Normandie. 6^e (45-63-16-16). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
NOUVEAU INTERDIT. Film français de Pierre Granier-Deferre. Forum Horizon. 1^{re} (45-08-57-57). Rex. 2^e (42-36-83-93). Pathe Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79). George V. 8^e (45-62-41-46). Pathe Marignan-Concorde. 8^e (43-59-92-82). Saint-Lazare-Pasquier. 8^e (47-42-60-33). Pathe Français. 8^e (47-70-33-88). Les Nations. 12^e (43-43-01-59). UGC Lyon Bastille. 12^e (43-43-01-59). Faubourg. 13^e (43-31-56-86). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-84-50). Miramar. 14^e (43-20-48-32). 14 Juillet Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79).
VENT DE PANIQUE. Film français de Bernard Stora. Forum Arc-en-Ciel. 1^{re} (42-97-33-74). Saint-Germain Studio. 5^e (46-33-63-20). UGC Bistrot. 8^e (45-62-30-40). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
LA VIE PLATÉE. Film français de Claude Chabrol. Pathe Impérial. 2^e (47-42-72-52). Rex. 2^e (42-36-83-93). Ciné Beaugrenelle. 15^e (45-75-79-79). UGC Danton. 6^e (42-25-10-30). UGC Rotonde. 6^e (45-74-94-94). UGC Normandie. 6^e (45-63-16-16). v.f. Rex. 2^e (42-36-83-93). UGC Montparnasse. 14^e (43-27-52-37). Gaumont Convention. 15^e (45-22-46-01). Pathe Clichy. 18^e (45-22-46-01). La Gambetta. 20^e (46-36-10-96).
VERLEN. Film allemand de Sönke Wortmann. v.o. Forum Horizon. 1^{re} (45-08-57-57). Pathe Impérial. 2^e (47-42-72-52). Le Saint-Germain-des-Près. 6^e (42-22-87-23). Pathe Champs-Élysées. 8^e (47-20-76-23). La Bastille. 11^e (43-54-07-76). L'Étoile. 14^e (45-40-78-38). Sept Paroisses. 14^e (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 5 DÉCEMBRE

« Les salons de la chambre de commerce au Phébe. Poussin. 10 h. 30. 27, avenue Friedland (Monuments historiques). »
« La Cité universitaire, reconnaissance des arbres par les bourgeois et l'écorce ». 10 h. 30, métro Cité-Universitaire (Les Amis de la Terre). »
« De la haute galanterie à la basse finance du quartier Bréda ». 10 h. 30, métro Pigalle (V. de Langlade). »
« Le symbolisme au musée d'Orsay ». 11 h. 15, sous RER, côté quai d'Orsay (Didier Bouchard). »
« Au musée d'Orsay, d'Ingres aux impressionnistes ». 13 h. 30, 1, rue de Bellechasse, entrée des groupes, sur le parvis (E. Roman). »
« Mystérieuse Égypte au Louvre ». 14 h. 30, sortie métro Louvre (Isabelle Haullier). »
« La Sainte-Chapelle ». 14 h. 30, boulevard du Palais, devant les grilles (Arnaud). »
« De la place des Vosges aux hôtels Sully et Soubise ». 14 h. 30, métro Pont-Marie (Les Filmeries). »
« Regalia, les instruments du sacre des rois de France ». 14 h. 30, Musée du Louvre, hall du pavillon de Flore (La France et son passé). »
« Musée Zadkine ». 14 h. 30, 100 bis, rue d'Assas (Hauts lieux et découvertes). »
« L'art portugais au dix-neuvième siècle ». 14 h. 45, Petit Palais, hall (Approche de l'art). »
« L'Institut de France ». 15 heures, 23, quai Conti (Monuments historiques). »
« La villa des Jardies, demeure de Balzac puis de Gambetta ». 15 heures, 14, rue Gambetta à Sèvres (Monuments historiques). »
« L'hôtel Bourienne ». 15 heures, 57, rue d'Hauteville (Ars confondues). »
« L'église Saint-Sulpice et les hôtels de l'ancien bourg Saint-Germain ». 15 heures, sortie métro Mabillon (Gilles Botzner). »
« Le couvent des Carmes et son jardin ». 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé). »
« La grande histoire du courrier au Musée de la poste ». 15 h. 15, 34, boulevard de Vaugrard (Simone Barbier). »
« Les salons du ministère des finances ». 17 heures, 93, rue de Rivoli. Carte d'identité (Connaissance d'ici et d'ailleurs). »
DIMANCHE 6 DÉCEMBRE
« Les appartements royaux du Louvre ». 11 heures, sortie métro Louvre (Didier Bouchard). »
« Moulins et vieux village de Montmartre ». 14 h. 30, métro Abbesses (Les Filmeries). »
« Une heure au Père-Lachaise ». 10 heures et 11 h. 30, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade). »
« Hôtels rénovés au Marais ». 14 h. 30, place des Vosges, statue de Louis XIII (Arts et curiosités). »
« L'hôtel d'Enghien ». 14 h. 30, 59, avenue Foch (Hauts lieux et découvertes). »
« L'hôtel de Sully ». 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques). »

CONFÉRENCES

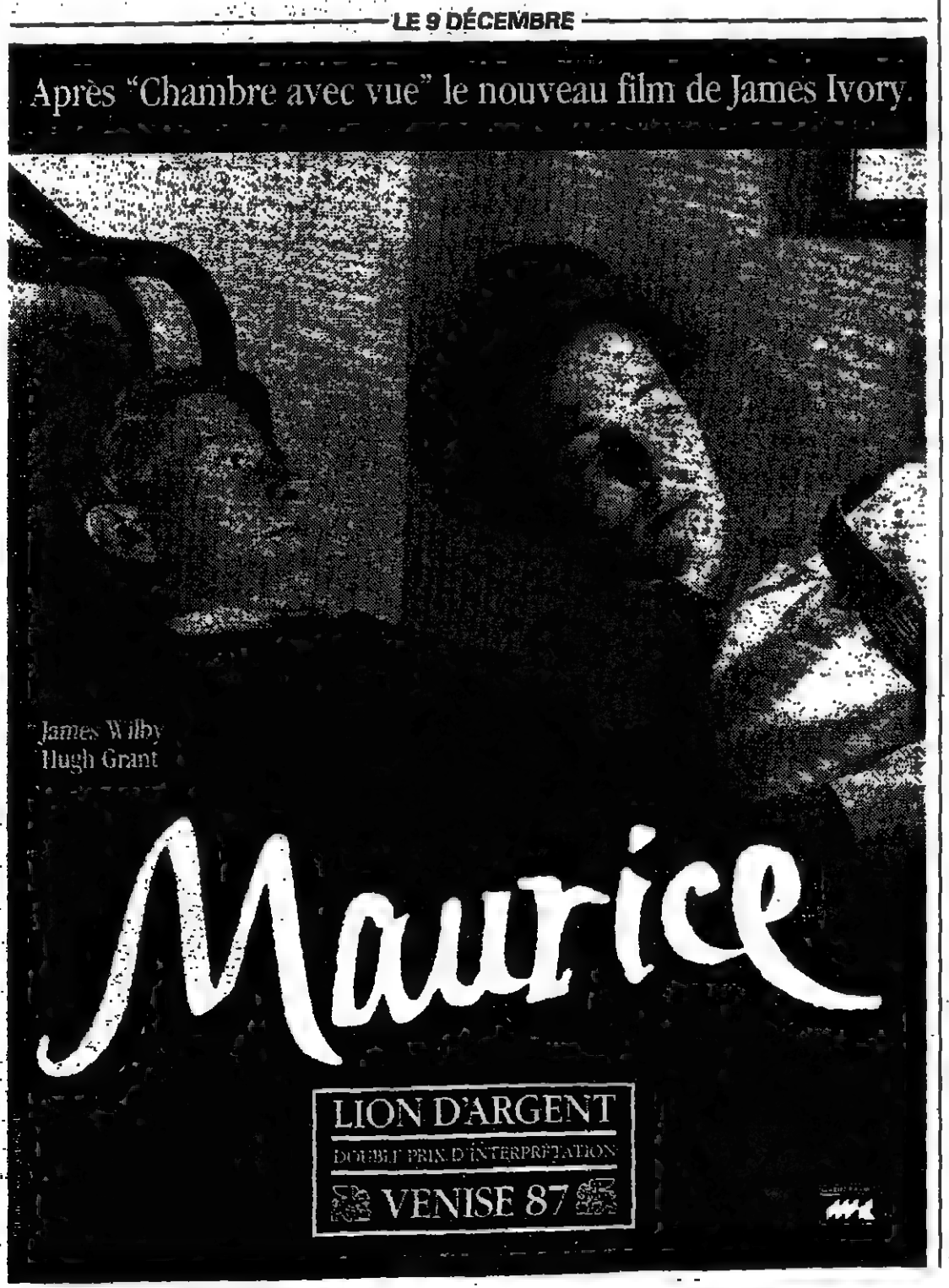
SAMEDI 5 DÉCEMBRE

Auditorium du Musée d'Orsay. 11 heures : « L'art devant la guerre (avant 14) », par Gérard Régner (entrée libre).
38, rue Ribera. 15 h. 30 : « Maroc » (Aurel Sala).
Maison des Mines. 270, rue Saint-Jacques. 14 heures : « Du roi Salomon à la chute de temple », par Christian Marquant. 16 heures : « Au temps des Almohades : splendeurs du monde hispano-mauresque », par Aude Cognard (Clio-Les Amis de l'histoire).
Hôtel de Sully. 62, rue Saint-Antoine. 16 h. 30 : « Paris : l'ascension d'une capitale, de la Renaissance aux Lumières » (Monuments historiques).
Hôtel Concorde-Saint-Lazare. 108, rue Saint-Lazare. 17 heures : « Le panthéon antique. Cieux et enfers » (AGESA).

DIMANCHE 6 DÉCEMBRE

Maison des Mines. 270, rue Saint-Jacques. 14 h. 30 : « Vienne, Prague, Budapest : splendeurs de l'Europe baroque » (Clio-Les Amis de l'histoire).
60, boulevard Latour-Maubourg. 14 h. 30 : « La Crête et la Grèce » (Aurel Sala).
« La Norvège » (Rencontre des peuples).
Salle de l'Espace. 2, place Maurice-Quentin. 15 heures : « La sécurité sociale encore possible ? » (Mouvement du Grand en France).
1, rue des Prouvaires. 15 heures : « Le son qui guérit, médecine d'hier et d'aujourd'hui », par M. Ferbois : « La puissance du souffle dans l'imitation », par Natty.
38, rue Ribera. 15 h. 30 : « Venise et sa lagune » (Aurel Sala).
Hôtel de Sully. 62, rue Saint-Antoine. 16 h. 30 : « Madame de Manton et la cour du Roi-Soleil » (Monuments historiques). »

Après "Chambre avec vue" le nouveau film de James Ivory.



James Wilby
Hugh Grant

Maurice

LION D'ARGENT
DOUBLE PRIX D'INTERPRÉTATION
VENISE 87

IRCAM

CHUISSE
CARLOTTA

Y. REPRÉSENT
EXCEPTIONNEL

DU 28 AU 29

STATION

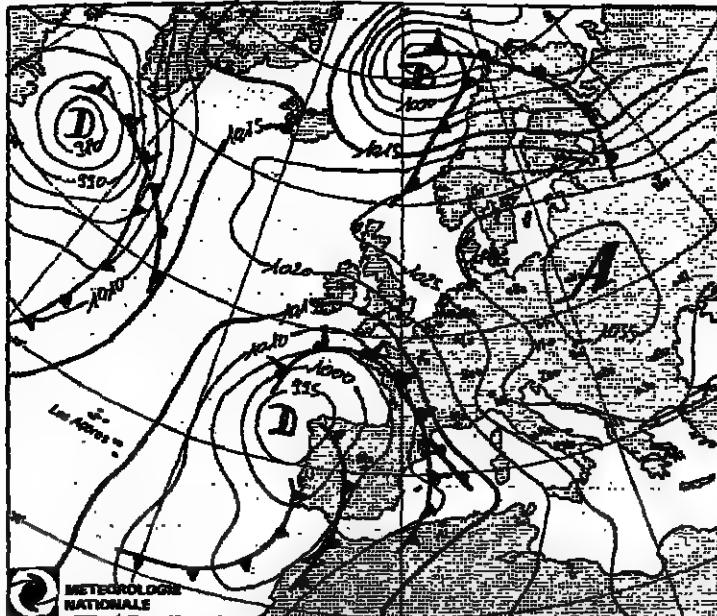
JEANNE MORRIS

KARL N. BLIXE

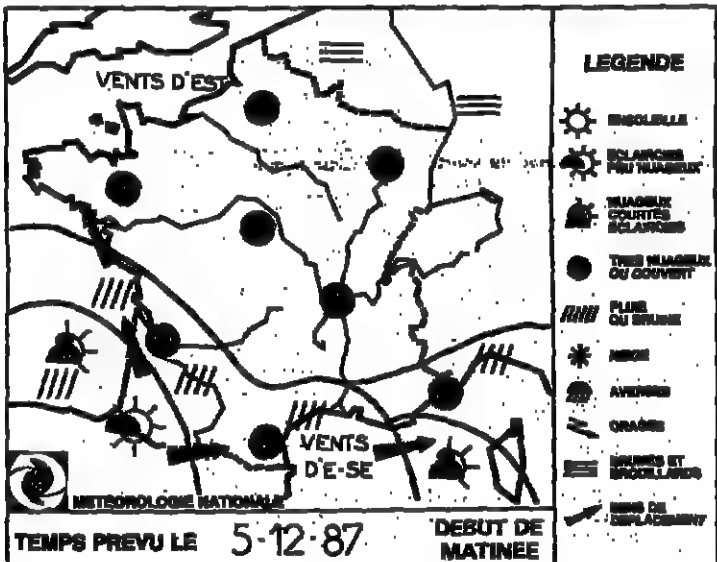
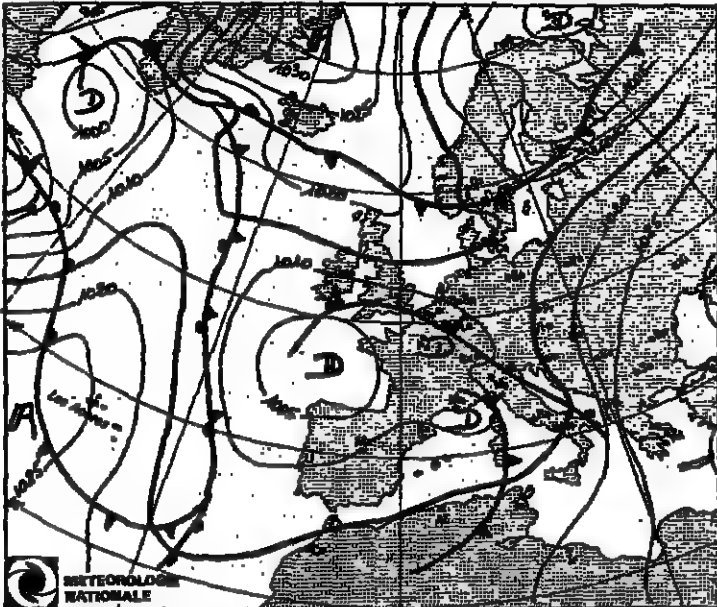
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 DÉCEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé		le 3-12 à 6 heures TU et le 4-12-1987 à 6 heures TU	
FRANCE	ÉTAT	ÉTAT	ÉTAT
AMBOISE	17 9	TOULOUSE	14 12
BARCELONE	14 12	PARIS	12 10
BRETAGNE	10 8	LYON	10 8
CHARENTAIS	10 8	NANTES	10 8
CHARENTAIS	10 8	POitiers	10 8
CHARENTAIS	10 8	SAINT-ÉTIENNE	10 8
CHARENTAIS	10 8	STRASBOURG	10 8
CHARENTAIS	10 8	TOULON	10 8
CHARENTAIS	10 8	VAL D'AUSE	10 8
CHARENTAIS	10 8	VERMOREL	10 8
CHARENTAIS	10 8	YVERDON	10 8

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'initiale d'Apostrophes

JEANNE MOREAU
lit
KAREN BLIXEN

en vente dans toutes les bonnes librairies à partir du 10 décembre

des femmes
Antoinette Fournier éditrice

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 4 décembre à 0 h TU et le samedi 5 décembre à 24 h TU.

Les pluies abondantes qui tombent sur le Sud-Est se défont lentement vers l'est. Le temps faiblement perturbé se réduit à partir de dimanche à la moitié nord du pays. Toutefois, une nouvelle aggravation surviendra sur le pourtour méditerranéen en début de semaine prochaine.

Samedi : couvert et humide - pluies dans le Sud-Est.

Nous aurons généralement un temps gris et humide. De petites pluies pourront se produire passagèrement au cours de la journée.

Près du pourtour méditerranéen, les pluies seront toutefois abondantes, surtout sur le versant sud du relief. Des orages pourront éclater par endroits. Le temps pluvieux se décalera lentement vers l'est au cours de la journée. Il pleuvra uniquement le matin sur le Languedoc-Roussillon et le sud du Massif Central. En revanche, les pluies traîneront davantage sur l'est du Massif Central, la Provence, la Côte d'Azur, la Corse ainsi que dans la vallée du Rhône et sur le sud des Alpes.

Dans le sud-ouest du pays, des éclaircies se développeront, tout d'abord sur le Pays basque et le Midi-Pyrénées. Elles gagneront dans la journée tout le Sud-Ouest et s'étendront à la Vendée, au Limousin et au Poitou-Charentes. Les nuages resteront toutefois nombreux et nous aurons des averses près des côtes de la Vendée et du sud de la Bretagne.

Le vent d'est soufflera fort en Manche. Le vent de sud-est sera plus fort près de la Méditerranée.

PHILATÉLIE

Le Père Noël est un postier

Les fêtes de Noël donnent l'occasion, pour certaines administrations postales, de gâter leur clientèle.



En France, le Centre de recherches du courrier de Libourne (Gironde) va bientôt recevoir le courrier que les enfants expédient au Père Noël. Tout courrier reçu avant le 25 décembre (il suffit de mentionner sur l'enveloppe par exemple « Père Noël, avenue du Ciel ») recevra une réponse sous forme d'une carte postale originale, dont le motif change chaque année : ne pas oublier de mentionner vos coordonnées, les enfants n'y pensent pas forcément. Quant aux commandes de jouets qui accompagnent les lettres des bambins, inutile de préciser qu'elles ne sont pas satisfaites !

L'Australie, depuis sept ans, propose un service semblable, mais payant. Les fonds perçus sont versés à des œuvres charitables.

Ainsi, pour 2,5 dollars australiens (environ dix francs), le Père Noël envoie ses vœux sous la forme d'une

carte postale affranchie d'un timbre spécial de Noël, oblitéré à l'aide d'un cachet illustré. Les demandes doivent parvenir au Père Noël avant le 14 décembre (Santa Bag, Australian Philatelic Federation, C/Post Office, Parramatta NSW 2150, Australie).

Les postes britanniques fêtent la fin d'année à leur manière en vendant leurs timbres de Noël avec un rabais : le timbre à 13 pence, correspondant au tarif intérieur pour les cartes postales, est vendu en carnet de 36 figurines au prix de 4,60 livres pour 4,68 livres de faciale.



Le Canada, pour la seconde année consécutive, propose un timbre de Noël vendu 31 cents destinés à affranchir des cartes spéciales de Noël : date limite d'utilisation de ce tarif préférentiel le 31 janvier 1988. Après cette date, l'utilisateur doit ajouter d'autres timbres pour obtenir l'affranchissement requis. Ce timbre est vendu en carnet de dix.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Clanchat 75009 Paris Tél. : (1) 42-67-99-08.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde sans visa » page 18

LOTTO		TRAME DU MENSONGE	
3	4	10	21
25	44	31	
PROCHAIN TRAME, EN DIRECT SUR « 201 »			
BARRÉS À DÉCOUPER : 201 A 201 B			
VALABLE JUSQU'AU 15 JANVIER 1988			
AUX MEUBLES MARITIMES			
POUR LES BILLES TRAVAILLES DE LA RÉGION PRODIGE			
COUPON DE		REVENIR PAR BILLES	
6 BILLES		1 275 595,00 F	
5 BILLES		130 780,00 F	
4 BILLES		6 980,00 F	
3 BILLES		115,00 F	
2 BILLES		9,00 F	

★ Carré rive gauche : quai Voltaire, rue des Saints-Pères, rue de l'Université, rue du Bac, rue de Beaune, de Lille et de Versailles.

En filigrane

● Carl Lewis au Paraguay. — Le célèbre athlète américain Carl Lewis apparaît sur un timbre de dix guaranis émis par le Paraguay le 22 septembre.

● Expositions. — Le Club philatélique du Parnet (Val-de-Marne) organise les 5 et 6 décembre une exposition dans le cadre du centre-ville de la ville avec un bureau de poste temporaire (renseignements, souvenirs philatéliques : Club philatélique du Parnet, 2, rue de la Prairie, 94170 Le Parnet).

La mairie de Lagny accueille les 5 et 6 décembre une exposition philatélique pour la mise en service de la flamme sur la chapelle Sainte-Agathe (renseignements, souvenirs philatéliques : Association philatélique redonnoise, M^{me} Moreau, 7, rue de Buard, 35600 Redon).

L'Amicale philatélique de Villers-sur-Marne et de la Brie fête son quarantième anniversaire du 5 au 7 décembre sous la forme d'une exposition à l'hôtel Maestrot de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne). (Renseignements : G. Demé, 58, rue des Martyrs-de-Chateaubriand, 94490 Ormesson-sur-Marne).

L'Association philatélique « Les Canuts » organise le 8 décembre à Lyon (Rhône) une exposition philatélique et cartophile sur la musique et l'art religieux avec un bureau de poste temporaire (renseignements : « Les Canuts », 6, rue Gratioloup, 69004 Lyon).

La huitième bourse de cartes postales et vieux papiers de Saint-Denis-en-Val (Loiret) aura lieu le 13 décembre à la salle des fêtes de Saint-Denis-en-Val (renseignements : M^{me} Rigaud, 130, rue des Aumiers, 45560 Saint-Denis-en-Val).

« Le Monde des philatélistes » de décembre. — Au sommaire du Monde des philatélistes daté décembre : la collection des carnets de timbres d'Amérique et de France, le bicentenaire de la Constitution des États-Unis et un sujet cartes postales consacré aux arts de la Belle Époque, Melba, Mata Hari, Polaire ou Sarah Bernhardt... (Le Monde des philatélistes, 100 pages, 15 F, en kiosque ou à la vente au numéro, 7, rue des Italiens, Paris 9^e).

● Les antiquaires du Carré rive gauche seront exceptionnellement ouverts le dimanche 8 décembre, de 11 heures à 19 heures. Ils permettront également de visiter plusieurs expositions qui resteront ouvertes jusqu'à la fin du mois de janvier : « Le divin bambou » (présentation de pipes à opium chinoises, chez Gérard Lavy, rue de Beaune) ; « Le paysage dans le dessin du septième-dix-huitième siècles » (Galerie Delavallée, rue de Beaune) ; « Le conteur, de Louis XIV à nos jours » (chez Véronique Gérard, rue des Saints-Pères) ; « Pontons marins » (Galerie Actéon, rue de Beaune, etc.).

★ Carré rive gauche : quai Voltaire, rue des Saints-Pères, rue de l'Université, rue du Bac, rue de Beaune, de Lille et de Versailles.

CAMPUS

« Kheops » apprend les hiéroglyphes

CENT soixante-cinq ans après la découverte Champollion, le déchiffrement des hiéroglyphes suscite toujours la même passion (1). Plus de cent cinquante « étudiants » suivent les cours d'égyptologie classique enseignés par « Kheops », une association créée en 1986 par Christine Gallois. La suite de la rédaction des Principes généraux de l'écriture sacrée égyptienne de Champollion, à laquelle elle a participé, et son expérience à l'Institut d'Orient, lui ont fait découvrir à quel point l'engouement pour la Vallée des Rois était toujours viv. « Kheops » propose donc un cycle de cours sur les hiéroglyphes et des conférences sur l'archéologie, l'art, l'histoire et la religion de l'Égypte.

L'enseignement est donné sur trois ans. La première année, les élèves se familiarisent avec l'écriture et la grammaire, grâce à des « textes faciles ». Armés d'un crayon bien taillé, ils s'exercent notamment à reproduire un ensemble de signes dont certains demandent un véritable talent de dessinateur. Les années suivantes, on aborde des « textes » plus complexes et on s'initie à l'évolution de l'écriture. A l'issue de ces trois années, ils se voient délivrer une attestation qui leur permet de compléter leur culture égyptienne à la Sorbonne, à l'école du Louvre ou à l'Institut catholique.

Les cours d'initiation aux hiéroglyphes sont suivis par des enseignants, des membres des professions libérales — en particulier des médecins — mais aussi des « onze-quinze ans » qui se montrent parmi les plus passionnés d'égyptologie.

J. P.

« Kheops », 13, rue Tholozan, 75008 Paris. (Tél. : 43-31-05-78.)

(1) Voir l'article de Pierre Grandet et la méthode de Champollion dans le numéro de décembre de L'Initiale (25 F).

Un bâtiment à Caen pour Sup de Co

L'école supérieure de commerce Le Havre-Caen, qui, comme son nom l'indique, est partagée entre ces deux villes possède maintenant un bâtiment de 1 800 m² à Caen qui vient d'être inauguré par M. Georges Chevannes, ministre du commerce et de l'artisanat. Il accueille les classes préparatoires, les étudiants de troisième année et ceux qui suivent le nouveau cycle de « comptabilité et finances européennes » organisé en association avec le Leeds Polytechnic (Grande-Bretagne) et la Bremen Hochschule (RFA).

(ESCAE, rue Claude-Bloch, 14000 Caen. Tél. : 31-47-40-20.)

Orthopédie et colopscopie

L'université de Picardie vient de créer deux diplômes d'un-

versité dans le domaine de la santé. Un diplôme d'orthopédie et petit appareillage donne une formation complémentaire de deux ans aux jeunes diplômés et aux pharmaciens d'officine. Un diplôme de colopscopie et de pathologie cervico-vaginale permet aux gynécologues et aux accoucheurs d'acquies une aptitude au diagnostic de la pathologie cervicale et aux traitements des anomalies du col utérin.

Droit de la vigne

Le service d'éducation permanente de l'université de Reims organise un stage sur le « droit de la vigne et du champagne » entre le 5 janvier et le 9 mars. On y traite notamment de la législation, de la fiscalité, du marketing, de la publicité, de l'œnologie...

(Service universitaire d'éducation permanente, 62, rue Libergie, 51100 Reims. Tél. : 26-47-06-25.)

FRANTOUR TOURISME VOUS PROPOSE, POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, DES SÉJOURS A SAINT-RAPHAËL (BOULOURIS)

- Arrivée à SAINT-RAPHAËL (BOULOURIS) les dimanches 20 et 27 décembre 1987
- Départ de SAINT-RAPHAËL (BOULOURIS) les samedis 26 décembre 1987 et 2 janvier 1988

Prix : 2 384 F par personne pour une semaine de séjour au départ de PARIS

Possibilité d'effectuer le séjour du 20 décembre 1987 au 2 janvier 1988

Prix : 4 109 F par personne au départ de PARIS, pour deux semaines, comprenant :

- Le train PARIS-SAINT-RAPHAËL et retour, en place assise de 2^e classe (couchette et wagon-lit en suppl.)
- Le séjour à BOULOURIS en 1/2 pension en chambre à deux lits, vin compris.
- L'assurance annulation-rapatriement.

Possibilité de RÉVEILLONS avec supplément :

NOËL 360 F NOUVEL AN 630 F

Possibilité de prix au départ de toutes les gares SNCF

RENSEIGNEZ-VOUS :

- Dans les agences FRANTOUR TOURISME.
- Dans les gares SNCF de PARIS.
- Dans les gares SNCF des principales villes de province.
- Par correspondance : BP 6208 75362 PARIS CEDEX.
- Par téléphone : (1) 45-63-03-14.

PREPA SC.PO.

Préparation annuelle et semestrielle pour jeunes bacheliers 11 ans d'expérience dans la préparation des grandes écoles.

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS

48, rue de la Fédération 75015 Paris Tél. : (1) 45 66 59 98

Le Monde sur minitel

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

au MONDE et aux publications périodiques

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ABO

Economie

Baisse concertée des taux d'intérêt en Europe

SOMMAIRE

■ Les grandes banques centrales européennes ont procédé, le 3 décembre, à un mouvement de baisse des taux d'intérêt, la Bundesbank diminuant son taux d'escompte en le portant à son plus bas niveau, 2,5 %, et la Banque de France de 8 % à 7,75 %. Cette concertation a constitué un pas en avant vers un réaménagement des taux de change. Elle n'a pas été saluée d'une manière positive par les places financières. A Wall Street, le Dow Jones a baissé (lire ci-contre).

■ Les Japonais ont approuvé pour leur part le geste ouest-allemand. Ils estiment ne pas avoir à changer l'orientation de leur politique. Ils continueront à encourager la croissance actuelle économique (lire ci-contre).

■ Les grands instituts de conjoncture ouest-allemands n'envisagent pas pour 1988 de récession ni de façon durable pour la RFA ni pour l'économie mondiale (lire ci-dessous).

■ L'INSEE a révisé ses statistiques sur les effectifs employés en tenant compte des dernières indications du ministère du travail, ce qui les rapproche des statistiques de l'UNEDIC (lire page 32).

Pour la troisième fois en un mois, les 6 et 23 novembre et le 3 décembre, l'Allemagne a abaissé ses taux d'intérêt, ramenant cette fois-ci, son taux d'escompte de 3 % à 2,5 %, plus bas niveau historique. Elle a été imitée par ses partenaires européens, le taux d'escompte revenant aux Pays-Bas de 4 % à 3,75 %, en Autriche de 3,5 % à 3 %, en Belgique de 7,25 % à 7 % et, en Suisse de 3 % à 2,5 %. La Banque d'Angleterre avait donné l'exemple en ramenant de 9 % à 8,5 % son taux directeur. La Banque de France, en concertation avec la Bundesbank, a abaissé également de 8 % à 7 3/4 % le taux de ses appels

d'offre (taux privilégié) et de 8,50 % à 8,25 % son taux de prise en pension (taux de pénalisation). Le taux des bons du Trésor italien a été abaissé.

Sur les marchés des changes, l'impact de ces mesures a été quasi nul. Après une brève reprise, les cours du dollar sont retombés vendredi 4 à leur niveau de la veille, un peu au-dessus de 1,65 DM, 5,60 F et 132 yens, le cours du mark à Paris restant inchangé à 3,40 F. La Bourse de New-York a même fortement baissé, ainsi que celle de Tokyo. Quant à la Bourse de Paris, peu animée, elle plongeait vendredi matin de 4 %.

La RFA a apporté sa contribution à la stabilisation des marchés

C'est donc fait ! Comme dans un ballet bien réglé, les Banques centrales européennes ont, jeudi 3 décembre, abaissé leur taux d'escompte ou leur taux directeur, la Grande-Bretagne d'abord, puis l'Allemagne de l'Ouest avec ses satellites financiers et commerciaux, l'Autriche et les Pays-Bas, la France enfin. Une telle décision, d'importance capitale, était suspendue à celle de la Banque fédérale d'Allemagne que les milieux internationaux attendaient impatiemment depuis quelques jours, la jugeant à la fois inévitable et indispensable.

Inévitable parce que la pression des Etats-Unis a été telle et la menace d'une nouvelle baisse du dollar si redoutable que les autorités monétaires allemandes comme le ministre de l'économie, M. Gerhard Stoltenberg, se sont résignées à lâcher leur dernière carte financière, à savoir une diminution du taux d'escompte, tombé désormais à son plus bas niveau historique. Indispensable aussi car la déception était si forte que la devise américaine risquait de s'enfoncer à nouveau. La Banque centrale allemande « a voulu, en particulier, favoriser la détente sur les taux d'intérêt, déjà constatée sur le marché, afin d'apporter sa contribution à un retour à la stabilité sur les marchés des changes ». Pour M. Stoltenberg, « la décision de la Banque en matière de taux d'intérêt qui a été rendue possible notamment grâce à la stabilité fondamentale des prix

(ils ont augmenté de 1 % en un an) est un signal international important ».

Un signal, telle est la signification véritable de cet abaissement des taux d'escompte bien accueilli, on s'en doute, par M. James Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, qui le qualifie d'« importante contribution aux efforts de coordination des politiques économiques ». En fait, l'assouplissement de la politique allemande face aux exigences américaines et à la crise financière s'était déjà effectué, en deux temps.

Le 6 novembre, la Bundesbank avait ramené de 3,80 % à 3,50 % son taux de pension à vingt-huit jours, et de 5 % à 4,5 % son taux de change sur titre (lombard), moyen par lequel elle alimente de préférence les banques et le marché financier domestique. Un peu plus de deux semaines plus tard, le 23 novembre, elle abaissait à nouveau son taux de pension ramené de 3,50 % à 3,25 % et de 3,20 % à 3 % celui des bons du

Trésor à trois jours. L'essentiel était donc fait. Il ne restait plus que le taux d'escompte, qui s'applique surtout à l'escompte des effets commerciaux, comme son nom l'indique, mais qui est plus symbolique que réel. Ce symbole, malgré tout, reste important et c'est pourquoi les autorités allemandes ont pris leur décision. Elle aura pour effet immédiat d'agir sur les anticipations des agents économiques et des marchés financiers internationaux que de relancer vraiment l'économie germanique, affectée surtout par la baisse du dollar qui pénalise les exportations de la RFA vers les Etats-Unis.

Les taux d'escompte de quatorze pays industrialisés

Allemagne fédérale	2,5 %
Japon	2,5 %
Suisse	2,5 %
Autriche	3 %
Pays-Bas	3,75 %
Etats-Unis	8 %
Danemark	7 %
Belgique/Luxembourg	7 %
Suède	7,5 %
Espagne	8 %
France	7,75 %
Grande-Bretagne	8,5 %
Italie	12 %
Portugal	14,5 %

Quant aux effets sur les marchés des changes, ils risquent d'être peu importants : ce qui compte pour les opérateurs, c'est le niveau des taux à court terme, régi essentiellement en Allemagne par celui des pensions à vingt-huit jours de la Bundesbank et au vu que leur diminution était déjà acquise, sans que l'on puisse compter sur une nouvelle et sensible réduction.

La France pénalisée

Un signal donc et un symbole qui pourraient effectivement constituer une contribution à une mise à jour des accords du Louvre sur la stabilisation des parités monétaires signés le 22 janvier dernier et qui ont besoin d'être sérieusement révisés à l'occasion d'une nouvelle réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde. A cette occasion, le Japon, qui vient de réaffirmer par la voix du gouverneur de sa Banque centrale, M. Satoshichi Sumita, son opposition à toute nouvelle réduction de son taux d'escompte déjà ramené à son plus bas niveau historique de 2,5 %, pourrait, lui aussi, assouplir sa position.

La vieille Europe a fait son devoir : reste au principal créancier et fournisseur des Etats-Unis, à savoir le Japon, à faire le sien. Quant à l'Onclé Sam, qui vient d'obtenir ce qu'il demandait — un élargissement de l'écart entre les taux américains et les autres, — il

fera ce qu'il pourra, c'est-à-dire pas grand-chose. La mise en application de l'accord péniblement réalisé à Washington sur la réduction du déficit budgétaire sera longue, trois mois, et d'annonce déjà difficile. Pour ce qui concerne le déficit commercial, il demeure une préoccupation lancinante des marchés des changes, qui ont maintenant les yeux fixés sur le lundi 14 décembre, date à laquelle seront rendus publics les chiffres de la balance des échanges extérieurs des Etats-Unis pour le mois d'octobre. S'ils ne sont pas meilleurs ou moins mauvais que ceux du mois précédent, le dollar sera soumis à de vives pressions.

La France, quant à elle, a pu tout de même profiter de la baisse concertée du jeudi 3 décembre pour atténuer encore un peu la pénalisation qu'elle avait dû s'infliger le 6 novembre. A cette date, en effet, la faiblesse du franc face à un mark ultra-vigoureux avait contraint la Banque de France à relever de 3/4 de point son taux directeur porté de 7 1/2 % à 8 1/4 % pendant que la Bundesbank abaissait le sien. Elle a pu, le 23 novembre, revenir en arrière d'un premier quart de point (8 % contre 8 1/4 %) et le 3 décembre, d'un second quart de point (7 3/4 contre 8 %), cela grâce à une tenue du franc à peu près acceptable. Notre monnaie a tout de même glissé de près de 2 % par rapport au mark (de 3,34 F à 3,40 F depuis un mois).

Il n'en reste pas moins que, entre les 3 % à 3,20 % de l'Allemagne et les 8 % de la France, un écart de 5 points subsiste sur les taux, très supérieur à l'écart d'inflation entre les deux pays revenu à 2 points environ. Notre pays reste donc fortement pénalisé, et il risque de le demeurer tant que le franc se montrera faible par rapport au mark.

C'est là un autre problème, tout à fait européen sans doute, mais qui est étroitement lié à la tenue du dollar. Si ce dernier fléchit, il entraîne notre monnaie, et inversement.

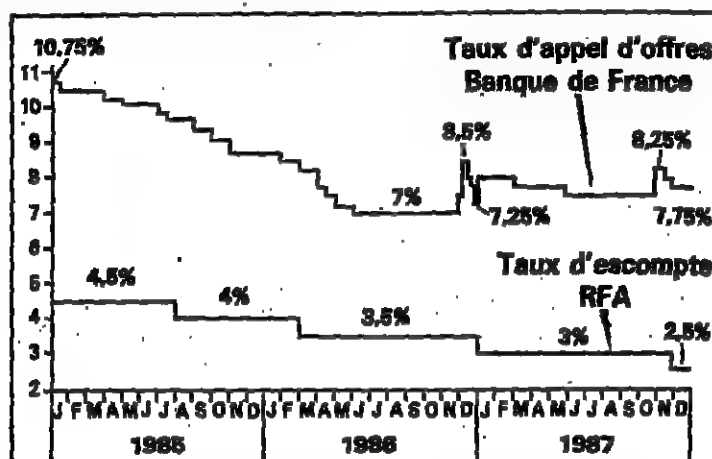
FRANÇOIS RENARD.

Comment la Banque de France agit sur les taux

Depuis de nombreuses années, la Banque de France ne se sert plus de son taux d'escompte, fixé invariablement à 8 %. Mais, à intervalles réguliers, huit jours ou quinze jours, elle alimente en liquidités les banques et le marché interbancaire. C'est par ce biais qu'elle fait varier le coût de l'argent à court terme. Le coût évolue dans un canal défini par deux taux directeurs.

Le plus bas (plancher), et le plus important, est constitué par le taux des adjudications de liquidités que la Banque de France effectue sur appel d'offres émanant des banques, en leur rachetant le papier qu'elles lui présentent (effets de première main).

Le plus haut (plafond), constitué de taux de pénalisation, est celui des prises en pension de « papiers » pendant sept jours. L'écart entre les deux taux est, en général, d'un demi-point. En outre, l'institut d'émission peut à tout moment, s'il l'estime nécessaire, notamment en cas de tension excessive, alimenter le marché au coup par coup. Depuis le début de 1985, il a d'abord poursuivi une politique de désescalade des taux en liaison avec la désinflation, son taux d'adjudication descendant à 7 %. Puis la faiblesse du franc l'a obligé à relever ce taux à 8 1/2 % fin 1986 pour revenir à 7 1/2 % en juin 1987, et à remonter à 8 1/4 % il y a un mois, avant de revenir en arrière jeudi 3 décembre.



Le Japon va continuer à soutenir la croissance

TOKYO
de notre envoyée spéciale

Le Japon est sans doute le plus ardent des principaux pays industriels dont la réunion en « groupe des sept » continue d'alimenter les sautes d'humeur des marchés boursiers et monétaires. En attendant l'une de ses cartes maîtresses et en ramenant à 2,5 % son taux d'escompte, la Bundesbank a relancé le jeu des ultimes préparatifs dans le camp américain.

« Il est évident que les problèmes des Etats-Unis ne peuvent être résolus à long terme », constate le vendredi 4 décembre le vice-ministre des finances, M. Toyoo Gyohten, faisant allusion aux laborieuses négociations du Congrès américain sur l'orchestration d'une réduction du déficit budgétaire. Ce préalable à un sur-saut de la coopération internationale est à l'origine du scepticisme des marchés qui attendent tout d'un « G7 » sans plus oser y croire.

Pourtant, les mesures annoncées par le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, constituent selon M. Gyohten un « pas très positif », dont les marchés, obédies par la polémique parlementaire américaine de Washington, ont mésestimé la portée. « Nous avons eu des réactions similaires quand nous avons annoncé des crédits bonifiés en faveur de la construction », se rappelle-t-il dans un sourire.

Aujourd'hui, les partenaires de Tokyo reconnaissent la réalité des progrès réalisés notamment par ce biais. Une analyse partagée par certains Européens présents dans la capitale européenne à l'occasion d'un symposium CEE-Japon. « Il était récemment aussi impossible d'imaginer M. Stoltenberg débiter des subventions en faveur des entreprises que d'entendre M. Balladur annoncer des renationalisations », s'est exclamé un expert en relations internationales.

En fait, à force de tout anticiper — les baisses de déficit américain comme celles des taux d'intérêt, voire les revirements allemands —, les marchés tendent à banaliser à l'avance une réunion du « groupe des sept ». Une éventualité qui n'est pas pour déplaire à tout le monde.

« Stabiliser les monnaies, nous en avons tout besoin. Mais il ne s'agit pas d'un but en soi », a répété le vice-gouverneur de la Banque du Japon, M. Takeshi Ohta. Les accords du Louvre, tant décriés depuis l'automne, ne venaient-ils par surtout une meilleure coordination des politiques économiques pour réduire les grands déséquilibres et conforter

une croissance mondiale sans renaissance de l'inflation ?

Un objectif majeur que les marchés ont vu se concrétiser ces dernières semaines : faire d'un « G7 » une véritable session de travail, un « non-événement » spectaculaire par son seul sérieux et sa crédibilité n'est pas pour autant une mince affaire. Et jusqu'au dernier moment, les marchandages frontaux ont permis d'établir une nouvelle grille de parités la moins arbitraire possible compte tenu des atouts et des faiblesses économiques de chacun.

Une réforme fiscale en 1988

En ce domaine, M. Ohta reste soucieux d'éviter la renaissance des anticipations inflationnistes. La croissance de la masse monétaire, 11,7 % en octobre, le préoccupe toujours, même s'il reconnaît que la hausse des prix reste inférieure à 0,70 % en rythme annuel et ne saurait constituer un signal d'alarme.

« Maintenir un budget expansionniste et une politique monétaire souple », constitue une double priorité. M. Gyohten confirme ces options au nom d'une coopération internationale dont le Japon a, lui aussi, besoin pour mener à bien ses réformes de structure.

Le ministère nippon des finances fera sa part du chemin : le budget qui sera annoncé en janvier comportera une enveloppe d'investissements dans les travaux publics « équivalente à celle du budget supplémentaire du printemps dernier, 3 000 milliards de yens ». Et la réforme fiscale que le gouvernement Nakasone n'avait pas réussi à faire adopter devrait « passer en 1988 ».

S'il a mis du temps à accélérer vraiment sa machine économique, le Japon paraît ainsi prêt à continuer à l'alimenter, au grand soulagement du directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, à l'issue d'une visite de quarante-huit heures à Tokyo, a souligné lors d'une conférence de presse, le jeudi 3 décembre, que le Japon avait « toute raison d'être satisfait et la FMI de le féliciter » pour la contribution apportée à une concertation internationale dont on a « plus que jamais besoin » en ayant réussi à porter sa croissance à 3,50 %, grâce à une forte demande interne, en hausse de 4,5 %.

Un satisfecit qui s'accompagne d'une requête : « Que Tokyo maintienne à l'avenir sa politique » de stimulation de la croissance sans inflation. Un appel en forme de pari que le Japon semble prêt à relever.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Aux Etats-Unis

La commission des finances du Sénat adopte un projet de réduction du déficit budgétaire

La commission des finances du Sénat américain a adopté, jeudi 3 novembre, à l'unanimité un projet d'augmentation des impôts et taxes de 9 milliards de dollars en 1988 et de 14 milliards en 1989. Le vote est intervenu dans le cadre de l'accord de principe avec la Maison Blanche pour réduire le déficit budgétaire.

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a félicité la commission, en soulignant que le projet adopté répond « à la lettre et à l'esprit de l'accord » du 20 novembre de réduction de 76 milliards de dollars en deux ans du déficit. M. Baker a cependant émis des réserves sur certaines des dispositions du projet.

La plupart des impôts nouveaux doivent peser sur les entreprises et les revenus les plus élevés. Seule l'extension pour trois ans d'une taxe de 3 % sur les services de téléphone devrait affecter un grand nombre de consommateurs (2,7 milliards de dollars de recettes).

Le projet exclut du champ des augmentations une taxe supplémentaire destinée au système de protection sociale Medicare (soins de santé pour les plus démunis et les personnes âgées), qui aurait pesé sur 8 millions de salariés gagnant plus de 45 000 dollars par an. Cette augmentation, qui avait été très controversée, avait contribué à une réduction de 8,5 milliards de dollars du déficit sur deux ans.

Conséquence de la grève à la Banque de France

Vers une pénurie de billets ?

Le mouvement de grève à la Banque de France, commencé le lundi 30 novembre, pourrait, s'il se poursuivait, avoir des conséquences fâcheuses pour les particuliers. La fermeture des guichets empêche, en effet, l'acheminement des virements du Trésor. Le règlement des créances de l'Etat et celui des chèques tirés sur la Banque de France, ainsi que le paiement des fonctionnaires pourraient s'en trouver perturbés.

De plus, ce conflit social a provoqué une rupture dans le circuit des billets de banque. L'unité de Chamalières, dans le Puy-de-Dôme, qui fabrique toutes les coupures françaises (à l'exception de celles de 500 francs dont une partie est réalisée à Putaux (Hauts-de-Seine) ne fonctionne plus depuis quelques jours. Plusieurs respon-

sables bancaires, dont les établissements s'approvisionnent en billets de banque pour alimenter notamment les distributeurs automatiques et leurs guichets, ont déclaré n'avoir pas eu jusqu'à ce jour de difficultés. Ils ne cachent cependant pas que la situation pourrait se dégrader rapidement si les grèves devaient se prolonger.

Enfin, la Banque de France à Clermont-Ferrand ne fait quasiment plus les compensations de chèques, ce qui crée des difficultés pour les banques, car leurs clients ne seront débités que plus tard. Plus gênante pour les particuliers est la conséquence inverse qui retarde cette fois l'opération qui consiste à être crédité. De nombreux virements seraient ainsi en souffrance dans les fichiers informatiques de la Banque de France.

ECONO

British Cal
Ingle rester l

elf aqu

COMPAGNIE ELE
REVENU GLOBAL PAR

سكنى من الامل

Économie

Après des mois de publication de statistiques contradictoires

L'INSEE et l'UNEDIC rapprochent leurs appréciations sur l'évolution des effectifs salariés

Aménagés depuis des mois à publier des statistiques contradictoires sur l'évolution de l'emploi (le Monde du 14 août), l'INSEE et l'UNEDIC devaient prochainement pouvoir enterrer la hache de guerre et se retrouver avec des appréciations convergentes.

Par une note discrète, au verso du n° 270 de ses Informations rapides, l'Institut national de la statistique annonce en effet que les indices « sont en cours de réestimation pour tenir compte d'informations nouvelles sur le nombre de stagiaires SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) et sur les niveaux d'emploi (...) ».

L'explication ? Depuis qu'il intégrait les jeunes en SIVP dans les effectifs salariés, l'INSEE tablait sur 90 000 bénéficiaires de ce type d'emploi un peu particulier, tant à la fin de l'année 1986 qu'à la mi-1987. Or cette évaluation, toute théorique,

déjà discrètement contestée par l'UNEDIC, s'est révélée fautive. Selon le ministère des affaires sociales, cette fois, qui vient de le faire savoir aux intéressés, le « stock » officiel de SIVP en décembre 1986 s'élevait à 72 000. A la fin juin 1987, il était de 122 000 et, à fin septembre, de 105 000.

Dans ces conditions, l'INSEE va devoir réviser à la baisse son estimation de l'emploi salarié pour l'ensemble de l'année 1986, fixée à + 0,3 %, et révaloriser son appréciation pour les neuf premiers mois de 1987, établie à + 0,1 %.

Ce double mouvement permettra de se rapprocher des chiffres fournis par l'UNEDIC, qui, pour l'ensemble des salariés des secteurs marchands non agricoles, affichait une baisse de 0,1 % pour 1986 et une hausse cumulée de 0,7 % à la fin du troisième trimestre de 1987.

Apparemment anecdotique ou byzantine, la polémique qui s'achève aura mis en évidence plusieurs diffi-

cultés sérieuses. Avec une différence de près de quatre-vingt-dix mille personnes selon les sources, il était devenu délicat de porter une appréciation sur les tendances du marché de l'emploi. Il était impossible de détecter l'efficacité des mesures prises en faveur de tel ou tel public. Une « certaine opacité », ajoutent d'ailleurs les spécialistes, due à la présence du plan pour l'emploi des jeunes ou aux effets du traitement social, perturbe les données. Il est par exemple évident que ce sont les stages SIVP, exonérés de charges sociales et rémunérés entre 17 % et 27 % du SMIC selon l'âge, qui orientent les résultats finaux et marquent la tendance actuelle.

Malgré ces réserves, les toutes dernières indications émanant de l'UNEDIC permettent de se faire une idée sur les mouvements qui s'opèrent, sous le pourcentage global. Sur les neuf premiers mois de 1987, l'emploi industriel avait perdu 2,2 % de ses effectifs, le tertiaire et les services en auraient gagné 3,1 % et le bâtiment-travaux publics aurait seulement progressé de 0,9 %. Une analyse plus fine montre que ce sont des secteurs bien précis qui créent massivement de l'emploi. Le travail temporaire, en forte croissance depuis le début de l'année, aurait augmenté ses effectifs de 8,3 % en neuf mois. Plus significatif encore d'une mutation, l'ensemble constitué des garages, cafés-bôtels-restaurants, services rendus aux entreprises et aux ménages s'est accru de 4,4 %, loin devant le commerce (0,7 %). De nouveaux types d'emplois se développent alors que les secteurs traditionnels sont en régression. Il y a là plus qu'un symbole, la première indication tangible d'une métamorphose.

ALAIN LEBEAUE.

L'interdiction du placement payant des chômeurs

« SOS-Emploi » était dans l'illégalité

NANTES
de notre correspondant

Les activités de l'association SOS-Emploi - une ANPE parallèle mais non gratuite - ne sont pas légales. C'est ce que le directeur départemental du travail de Loire-Atlantique a signifié en début de semaine à Frank Martin, le fondateur de SOS-Emploi, le 10 novembre 1987 de ce service dont le rayonnement dépasse de loin les frontières de la région nantaise. Le procès-verbal des infractions constatées a été transmis au parquet.

Frank Martin, vingt-quatre ans, un jeune homme qui a connu le chômage, s'est signalé récemment à l'opinion - essentiellement par le biais des journaux et des radios - en proposant aux chômeurs de nouvelles formes de recherche d'emploi. Et pour beaucoup un foi espoir de sortir de la misère.

En adhérent, le chômeur versait une cotisation de 40 F, ce qui lui donnait accès aux offres d'emploi diffusées au grand public par ministères, l'association revendiquait le placement de mille deux cents chômeurs sur les vingt mille inscrits au fichier de SOS-Emploi.

« Le placement payant n'est pas autorisé, et il faut passer une convention avec l'Agence nationale pour l'emploi pour être en règle », a expliqué Bernard Laurence, directeur départemental du travail en relevant cette double infraction. « Je revendique le droit pour les chômeurs de s'adresser à n'importe quel organisme conventionné ou non. Il est scandaleux qu'on m'empêche de les aider », rétorque Frank Martin.

En signe de protestation, il a entamé lundi 30 novembre une grève de la faim, mais il a obtenu

perçu : SOS-Emploi ne demandera plus de cotisation aux nouveaux adhérents et promet de rembourser les personnes qui en feront la demande. Mais l'activité de l'association continue : « Pour la faire vivre, nous venons de lancer des dons de soutien de 100 F à quiconque veut nous aider », a déclaré le fondateur de SOS-Emploi.

Cette affaire sensible suscité des manifestations de soutien inconditionnel mais aussi des réactions de révolte. « Les demandeurs d'emploi sont bernés », accuse le Défi, le bulletin de la Fédération nationale des chômeurs. Le succès rapide de cette concurrence du service public illustre en tout cas un phénomène de société : tel le malade incurable en quête de guérisseur, le chômeur déçu par l'ANPE se raccroche à quiconque lui fera des promesses d'emploi.

YVES ROCHONGAR.

A l'occasion
de son quarantième
anniversaire

L'UNIOFSS redoute « l'effacement de l'Etat »

« Alder raisonnablement les aidants », c'est ce que l'UNIOFSS (Union inter-fédérale des organismes privés sanitaires et sociaux) a demandé aux pouvoirs publics, à l'occasion du congrès réuni à Paris pour son quarantième anniversaire. L'UNIOFSS regroupe, à travers différentes fédérations et associations, plus de sept mille établissements sanitaires et sociaux. A l'ouverture du congrès, le mardi 1^{er} décembre, le président de l'UNIOFSS, M. François Bloch-Lainé a estimé qu'il est nécessaire de « secourir davantage et mieux l'appareil public de la protection sociale qui s'effondre ».

L'UNIOFSS redoute « l'effacement de l'Etat » et le désir de l'administration de « se servir de notre siège pour diminuer ses difficultés ».

L'UNIOFSS souhaite en particulier des relations « plus équilibrées » avec les pouvoirs publics : notamment disposer de financements sur des périodes suffisamment longues et pouvoir être associé aux orientations générales définies par les pouvoirs publics.

M. Jacques Chirac a annoncé aux congressistes que les associations d'intérêt général seraient exclues de l'encadrement des garanties d'emprunt accordées par les collectivités locales prévu par un projet de loi. Il a indiqué aussi que le gouvernement avait demandé au Conseil national de la vie associative un avis sur le financement des associations.

Jugeant « souhaitable de diversifier et d'assouplir les modes de financement », de celles-ci, il a néanmoins affirmé que cela ne signifiait « ni le retrait financier de l'Etat ni celui des collectivités publiques ».

La campagne
pour les élections
prud'homales

M. Drilleaud (CFTC) :
« le syndicalisme
à l'ancienne
ne convient plus »

MARSEILLE
de notre correspondant

« Pas de grandes manifestations, mais un recours au dialogue pour faire entendre sa voix ». Mettant en pratique la ligne de conduite de la CFTC, M. Guy Drilleaud, son secrétaire général, est venu à Marseille, le jeudi 3 décembre, pour participer à l'occasion de la campagne pour les élections prud'homales à un débat au cours duquel il a dialogué avec M. Jean-Louis Tourret, président de l'Union patronale régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur. Tous deux ont déploré qu'une élection cantonale partielle (celle du vingtième canton de Marseille - qui ne mobilisait que quelques milliers d'électeurs) ait eu un effet médiatique important alors que les élections prud'homales semblent se préparer dans une semi-indifférence.

Pourquoi cette démobilité ? M. Tourret l'explique par un « décalage entre les positions syndicales et la réalité de l'entreprise qui fait fuir à la crise ». Ce n'est pas aussi simple pour M. Guy Drilleaud qui réclame la fin des vieux schémas caricaturaux qui faisaient s'opposer « patrons de choc » et « syndicalistes irresponsables ». Le dialogue social est indispensable selon le secrétaire général de la CFTC qui rejette la lutte de classe au profit d'une attitude nouvelle consistant à « créer un consensus sur l'entreprise capable de relancer l'économie ».

M. Drilleaud s'est interrogé sur la faiblesse du taux de syndicalisation en France - qu'il a estimé à 18 % de la population active salariée en soulignant que « le syndicalisme à l'ancienne ne convient plus aux salariés ». Mais, a-t-il ajouté, il n'est pas acceptable que « certains patrons s'engouffrent dans la crise pour travailler à bon compte en remplaçant des gens licenciés par des gens en formation ». « Il faut certes de moins en moins d'affrontements », reconnaît M. Drilleaud, mais il est « inacceptable que le patronat remette en cause certaines réglementations sur les licenciements, la formation ou la participation ». A la défense type « ligne Mitterrand », le secrétaire général de la CFTC préfère la souplesse « mais à condition que le patronat ne fasse pas une règle des conditions d'insécurité, d'instabilité et de précarité de l'emploi ».

JEAN CONTRUCCI.

Onze organisations professionnelles
se mobilisent contre la « désertification »

Défense de la ruralité

Réunies autour de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), onze organisations professionnelles, représentant les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et des services, ont organisé, le 3 décembre à Versailles, la journée nationale de la ruralité. Les communes rurales couvrent 85 % du territoire national, mais elles ne regroupent plus que 15 % de la population française (soit 30 % en 1954). Dans les campagnes, les agriculteurs ne sont plus majoritaires, à côté des artisans, commerçants ou retraités. Plusieurs centaines de cantons, situés essentiellement dans les zones de montagne mais aussi dans les Ardennes, la Bretagne intérieure, la Corse, la Normandie, le Morvan, sont purement et simplement menacés de désertification.

C'est pour réagir collectivement contre ce risque et ces dangers, (car dans le même temps le poids économique des grandes métropoles s'accroît), que les onze organisations ont décidé la journée de Versailles. M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, a réaffirmé une politique plus volontariste des pouvoirs publics, fondée sur les infrastructures de communication, la maintenance des services publics, la décentralisation, la refonte de la fiscalité locale et le soutien aux PME. « Je veux tordre le cou aux thèses selon lesquelles, pour maintenir la présence humaine sur tout le territoire, il suffirait de retourner, à ceux qui voudraient bien assurer cette présence, une part des profits éven-

tuels qui naissent de la concentration urbaine, a-t-il déclaré. Ainsi les paysans, qui entretiendraient la nature, seraient payés, au titre de cette fonction, comme peuvent l'être le gendarme, le plombier, le pharmacien de garde, indépendamment de toute clientèle ou de toute production... Nous disons non ! »

En réponse, M. Chirac a déclaré que « le gouvernement avait la ferme volonté de placer l'avenir de la France rurale au tout premier rang des priorités de l'Etat » et s'est inscrit en faux contre les « propos alarmistes » sur les friches et les désertifications. Il a estimé que dans les vingt ans qui viennent, « l'essentiel des emplois sera créé dans les petites entreprises par des PME ». Mais, au-delà des analyses générales et des assurances données que « l'Etat assumera ses responsabilités », le Premier ministre n'a annoncé aucune mesure concrète, d'ordre fiscal, financier ou politique.

M. Chirac a plusieurs reprises, a adressé des éloges appuyés à son ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, qui était à ses côtés, pour ses « prises de position énergiques », notamment à Bruxelles. Il n'a en, en revanche, aucun mot pour M. Pierre Mithlépierre, ministre en charge officiellement de l'aménagement du territoire (y compris rural), qui s'était d'ailleurs décom-

F. GR.

JUSQU'AU 31 DECEMBRE

Faites le plein d'avantages fiscaux

en préparant votre retraite.

L'AMI FINANCIER
Caisse d'Epargne Ecuireuil

Vous pouvez payer moins d'impôts et en même temps mieux préparer votre retraite.

Pour cela, l'Ami Financier vous propose le « Compte d'Epargne en Actions » et « Perspectives Ecuireuil », pour épargner avec sécurité tout en bénéficiant d'importants avantages fiscaux.

Dès l'année prochaine, vous pourrez compléter votre capital dans le cadre du futur Plan d'Epargne Retraite avec la SICAV « Prévoyance Ecuireuil » conçue spécialement et gérée par la Caisse des Dépôts ou « Perspectives Ecuireuil » contrat garanti par la Caisse Nationale de Prévoyance.

Des impôts en moins, du bonheur en plus, plus que jamais, aujourd'hui les conseils de l'Ami Financier sont précieux.

Interrogez-le, venez le voir avant le 31 décembre : vous diminuerez vos impôts tout en augmentant votre épargne. Sachez en profiter.



LES QUI LE

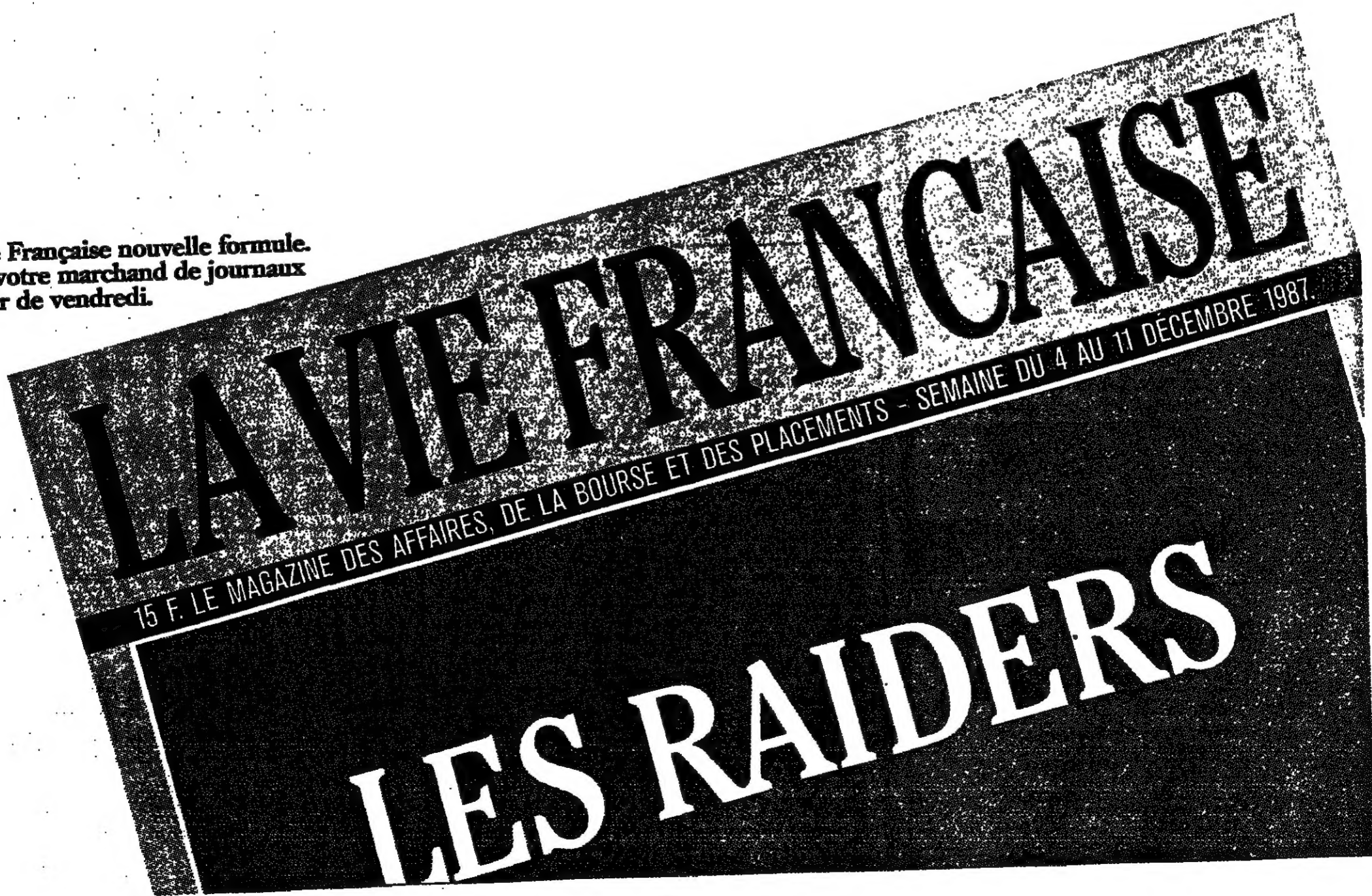
la France nouvelle forme
le notre marchand de journaux
de vendre.

LA

15 F. LE MA

EXCLUSIF: LES ENTREPRISES QUE GUETTENT LES RAIDERS.

La Vie Française nouvelle formule.
Chez votre marchand de journaux
à partir de vendredi.



Groupe Expansion

4 D

PARIS, 4 décembre ↓

« Black Friday »

« En manque pas une, en répétant sur les Européens la responsabilité de la baisse du dollar, il a jérémié l'effroi sur nos exportations. Première phrase, We'll Street avait donné le « la » la veille au soir. En cette veille de week-end, Paris n'était pas beau à voir. Sur des ventes britanniques redoutables, mais aussi domestiques, le marché français est allé au capital. « Pari-bas mérite bien son nom », glisse quelqu'un perfidement. En regardant s'étaler l'action de l'établissement de la rue d'Amboise, la médiane avait déjà défilé trois mauvaises (- 3 %). L'après-midi, au point. Au cours de cette séance, encore, l'indicateur instantané recroquevillait de 4,2 %.

La Bourse de Paris se retrouve maintenant à son plus bas niveau depuis le 23 janvier 1986, atteignant une première fois après les « trois sanglantes ». « On a perdu 50 % sous les belles valeurs, disait un ancien qui avait connu 29. On fait maintenant autant de bêtises à la baisse qu'à la hausse. »

La rue Vivienne est devenue le véritable boulevard du crime. Pour le parodier Tristan Bernard parlant d'une pièce qui avait fait un four, le meilleur conseil à donner aux intéressés est de « venir armé ». L'endroit est sinistre. Un gérant de portefeuille indépendant évoquait lui, la possibilité d'un séisme

Tokyo, où les Japonais s'endettaient pour acheter des actions. « C'est dramatique », disait-il. Pensez que NTT est capitalisé 270 fois ses bénéfices. Alors, quand le kamato-chi commença à baisser, « On remonta le 21 décembre pour la nouvelle lune », lui rétorqua un confrère. Sous le MATIF, la prise de 100 a été de courte durée. La tendance s'est assourdie. Mais, d'après les spécialistes, comme l'on s'acheminait maintenant vers la récession, les taux ne remonteraient pas. Les obligations de l'État devraient baisser plus de 2%. « Fournir ce Reagan n'appuie pas maintenant sur la bouton rouge », lança un quidam.

VOILES
LE PLUS GRAND
COMPARATIF DE
L'HISTOIRE DE
VOILES ET VOILIERS
UN PAR SÉRIE

LONDRES, 3 dec. ↓

TOKYO, 4 dic. ↓

Repli sensible

La Bourse de Tokyo a réagi à la baisse, à l'image de Wall Street la veille. L'indice Nikkei a perdu 205,41 yens à la clôture vendredi, pour s'établir à 22.602,75 yens. Les transactions ont été nettement moins importantes que la veille : quelque 200 millions de titres ont été échangés dans la matinée, contre 400 millions. Les cours avaient cependant nettement progressé en début de matinée, dopés en partie par la meilleure tenue du dollar. Les investisseurs étrangers

Les valeurs exportatrices, parmi lesquelles Glaxo ou BOC, enregist-

traint de légers gains. Après la publication de leurs résultats, plusieurs firmes progressèrent. Parmi elles, le complément Hanson Trust (graisses végétales) a annoncé une augmentation de 60 % de son bénéfice imposable pour l'exercice terminé au 30 septembre, à 741 millions de livres (contre 464 millions pour l'exercice précédent). Le Royal Bank of Scotland cinquième banque de dépôt de Grande-Bretagne, dans laquelle le Keweenaw détient 14,9 %, a annoncé une hausse de près de 70 % de son bénéfice net pour l'exercice terminé le 30 septembre, à 197,2 millions de livres (contre 184,5 millions de livres). La banque, qui est souvent l'objet de rumeurs d'OPA, est « détenue de façon dispersée » par de nombreux investisseurs, dont Sir Michael Horvath.

à Paris du 1 juillet / décembre
le Monde publiera les réponses
au concours

Lundi 7 daté 8 décembre
réponses aux questions 1 à 10
Mardi 8 daté 9 décembre
réponses aux questions 11 à 20
Mercredi 9 daté 10 décembre
réponses aux questions 21 à 30
Jeudi 10 daté 11 décembre
réponses aux questions 31 à 40
Vendredi 11 daté 12 décembre
réponses aux questions 41 à 48
Samedi 12 daté 13-14 décembre

RÉSULTATS

RÉSULTATS

financement des avions neufs ou d'occasion.

- **Moody's pourrait déclasser** Shearson Lehman. — Moody's a annoncé. Service, un des principaux cabinets d'expertise financière américains, qu'il iniqué, jeudi 3 décembre, qu'il envisage d'abaisser la notation attribuée aux emprunts à long terme de Shearson Lehman Brothers et de relever, en conséquence, la notation attribuée à l'ensemble de la santé financière des deux firmes de services financiers a été décidé après l'annonce du rachat d'EFH Hutton par près d'un milliard de dollars par Shearson Lehman Brothers, filiale d'American Express. Au total, plus de 1,8 milliard de dollars de dettes à long terme des deux firmes pourraient être affectées.
- **La Banexi renforce ses fonds propres.** — Une assemblée générale de la Banexi, la banque d'affaires de la BNP, a décidé le 2 décembre, de renforcer les fonds propres de la banque de 280 millions de francs pour les porter à 1 300 millions. Parallèlement, la BNP a décidé de renforcer la BNP a décidé de faire passer le département du développement international des entreprises prises à la Banexi. Cette décision, qui est entrée en vigueur le 1^{er} décembre, a été prise afin de conforter la Banexi dans son rôle d'intervenant en haut et en bas de bilan dans le domaine inter-

[illegible]

VALEURS	PRIX extérieur	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
		dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier
Lafarge Cop.	1200	24	120	-	-	95	150	-	-
Paribas ...	400	0,12	6	15	-	97	-	-	-
Fouquet ...	1300	0,25	30	80	-	352	-	365	-
Thomson-CSF	1000	0,50	30	-	-	-	270	-	-
EF-Applique	250	0,65	14	21	-	43,50	-	-	-
NEI	1000	17	-	140	-	-	-	-	-

MATIF				
Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 3 déc. 1987				
Nombre de contrats : 65 123				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	100,10	99,40	98,70	99
Précédent	99,75	99,10	98,65	98,55

CHANGES		BOURSES	
Dollar = 5,625 F ₣		PARIS	
Le dollar a été tout juste soutenu vendredi sur les places financières internationales. Il a coté 5,625 F (contre 5,607 F la veille). Une grande dépression a régné partout, les cambistes jouant très insuffisamment la baisse des taux d'intérêt allemands. L'activité, cependant, a été très calme.		(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)	
FRANCFORT 3 déc. 4 déc.		2 déc.	3 déc.
Dollar (en DM) ... 1,6465	1,6536	Valeurs françaises ...	74 73,3
TKYO 3 déc. 4 déc.		Valeurs étrangères ...	98,3 97,1
Dollar (en yen) ... 133,58	132,60	C = des actions en change (base 100 : 31 déc. 1981)	
MARCHÉ MONÉTAIRE (ciffes privés)		Indice général ...	294,1 286,1
Paris (4 déc.) ... 717/8-8		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
New-York (3 déc.) ... 571/64 15/16		2 déc.	3 déc.
		Industrielles ...	1849,97 1776,53
		LONDRES (Indice « Financial Times »)	
		2 déc.	3 déc.
		Industrielles ...	1 266,9 1 263,6
		Mines d'or ...	341,3 337
		Fonds d'Etat ...	59,85 59,97
		TKYO	
		2 déc.	3 déc.
		Nikkieï Dow Jones ...	22388,16 22682,75
		Indice général ...	1849,62 1833,56

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ dev.	+ franc	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
SE-U.	5.6270	5.6300		+ 15	+ 45	+ 75	+ 210	+ 25
S.-U.	4.2854	4.3010	- 33	- 15	- 44	- 18	- 108	- 31
Yen (100)	4.2590	4.2555	+ 122	+ 140	+ 280	+ 295	+ 876	+ 950
DM	3.8986	3.9118	+ 119	+ 130	+ 245	+ 291	+ 908	+ 800
DM	3.8209	3.8234	+ 85	+ 99	+ 181	+ 240	+ 529	+ 620
Flac (100)	16.2382	16.2462	+ 170	+ 266	+ 411	+ 555	+ 1385	+ 1200
FS.	1.4571	1.4571	- 120	- 12	- 13	- 13	+ 378	+ 300
L (1 000)	4.6870	4.6132	- 120	- 18	- 238	- 169	- 3	- 157
£	10.1781	10.1892	- 42	- 82	- 71	- 3	- 32	- 255

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/4	7	7 13/16	7 15/16	7 11/16	7 13/16	7 11/16	7 13/16
SE-U.	4 3/4	7	3 7/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16	3 9/16	3 11/16
DM	2 1/4	3	4 7/8	4 1/2	4 1/2	4 3/4	4 3/4	4 13/16
Flac	4 3/4	3 3/4	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 15/16	6 7/8	6 15/16
Yen (100)	1 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
FS.	1 1/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4
L (1 000)	9 1/8	9 1/8	10 3/8	11	10 3/4	11 1/4	11 1/4	11 5/8
£	8 5/8	8 5/8	8 1/2	8 11/16	8 5/8	8 11/16	8 5/8	8 11/16
F. franc.	8	8 1/4	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 11/16	8 11/16	8 15/16

Marchés financiers

BOURSE DU 4 DECEMBRE

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1680	LA 5% 1973...	1070	1065	1080	+ 0.53	1001	Juliflex...	115	105	112	80	101	Juliflex...	115	105	112	80
1025	C.A.P. 3%	1070	1065	1080	+ 0.52	1002	Chaco Bank	134	123	123	93	142	Chaco Bank	134	123	123	93
1026	B.L.P. T.P.	1070	1065	1080	+ 0.73	1003	De Beers	57	50	55	15	141	De Beers	57	50	55	15
1028	C.A.P. 2%	1070	1065	1080	+ 0.47	1004	Dynastie Bank	138	132	130	1	140	Dynastie Bank	138	132	130	1
1029	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1005	De Beers	75	73	75	3	141	De Beers	75	73	75	3
1030	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1006	De Beers	58	50	58	10	142	De Beers	58	50	58	10
1031	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1007	De Beers	44	42	45	5	143	De Beers	44	42	45	5
1032	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1008	De Beers	38	34	38	12	144	De Beers	38	34	38	12
1033	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1009	De Beers	32	30	32	7	145	De Beers	32	30	32	7
1034	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1010	De Beers	26	24	26	8	146	De Beers	26	24	26	8
1035	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1011	De Beers	20	18	20	11	147	De Beers	20	18	20	11
1036	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1012	De Beers	14	12	14	17	148	De Beers	14	12	14	17
1037	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1013	De Beers	8	6	8	33	149	De Beers	8	6	8	33
1038	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1014	De Beers	2	1	2	100	150	De Beers	2	1	2	100
1039	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1015	De Beers	1	0	1	100	151	De Beers	1	0	1	100
1040	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1016	De Beers	0	0	0	100	152	De Beers	0	0	0	100
1041	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1017	De Beers	0	0	0	100	153	De Beers	0	0	0	100
1042	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1018	De Beers	0	0	0	100	154	De Beers	0	0	0	100
1043	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1019	De Beers	0	0	0	100	155	De Beers	0	0	0	100
1044	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1020	De Beers	0	0	0	100	156	De Beers	0	0	0	100
1045	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1021	De Beers	0	0	0	100	157	De Beers	0	0	0	100
1046	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1022	De Beers	0	0	0	100	158	De Beers	0	0	0	100
1047	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1023	De Beers	0	0	0	100	159	De Beers	0	0	0	100
1048	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1024	De Beers	0	0	0	100	160	De Beers	0	0	0	100
1049	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1025	De Beers	0	0	0	100	161	De Beers	0	0	0	100
1050	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1026	De Beers	0	0	0	100	162	De Beers	0	0	0	100
1051	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1027	De Beers	0	0	0	100	163	De Beers	0	0	0	100
1052	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1028	De Beers	0	0	0	100	164	De Beers	0	0	0	100
1053	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1029	De Beers	0	0	0	100	165	De Beers	0	0	0	100
1054	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1030	De Beers	0	0	0	100	166	De Beers	0	0	0	100
1055	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1031	De Beers	0	0	0	100	167	De Beers	0	0	0	100
1056	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1032	De Beers	0	0	0	100	168	De Beers	0	0	0	100
1057	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1033	De Beers	0	0	0	100	169	De Beers	0	0	0	100
1058	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1034	De Beers	0	0	0	100	170	De Beers	0	0	0	100
1059	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1035	De Beers	0	0	0	100	171	De Beers	0	0	0	100
1060	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1036	De Beers	0	0	0	100	172	De Beers	0	0	0	100
1061	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1037	De Beers	0	0	0	100	173	De Beers	0	0	0	100
1062	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1038	De Beers	0	0	0	100	174	De Beers	0	0	0	100
1063	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1039	De Beers	0	0	0	100	175	De Beers	0	0	0	100
1064	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1040	De Beers	0	0	0	100	176	De Beers	0	0	0	100
1065	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1041	De Beers	0	0	0	100	177	De Beers	0	0	0	100
1066	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1042	De Beers	0	0	0	100	178	De Beers	0	0	0	100
1067	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1043	De Beers	0	0	0	100	179	De Beers	0	0	0	100
1068	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1044	De Beers	0	0	0	100	180	De Beers	0	0	0	100
1069	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1045	De Beers	0	0	0	100	181	De Beers	0	0	0	100
1070	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1046	De Beers	0	0	0	100	182	De Beers	0	0	0	100
1071	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1047	De Beers	0	0	0	100	183	De Beers	0	0	0	100
1072	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1048	De Beers	0	0	0	100	184	De Beers	0	0	0	100
1073	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1049	De Beers	0	0	0	100	185	De Beers	0	0	0	100
1074	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1050	De Beers	0	0	0	100	186	De Beers	0	0	0	100
1075	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1051	De Beers	0	0	0	100	187	De Beers	0	0	0	100
1076	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1052	De Beers	0	0	0	100	188	De Beers	0	0	0	100
1077	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1053	De Beers	0	0	0	100	189	De Beers	0	0	0	100
1078	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1054	De Beers	0	0	0	100	190	De Beers	0	0	0	100
1079	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1055	De Beers	0	0	0	100	191	De Beers	0	0	0	100
1080	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1056	De Beers	0	0	0	100	192	De Beers	0	0	0	100
1081	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1057	De Beers	0	0	0	100	193	De Beers	0	0	0	100
1082	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1058	De Beers	0	0	0	100	194	De Beers	0	0	0	100
1083	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1059	De Beers	0	0	0	100	195	De Beers	0	0	0	100
1084	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1060	De Beers	0	0	0	100	196	De Beers	0	0	0	100
1085	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1061	De Beers	0	0	0	100	197	De Beers	0	0	0	100
1086	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1062	De Beers	0	0	0	100	198	De Beers	0	0	0	100
1087	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1063	De Beers	0	0	0	100	199	De Beers	0	0	0	100
1088	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1064	De Beers	0	0	0	100	200	De Beers	0	0	0	100
1089	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1065	De Beers	0	0	0	100	201	De Beers	0	0	0	100
1090	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1066	De Beers	0	0	0	100	202	De Beers	0	0	0	100
1091	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1067	De Beers	0	0	0	100	203	De Beers	0	0	0	100
1092	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1068	De Beers	0	0	0	100	204	De Beers	0	0	0	100
1093	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1069	De Beers	0	0	0	100	205	De Beers	0	0	0	100
1094	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1070	De Beers	0	0	0	100	206	De Beers	0	0	0	100
1095	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1071	De Beers	0	0	0	100	207	De Beers	0	0	0	100
1096	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1072	De Beers	0	0	0	100	208	De Beers	0	0	0	100
1097	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1073	De Beers	0	0	0	100	209	De Beers	0	0	0	100
1098	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1074	De Beers	0	0	0	100	210	De Beers	0	0	0	100
1099	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1075	De Beers	0	0	0	100	211	De Beers	0	0	0	100
1100	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1076	De Beers	0	0	0	100	212	De Beers	0	0	0	100
1101	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1077	De Beers	0	0	0	100	213	De Beers	0	0	0	100
1102	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1078	De Beers	0	0	0	100	214	De Beers	0	0	0	100
1103	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1079	De Beers	0	0	0	100	215	De Beers	0	0	0	100
1104	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1080	De Beers	0	0	0	100	216	De Beers	0	0	0	100
1105	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1081	De Beers	0	0	0	100	217	De Beers	0	0	0	100
1106	Ch. L. 1978	1070	1065	1080	+ 0.47	1082	De Beers	0	0	0	100	218	De Beers	0	0		

Comptant (collection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	prix	4/12	Achat	Vente
Etats-Unis (F \$)	5 807	5 826	5 380	5 900
ECU	7 017	7 014		
Allemagne (100 DM)	340 080	340 100	329 500	347 600
Belgique (100 F)	18 247	18 255	18 180	18 400
Payes-Bas (100 flor.)	362 250	362 340	362	310
France (100 francs)	86 130	86 100	84	81
Irlande (100 Ir£)	87 610	87 630	86	92
Grande-Bretagne (C £)	10 168	10 190	9 800	10 500
Italie (1 000 lire)	4 302	4 313	3 660	4 700
Autriche (100 sch.)	415 003	415 000	415	420
Canada (100 \$)	83 880	83 780	80	86
Québec (100 \$C)	48 320	48 250	46 750	49 200
Espagne (100 pes.)	5 027	5 018	4 780	5 230
Portugal (100 esc.)	4 187	4 166	3 900	4 400
Canada (500 \$)	4 272	4 286	4 100	4 500
Japon (100 yens)	4 243	4 290	4 100	4 380

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par unité	COURS 4/12
Or fin (poin 900)	58 100	97 500
Or fin (poin 900)	58 130	98 400
Pièce française (20 fr)	548	563
Pièce française (10 fr)	400	
Pièce indienne (50 fr)	338	359
Pièce indienne (25 fr)	512	513
Souverain	843	643
Pièce de 20 dollars	3 070	3 005
Pièce de 10 dollars	1 520	1 610
Pièce de 5 dollars	960	
Pièce de 50 pence	3 450	3 400
Pièce de 10 florins	671	531
Gr Londres	489 55	
Gr Zurich	480 50	486
Gr Hongkong	480 50	486 46
Argent Londres		

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - p: prix précédent - ★: marché continu

سكنا من الامل

36 • Samedi 5 décembre 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La normalisation en cours des relations franco-iraniennes. 5 Afrique : Pretoria renforce les contrôles à la frontière du Botswana. 8 Grande-Bretagne : une série d'émissions sur les services secrets est interdite.	9 à 11 L'Assemblée nationale vote la confiance à M. Jacques Chirac. 12 Le débat au vingt-neuvième congrès du PCF.	14 L'affaire des fausses factures du PS du Rhône. - Les « écoutes » au cabinet du juge Michou. - « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchier. 20-21 Le Salon de la navigation et de la plaisance. 22 Sports : ski alpin, tennis.	25 Le Salon des artistes décorateurs au Grand Palais. 26 Photographie : Louise Dahl-Wolfe chez Agathe Gaillard. - Cinéma : Noyade interdite, de Pierre Granier-Deferre. 24 Communication.	30 La baisse des taux d'intérêt en Europe. 32 L'INSEE et l'UNEDIC rapprochent leurs appréciations sur l'évolution des effectifs salariés. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 31 Campus 24 Cartes 24 Echecs 24 Jeux 18 Météorologie 29 Philatélie 29 Radio-Télévision 28	● Lycéens, écrivez-nous des articles ! COL ● Flash-back sur la semaine REP ● Faites sauter le bague ! HOLD Actualité. Culture. Campus. 3615 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la librairie du Monde 3618 + LM 16

A la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques Deux policiers français reconnaissent qu'ils étaient en relation avec des membres du GAL

PAU
de notre envoyé spécial

Après la mise en cause d'un commissaire de police espagnol dans un attentat du GAL (Groupement anti-terroriste de libération), dont les auteurs ont été jugés en début de semaine par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques (le Monde des 1^{er} et 2^e décembre), c'était au tour de policiers français d'être mis en cause lors de l'affaire évoquée jeudi 3 décembre par la même cour.

Le 4 décembre 1983, un représentant de commerce d' Hendaye, M. Segundo Marcy, avait été enlevé à son domicile par trois anciens légionnaires et emmené aussitôt en Espagne clandestinement.

Après dix jours de séquestration dans une cabane de montagne, M. Marcy était retrouvé ballonné au pied d'un arbre à proximité de la frontière. Dans sa poche, un texte portant la première revendication du GAL ouvrait une série d'une trentaine d'attentats entraînant la mort de vingt-quatre personnes.

Le chef du commando, Pedro Sanchez, avait été arrêté le soir même de l'enlèvement, mais devait décéder trois ans après en prison. Ses deux complices sont, en revanche, dans le box des accusés au palais de justice de Pau. Il s'agit de Mohand Talbi, interpellé en octobre 1985, et de Jean-Pierre Echallier, qui s'est livré à la gendarmerie de Bayonne, huit mois plus tard, avec une bombe qu'il avait refusé de faire

explorer dans un bar fréquenté par des réfugiés basques à Saint-Jean-de-Luz.

A l'audience, Mohand Talbi a reconnu sa participation aux faits, mais assure que le commissaire et inspecteur de Biarritz étaient au courant. En effet, il apparaît dans le dossier que lui et Sanchez avaient été interpellés à Biarritz trois jours avant l'enlèvement pour une rixe sur la voie publique et qu'ils avaient monnayé leur mise en liberté par des informations sur des attentats qui se préparaient contre des réfugiés basques.

Cités à la barre, les policiers biarritzes ont donné des versions assez confuses sur leurs relations avec Talbi. Ils ont cependant admis que ce dernier avait évoqué « la possibilité de deux enlèvements et d'un meurtre pouvant servir de diversion à Saint-Jean-de-Luz ». Les policiers ont même eu l'occasion de voir Jean-Pierre Echallier en surveillance devant le domicile d'un réfugié basque et affirmé que « la hiérarchie » avait à ce moment donné l'ordre d'intervenir. Seule l'intervention un peu bruyante de deux motards avait permis à Echallier de s'échapper. L'un des policiers a enfin déclaré que « les déclarations de Talbi affirmant qu'il [il] lui [avait] demandé un travail d'infiltration, sont une supercherie », ajoutant que c'est « l'accusé qui [lui] avait fait ces propositions ».

PHILIPPE ET CHEVREY.

La fin des entretiens sur le Cambodge Le prince Sihanouk et M. Hun Sen se rencontreront à nouveau en France en janvier

FÈRE-EN-TARDENOIS
de notre envoyé spécial

Voici les quatre points du communiqué commun signé vendredi matin 4 décembre par le prince Sihanouk et M. Hun Sen, chef du gouvernement cambodgien :

1) Le règlement du problème cambodgien passe nécessairement par une solution politique ;
2) Le problème khmer doit être abordé, réglé par le peuple cambodgien lui-même, par le biais de la négociation entre toutes les parties en conflit ;
3) Dès qu'un accord sera réalisé entre les parties khmères, une conférence internationale se réunira pour donner une garantie internationale à l'accord et garantir l'indépendance du Kampuchea ;
4) Les deux parties se rencontreront à nouveau en janvier prochain à Fère-en-Tardenois, et une troisième fois à Pyongyang, en Corée

du Nord, à une date qui reste à fixer.

Après avoir sablé le champagne, les deux dirigeants cambodgiens ont invité les autres parties khmères - les Khmers rouges et les nationalistes de M. Son Sann, à les rejoindre. Le prince Sihanouk a déclaré que toute la nation khmère veut la paix, mais qu'« une paix sans indépendance à 100 % est inacceptable ». « Il faut, a-t-il ajouté, que la démocratie soit une démocratie libérale à la française, multipartite, disposant d'une radio et d'une télévision libres ». Le prince a ajouté qu'il avait le soutien de la France tout entière, précisant : « Cela ne fait rien s'il y a un Le Pen khmer », faisant sans doute allusion aux Khmers rouges. Mais, a-t-il conclu, « il reste encore un bon bout de chemin à faire pour atteindre le but que nous voulons. Ensemble nous l'atteindrons, sinon en 1988 du moins en 1989 ».

P. d. B.

Un château, du champagne pour deux « frères ennemis »...

FÈRE-EN-TARDENOIS
de notre envoyé spécial

Rien ne semble plus éloigné du Cambodge que ce lieu de campagne de Fère-en-Tardenois, ancienne dépendance d'un château fort en ruine. Et pourtant, c'est là que se sont rencontrés, pour la troisième journée consécutive, vendredi matin 4 décembre, le prince Sihanouk et le « simple citoyen » Hun Sen, qui a abandonné, pour la circonstance, son titre de premier ministre du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Une suite de ce haut lieu de la gastronomie régionale sert de salle de conférence au « sommet » khmer. Et c'est là qu'a été signé, vendredi, le premier communiqué commun entre des frères, hier encore, ennemis.

Les conversations se sont déroulées pendant trois jours dans une atmosphère presque familiale, en dépit du rejet, par le côté sihanoukiste, de l'un des interlocuteurs de Phnom-Penh, remplacé à la dernière minute. Elles sont rythmées par des coupes d'un champagne rose, que le personnel apporte régulièrement.

Le prince Sihanouk, qui reste invisible dans sa suite, veille lui-même à la confection des menus et, en particulier, au dernier, celui de vendredi, auquel devait être convié, pour la première fois, M. Hun Sen. Au programme, un saumon au fumet de homard. Tout cela, sous la surveillance vigilante, mais discrète, de la gendarmerie et de policiers en civil. On peut ainsi découvrir, dis-

simulés dans les ruines voisines ou à l'orée de la forêt, des gendarmes armés avec talkies-walkies et grosses jumelles. Si le prince Sihanouk et sa suite logent dans un relais et châteaude grande classe, la délégation communiste a choisi, à quelques lieues de là, comme quartier général, un motel de la banlieue industrielle d'une ville voisine.

Cette différence de gîte et de couvert se ressent bien sûr dans les prix... Mais l'ancien souverain n'est ni pauvre, ni riche, et la circonstance, l'hôte de la France, qui voit en lui le seul véritable légittime cambodgien ? Tout se déroule donc à Fère-en-Tardenois entre Khmers. Mais les amis ou les protecteurs ? ne demeurent pas inactifs. Journalistes chinois et vietnamiens battent la semelle chaque jour. Les Soviétiques ont fourni à M. Hun Sen une Mercedes noire avec chauffeur, protégée par des voitures françaises avec gyrophares.

Les Japonais ont offert le magnétophone avec lequel sont enregistrées toutes les conversations et les diplomates nippons sont les seuls à être sur place en permanence. L'ambassadeur vietnamien est venu dès le fin de la première journée rendre visite à son allié khmer. Une fois la conférence achevée, les bandes magnétiques commenceront à circuler tous azimuts. De la réaction des autres parties khmères et étrangères dépendra l'échec ou le succès de l'initiative audacieuse du prince Sihanouk.

PATRICE DE BEER.

Sur le vif

Rendez la monnaie

Vous vous souvenez, ça ne date pas d'hier, de cet ordinateur obstiné, têtue, une vraie mule, qui réclamait une somme de 0 F 0 centime à un contributeur. Il rigole, le contributeur, il prend ça à la blague. Il a tort, impertinence, l'ordinateur entame les procédures applicables aux récalcitrants. Injonction de payer. Amende de 10 % et puis de 50 % de la somme à verser. Menace d'huissier. Pour la caser, cette bécasse broussarde de formidables, il a fallu lui donner à bonifier un chèque d'un montant de 0 F 0 centime.

Vieilles histoires ? Complètement dépassées ? Pas du tout. Tenez, regardez, je pique au hasard dans mon courrier. C'est un menuisier à la retraite. Il reçoit, là, le mois dernier, une lettre recommandée de son percepteur. Il y en a pour 2,35 F de timbre. Rectification d'impôt : vous nous devez 2,20 F. Il envoie 2,50 F exigent la monnaie, rien que pour les emmener. Tin-

tin ! Normal, s'ils avaient pas gardé la différence, ils y étaient de leur poche.

C'est un monsieur, il habite Montbéliard. Il hérite en 1983 d'une action Montecatini Edison déposée au siège du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens. Elle est cotée 0,85 F. Dividende annuel : 4 centimes. Fraix de garde : 6,40 F. Il leur doit : à ce prix-là, autant que le garde dans un tiroir. Rendez-le-moi ! Désolé, on peut pas. Alors vendez-le. Impossible, personne n'en veut. - Bon, ben, je vous en fais cadeau. - Merci bien, mais non merci !

Quatre ans et quatorze lettres plus tard la banque finira par accepter de ne pas débiter son compte de ces 6,40 F à condition qu'il en fasse la demande bien poliment chaque année. Jusqu'à sa mort et à celle de son dernier héritier !

CLAUDE SARRAUTE.

FOOTBALL : les démolés du président du club brestois

M. François Yvinec
inculpé en Colombie
de « faux
en documents privés »

Parti en Colombie pour accélérer le transfert du footballeur Roberto Cabanas du club America Cali au FC Brest Armoric (le Monde du 1^{er} décembre), le président du club brestois, M. François Yvinec, a été inculpé, jeudi 3 décembre, à Cali, de « faux en documents privés ». Placé en liberté conditionnelle moyennant une caution d'environ 8 400 F, il ne pourra quitter le territoire colombien pendant la durée de l'instruction judiciaire.

Cette inculpation fait suite à une plainte déposée, le 11 novembre, par le président du club colombien. Le contrat dont se réclamait M. Yvinec pour exiger le transfert dans les plus brefs délais aurait été falsifié par l'imprésario du FC Brest Armoric, l'Argentin Marcello Open, contre lequel la justice colombienne a lancé un mandat d'arrêt : le 1^{er} décembre.

Par l'intermédiaire de la SODIBA, une société d'investisseurs privés parallèle au club brestois, 305 000 dollars auraient déjà été payés pour le transfert de Cabanas. Mais cette somme, versée sur le compte de M. Marcello Open à Monte-Carlo, ne serait jamais parvenue aux dirigeants de l'America Cali. Selon la loi colombienne, M. Yvinec risque pour sa « complicité » une peine pouvant aller jusqu'à six ans de prison.

Election Blanche à l'Académie française

L'Académie française a-t-elle pas parvenu, malgré trois tours de scrutin, à élire, jeudi 3 décembre, le remplaçant de Georges Duménil. On obtient successivement : M. Pierre Béarra : 4, 0 et 0 voix ; M. Maurice Duverger : 5, 6 et 5 voix ; M. Bernard Pierre : 6, 5 et 4 voix ; M. Jean Raspail : 7, 9 et 9 voix ; M. Florent Guadon n'a pas obtenu le moindre suffrage.

C'est le nombre insolite des bulletins blancs et des bulletins marqués d'une croix qui a sans doute empêché le candidat le mieux placé d'accéder à la majorité requise (14 voix sur 26 votants). On décomptait en effet 1 bulletin blanc et 3 autres marqués d'une croix au premier tour ; 6 bulletins marqués d'une croix au deuxième tour, et 8 bulletins marqués d'une croix au troisième tour (les croix indiquent une hostilité absolue à tous les candidats).

J.-M. D.

Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple : Le Temps Perdu, 55, rue de Seine, Paris 6^e. A consommer avec modération.

Mesures d'interdiction pour une quarantaine de magazines

Une quarantaine de magazines jugés pornographiques par le ministère de l'Intérieur seront dorénavant interdits de vente aux mineurs et de publicité. L'exposition de certains d'entre eux sera aussi interdite.

Parmi les revues touchées, figurent l'Echo des savanes (Hachette-Filipacchi, déjà menacé en mars dernier), des magazines comme Lettres de femmes, et surtout des journaux édités à l'étranger (comme l'Américain Genesis, la suisse Girls ou l'anglais Men Only) et des revues destinées aux homosexuels (Lettres gays ou Gaiety).

Deux journaux du groupe Hachette-Filipacchi, Newlook et Penthouse, avaient déjà été interdits de vente aux mineurs en septembre dernier. Ils restent cependant libres d'être affichés et de faire de la publicité.

M. JEAN-CLAUDE GAUDIN invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, député des Pyrénées-deux-Rhône, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » le dimanche 6 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Gaudin, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et maire de l'IV^e arrondissement de Marseille, répondra aux questions d'André Passeron et de François Grosrichard, du Monde, et de Dominique Pommerehne et de Paul Joly, de RTL. Le débat étant dirigé par Jean-Pierre Defraix.

Le numéro du « Monde » daté 4 décembre 1987 a été tiré à 563 169 exemplaires

Berghotel SCHATZALP

Nous avons tout pour votre hiver féerique ! Situation merveilleuse. Liaison directe pour la région du Parc. La piste de ski passe juste devant l'imposante entrée de l'hôtel. Piste de luge - chemins d'excursions. Arrangements pour familles. Nous nous réjouissons de votre demande.

CH-7270 Davos Platz
Tel. 091833 58 31 - Tx. 054 152

EN BREF

● Le CERN se débarrasse de son PCB. - Le Centre européen de recherche nucléaire (CERN), situé près de Genève, à cheval sur la frontière franco-suisse, va se débarrasser de ses équipements électroniques contenant du PCB. Ce produit liquide utilisé dans les transformateurs peut, en effet, devenir dangereux à haute température en dégageant de la dioxyne. La loi suisse prévoyant que toutes les installations qui en contiennent doivent être détruites d'ici à 1998, le CERN va s'occuper et a débloqué à cette fin une somme d'environ 5 millions de francs pour effectuer ces travaux dans un délai de cinq ans.


**LE BON CÔTÉ
DE LA MODE
CHEZ RODIN
LES PRIX**
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la
**LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE**
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-97-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- S'il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
**LE MONDE
RADIO-TÉLÉVISION**

LIQUIDATION TOTALE
GRANDES MARQUES HOMMES ET FEMMES
Jupes 300 F Pantalons 200 F
Robes 400 F Vestes 500 F
Tailleurs 900 F Costumes 900 F
**CLUB
des 10**
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h.
Même le dimanche.
58, FBG SAINT HONORÉ (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8^e

**PROMOTION
NOËL**
Conditions Exceptionnelles
sur tous les instruments en stock
jusqu'au 31 décembre 87.
hamm
La Maison de la Musique
135-137 rue de Rennes, 75006 Paris - Tel. 45-44 38 00 - Parking à proximité.

SOLDES - 50 % ET PLUS !
COLLECTIONS HIVER : ESCADA, COVERI, MAX MARA...
**DAVID
SHIFF**
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h
4, RUE MARBEUF (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8^e

SENEGAL
Interrompez l'hiver
et partez au soleil.
CHARTERECO 2900 F
Paris-Dakar-Paris... Vol spécial
ILES DU SALOUM 4700 F
1 semaine en demi-pension à partir de
Hôtels, clubs, circuits-découverte
DAKAR, PETITE CÔTE, CASAMANCE
REPUBLIQUE TOURS
1 avenue de la République
75001 Paris
Tel. 01 45 35 33 20
et dans votre agence de voyage.